

Éditorial

Carré rouge a tenu deux réunions successives après le 11 septembre. Parce que c'est sa vocation, notre revue a ainsi offert le cadre d'une réflexion collective, d'un effort pour évaluer la portée, la nature et l'impact des événements.

Personne n'attend le « communiqué » de Carré rouge. Mais les militants qui le conçoivent et le fabriquent, tout comme les lecteurs qui s'y intéressent, éprouvent au quotidien le besoin pressant de comprendre, d'échapper à la pression de l'événement afin de s'orienter dans leur combat. Ces deux réunions ont reflété la difficulté de cet exercice essentiel. Les analyses des uns et des autres en ont porté la marque.

L'unanimité s'est évidemment faite sur la condamnation des bombardements massifs en Afghanistan, de même que sur les buts de la nouvelle Sainte Alliance contre-révolutionnaire à laquelle est venue se joindre la Chine. La question fondamentale qui a occupé une bonne part du temps de ces deux réunions a été la suivante : faut-il condamner avec la même force les attentats de New York et Washington ? Si oui, sur quoi doit porter notre condamnation ? Peut-on peu ou prou « justifier » le terrorisme intégriste islamique au nom de la réaction à certains égards « légitime » au terrorisme d'État qui s'abat depuis des décennies sur les peuples ? En somme, l'Irak et la Palestine se vengent-elles dans l'effondrement des Twin Towers de New York ?

Il ne s'agit pas d'un débat académique, mais d'une mise au point essentielle. Il s'agit d'abord d'éliminer toute incertitude sur le caractère totalement réactionnaire de l'entreprise Ben Laden, qui se moque éperdument du peuple irakien ou du peuple palestinien et s'en sert comme d'un cache-sexe de ses propres visées de

féodal fanatique. Il est de la plus extrême importance de refuser d'y voir la moindre circonstance atténuante.

D'autre part, et c'est le plus important, il s'agit de faire la clarté complète sur le fait que terrorisme islamique et terrorisme d'État sont, chacun à leur manière, des facettes d'un même phénomène, où figurent dans une même continuité les ravages de la mondialisation capitaliste, les guerres incessantes, l'oppression des peuples à qui est refusé le droit de disposer de leur sort. Les témoignages sur le caractère étroit et ininterrompu des rapports entre la CIA et le FBI et les réseaux islamistes ne sont que l'expression, par ailleurs purement anecdotique, de cette réalité politique. Y compris si les conditions historiques actuelles (que les « notes de réflexion » qui suivent cherchent à définir) favorisent leur recrutement et le soutien dont ils bénéficient dans certains pays, les réseaux islamistes armés ne sont pas une expression, même « déformée », d'un combat anti-impérialiste. Ils sont une forme rivale, tout aussi totalitaire dans ses visées, de domination féroce des peuples.

Cet effort de clarté est d'une importance vitale pour tout militant désireux de poursuivre le combat émancipateur, quel que soit le cadre dans lequel il mène ce combat. Depuis le 11 septembre, l'ensemble de la situation politique est soumise à un effet d'écrasement. Si la grande masse des salariés et des jeunes sait résister à la version grossière proposée par Bush de la théorie des « camps » (on est du côté du Bien ou du côté du Mal...), le matraquage sur la « guerre » tend à interdire toute pensée, toute réaction.

Il est d'ailleurs important de réfléchir brièvement sur cette fameuse « guerre ». Pour l'heure, elle prend deux as-

pects parfaitement tangibles. Le premier, classiquement tragique, voit un peuple déjà incroyablement martyrisé et broyé par le jeu cynique des « grands » de ce monde subir une fois encore le déluge de fer et de feu des bombardements, en vérité aveugles, des aviations américaine et britannique. Le second aspect, tout aussi tangible, est celui que les salariés et les jeunes vivent ici même. Au nom des conséquences mondiales inévitables des attentats du 11 septembre, on a assisté en quelques semaines à une accélération fantastique des annonces de licenciements. Au nom de la part que « la France doit jouer dans la lutte internationale contre le terrorisme », de la place qu'elle doit occuper dans la « croisade du Bien contre le Mal », le gouvernement français et l'Union européenne (dont il est l'un des moteurs) ont accéléré la mise en œuvre de toute une série d'atteintes juridiques très graves (préparées depuis longtemps) contre les libertés individuelles et publiques.

Rappeler que pendant les bombardements la lutte des classes continue ; montrer que, sous couvert de « guerre », la bourgeoisie, dans tous les pays, engage une offensive d'une extrême violence contre les salariés, les jeunes, les immigrés, en un mot, les plus faibles ; combattre cet inique appel au « patriotisme économique » que les directions syndicales se sont bien gardées de dénoncer, ce n'est pas dire « Passons à autre chose ; la vie continue ! ». Au contraire, c'est l'une des façons de mener le combat ici contre notre propre impérialisme. C'est affirmer clairement qu'on ne saurait renoncer à un aspect (la lutte contre le patronat et le gouvernement) au nom de l'autre (la lutte contre la guerre en Afghanistan). Les deux sont indissociablement liés. Il

Notes de réflexions

Les attentats terroristes de masse du 11 septembre ont ouvert une période de très grand chaos politique international. L'agression impérialiste engagée depuis le 7 octobre par Bush et son allié inconditionnel, le social-libéral Tony Blair, avec les bombardements massifs en l'Afghanistan, annonce des actions aux buts multiples et obscurs qui ne feront qu'aggraver ces traits chaotiques. Les bombardements ont le caractère d'une fuite en avant, peu maîtrisée sinon pas maîtrisée du tout. La politique mondiale dont les États-Unis croient tenir tous les fils en main porte la marque de l'anarchie libérée par les événements des deux dernières décennies du XX^e siècle.

L'action engagée en Asie centrale fait miroir aux attentats du 11 septembre. Les protagonistes des actes terroristes du 11 septembre 2001 ont utilisé des victimes (passagers et pilotes d'avions civils) pour perpétrer un assassinat de masse qui a fait plus de six mille morts. Les protagonistes les plus en pointe dans la défense des intérêts capitalistes dominants, qui se trouvent être les gou-

vernements des pays où sont situés les deux plus importants marchés financiers mondiaux, répondent par des bombardements massifs sur un pays dévasté par la guerre, famélique. L'euphémisme de « dommages collatéraux » ne peut cacher que le résultat sera inévitablement l'assassinat de masse d'autres victimes civiles.

Cette fois-ci, à l'exception de l'Irak menacé de représailles comme l'Afghanistan, aucun gouvernement, aucune classe dirigeante, aucun groupe bureaucratique dominant ne manque à l'appel. Les frappes aériennes ont reçu l'appui politique des ex-bureaucraties de la Russie et de la Chine. Celles-ci veulent en contrepartie avoir les mains libres chez elles et pouvoir négocier au mieux les conditions de leur intégration dans le système impérialiste mondial. Les dirigeants russes et chinois témoignent de leur entière disposition à former avec les États-Unis une nouvelle Sainte Alliance contre les exploités et les opprimés.

L'unilatéralisme accentué de l'intervention militaire américaine et la politique du « fait accompli » cachent

mal aussi bien les forts éléments de vulnérabilité interne, que les aspects importants de fuite en avant qui entourent l'agression en Afghanistan. Les frappes sont intervenues alors que leur préparation dite « diplomatique » avait été à peine amorcée. Ceux des « alliés » des États-Unis qui s'étaient mis à espérer que le saut dans l'inconnu d'une nouvelle agression contre un État musulman serait retardé et qui commençaient à vanter, comme Chirac, Jospin et leurs ministres, la nouvelle « sagesse » de Georges W. Bush, ont été mis comme toujours devant le fait accompli. Ils n'ont eu le choix que d'approuver et d'exprimer leur subordination face à l'impérialisme dominant.

III/ Depuis l'ensauvagement provoqué par la Première Guerre mondiale, nous savons qu'il n'y a pas de stade suprême de la barbarie : une nouvelle phase est toujours en préparation. Guerres industrielles totales, génocides, massacres en tous genres, écrasement des populations civiles. Chimiques, nucléaires, thermonucléaires, les pires atrocités sont possibles, fort du dévoiement des progrès techniques. Ajoutons qu'au classique « bourrage de crâne » de la presse écrite d'antan a succédé la maîtrise par les gouvernants du pouvoir médiatique, télévision, radio, net, autrement plus performant.

À cet égard, les attentats du 11 septembre sont un exemple du genre. Filmés en direct, passés et rediffusés jusqu'à satiété, ceux de New York terrorisent au sens plein du terme. Au-delà des milliers de victimes dans les deux tours et au Pentagone, les images des avions civils s'encastrent dans ces tours provoque, provoquera angoisses, psychoses, cauchemars, pathologies sur toute la planè-

te. Cet acte n'a pu être ni détecté, ni empêché. Or dans le domaine militaire et policier, l'appareil d'État américain et ses différents services d'espionnage disposent de moyens en tous genres, considérables... Il ne s'agit ni d'un simple dysfonctionnement des services, ni d'un problème militaire, mais d'une question politique.

Ceux qui ont exécuté les attentats ne sont pas des fous, mais des fanatiques lucides et volontaires. Ils connaissent les ressorts de la société américaine tellement bien qu'ils ont pu faire le pari de passer non détectés, tout en s'assurant de voir leur action filmée en direct. Ces assassins-suicidaires sont membres d'un mouvement dont les dirigeants ont été sélectionnés, financés par les dirigeants saoudiens et la CIA lors de la guerre contre les Soviétiques en Afghanistan. Après l'effondrement de l'URSS, ces barbares se sont mis à leur compte, échappant à leurs maîtres américains, tout en continuant à être une composante de la constellation dirigeante d'Arabie Saoudite et à tirer leurs ressources de la rente pétrolière. Cette dimension d'apprenti sorcier qui perd la maîtrise des créatures créées jusqu'à être frappés chez lui, est l'une de celles qui donnent à l'attentat qui a frappé New York et Washington son caractère d'événement nouveau à cette échelle et avec de telles conséquences.

III/ La barbarie impérialiste ne peut être éradiquée par celle des intégristes. Insister sur la caractérisation des attentats de masse comme un acte barbare a, pour nous, une signification précise, principielle. On entend dire que le terrorisme d'État est plus condamnable et ne peut pas être mis sur le

même plan que le terrorisme privé, qui serait « l'arme des faibles ». Le « terrorisme privé » intégriste prend appui sur la rente pétrolière. L'un de ses buts est la conquête du pouvoir dans les pays musulmans. Il ne défend pas les opprimés et chaque fois que cela entre dans sa stratégie, il traque et il assassine les militants syndicalistes et politiques laïcs et progressistes avec le même acharnement que l'impérialisme ou les régimes ultra réactionnaires des pays musulmans.

La montée politique et militaire de l'obscurantisme religieux militant est la conséquence de l'immense, de la dramatique transformation de l'horizon politique des masses exploitées. C'est l'un des effets de la destruction par Staline, puis par le régime bureaucratique de ses successeurs, de la perspective, de l'idée même du socialisme, c'est-à-dire d'une émancipation sociale et individuelle laïque, progressiste, humaniste à laquelle tous les peuples pourraient se joindre.

Les responsabilités des partis sociaux-démocrates et socialistes qui sont à la tête des principaux gouvernements européens depuis vingt ans sont également immenses. En abandonnant la cause palestinienne, en apportant leur appui aux États-Unis contre l'Iran puis contre l'Irak, en les laissant organiser la lente mort des masses populaires irakiennes, ou dans le cas de la France en pesant contre la démocratie en Algérie et en donnant son appui au régime militaire-bureaucratique mafieux d'Alger, leur politique a également pesé extrêmement lourd dans un processus qui a permis d'année en année à l'obscurantisme religieux militant de gagner des positions chez les exploités des pays musulmans. Depuis le coup d'État contre le gouvernement

nationaliste bourgeois laïque de Mossadegh, jusqu'à la destruction du mouvement national palestinien (avec un acharnement tout particulier contre ses composantes laïques), en passant par la répression ciblée de même nature par l'armée française au cours de la guerre d'Algérie, tout a été mis en œuvre pour faire de l'islamisme la seule force idéologique et politique dans le monde musulman. L'appui et l'entraînement fournis par la CIA aux Talibans du temps de la rivalité avec l'ex-URSS ne sont que les formes les plus voyantes, dont certains font aujourd'hui mine de s'offusquer, d'un processus beaucoup plus vaste et systématique de destruction des courants rationalistes, démocratiques et laïques.

Dans nos réunions, certains militants ont soutenu, à l'instar d'Ignacio Ramonet dans son éditorial du Monde diplomatique d'octobre, « qu'à travers le monde, et en particulier dans les pays du Sud, le sentiment le plus souvent exprimé par les opinions publiques à l'occasion de ces condamnables attentats a été : ce qui leur arrive est bien triste, mais il ne l'ont pas volé ». Les informations dont nous disposons pour plusieurs de ces « pays du Sud », sont loin de corroborer la généralité de l'affirmation. Mais pour autant que ce sentiment existe effectivement, comme dans les pays arabes, il ne peut pas faire l'objet d'une compréhension « tolérante ». Son existence traduit l'impasse de la situation historique, la gravité des menaces qui pèsent en parallèle avec les bombardements sur la civilisation humaine. Si l'on veut contribuer à rouvrir une perspective autre que l'obscurantisme religieux le plus oppresseur et le terrorisme aveugle, il faut commencer par dire pourquoi, à la suite de quel dé-

sastre politique nous sommes rejettés si loin en arrière.

IV/ Avant la chute du Mur de Berlin, l'ordre contre-révolutionnaire était assuré pour l'essentiel par la coexistence pacifique des dirigeants staliniens et de l'impérialisme américain. Cette union avait des limites, était parfois conflictuelle, mais sur l'essentiel les deux systèmes, sous l'influence du capital, s'accordait à faire régner l'ordre international. Depuis la chute de l'URSS, la bureaucratie stalinienne occupée à se transformer en groupes « mafieux-privatiseurs », l'impérialisme américain tente à la fois de poursuivre ses propres objectifs et d'assurer seul (ou presque) le rôle de gendarme du monde au compte de l'ordre capitaliste. Cet objectif politique, diplomatique, économique, militaire, est impossible à atteindre. Si puissant soit l'impérialisme US, il ne peut se substituer à tous les gouvernements, d'autant que les dernières élections présidentielles ont révélé sa fragilité à l'intérieur...

L'effondrement de l'URSS a des conséquences proprement terribles dans le domaine militaire. Désintégration de l'État, privatisations mafieuses, absence de système de sécurité, népotisme, corruption... Résultat : trafic d'armes, vente de produits sensibles permettent d'envisager des attentats... atomiques et récemment, après la destruction du Kursk, sous-marin nucléaire, lors de manœuvres militaires, un missile ukrainien « s'égaré » et frappe un avion civil israélien. Tous tués... Chaos.

V/ Les bombardements en Afghanistan désignés comme le début d'une « guerre au terrorisme », dont la définition préci-

se reste entre les seules mains des États-Unis, nous sommes confrontés à une nouvelle forme de conflit, qui inaugure le XXI^e siècle. Une nouvelle fois, après le cas de la guerre du Kosovo, une action armée a été engagée, sans déclaration de guerre et en prétendant qu'elle ne vise pas des États. Tout comme pour l'agression dont l'Irak est l'objet depuis dix ans, les États-Unis entendent qu'elle soit menée, autant que possible, « sans témoins » (Le Figaro, 8 octobre). L'action est nommée « action de police » par certains, « guerre » par d'autres, dont les dirigeants américains. Une « guerre longue », nous dit-on, et surtout guerre « tous azimuts » qui sera livrée autant à « l'intérieur » qu'à « l'extérieur ». Une « guerre » dont les États-Unis ont annoncé le début, de sorte qu'ils se sont arrogé le droit exclusif d'en annoncer la fin, avec partout un ensemble de conséquences au plan dit « sécuritaire » sur lesquelles nous reviendrons.

Le peuple palestinien est, à côté des Afghans, la victime la plus directement atteinte et avec les conséquences les plus graves pour les rapports politiques entre les classes, du tournant politique consécutif au 11 septembre et à la radicalisation ultra réactionnaire qui en a été la première conséquence. Sharon a compris que lui aussi pouvait s'engager librement dans la politique du fait accompli et faire régner la terreur dans les villes et les villages palestiniens. La lâcheté sans nom des gouvernements socialistes et sociaux-démocrates européens se mesure particulièrement clairement par leur abandon total du moindre appui politique et matériel effectif même à l'Autorité palestinienne.

Le but de ce conflit engagé dans une grande précipitation n'est certaine-

ment pas d'en finir avec l'intégrisme militant, car les stratèges de l'impérialisme entendent pouvoir s'en servir à l'avenir au besoin. Les États-Unis et le Royaume Uni sont à la recherche de « talibans modérés ». L'émancipation des femmes afghanes n'est pas à leur programme. Le but fondamental de l'intervention et la nécessité de l'engager si vite répondent au besoin de réaffirmer, au nom de la prétendue défense des formes contemporaines de la « modernité » contre l'obscurantisme et de la « liberté » contre l'oppression, le droit des pays capitalistes avancés et des marchés boursiers d'imposer partout dans le monde les formes d'exploitation des hommes, des femmes et des enfants et les modes de pillage des ressources naturelles que les groupes industriels et financiers jugent nécessaire au profit. C'est bien pour cette raison que les régimes politiques les plus répressifs et les plus vicieux du globe ont été pressés de prendre place au sein de la « Nouvelle alliance ». Pour une fois, qu'on se le dise, ces régimes ont choisi leur camp, le « bon camp » : celui de l'adhésion à une mondialisation du capital irriguée par les capitaux et les circuits financiers mafieux et rythmée par les respirations de la Bourse de Wall Street.

Les guerres inter-impérialistes n'appartiennent pas au passé. Elles sont consubstantielles aux formes de rapports que les économies capitalistes les plus puissantes ont au « marché mondial ». Pour le comprendre il suffit de mesurer le degré de rivalité et de menace que représenterait pour les États-Unis une Chine qui serait devenue pleinement capitaliste, au terme d'une transition effectuée sans soulèvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans chinois. Mais le conflit qui vient d'être engagé s'an-

nonce comme une figure supplémentaire dans la panoplie de ces guerres qui ont commencé à être analysées et catégorisées par Claude Serfati et Claude Meillaissoux dans le n° 17 de Carré Rouge. Elles sont le résultat direct des impacts économiques, politiques et sociaux des formes de mondialisation capitaliste engendrées par les politiques de libéralisation, déréglementation et privatisation. Les pays du G7, le FMI et l'OMC en sont les fourriers.

Depuis vingt ans on assiste à des formes toujours plus « totalitaires » des investissements directs des grands groupes, de leurs marchandises et des publicités projetées à la télévision pour les faire vendre. La destruction des cultures autres que celles du capitalisme américanisé s'ajoutent à la libéralisation et à la déréglementation. Les modalités draconiennes de soumission au « marché » des économies domestiques des pays du globe entier, qui se résume à une concurrence perdue d'avance pour eux, ont désorganisé les structures politiques et sociales. Les avancées très fortes dans la « marchandisation du monde », comme dans les possibilités données aux grands groupes industriels d'exploiter des ressources locales sélectives en « capital humain » qualifié ou non-qualifié aussi bien qu'en ressources naturelles, sont à l'origine des processus de « balkanisation » et de réapparition des conflits dits « ethniques ». Le saut qualitatif dans l'anarchie de la production et de la concurrence capitaliste provoqué par la mondialisation a eu comme conséquence et comme pendant une poussée correspondante des forces centrifuges et une dislocation des structures dans le champ politique. Dans les pays arabes et musulmans, une fois

terminée la destruction quasi complète des forces laïques, l'obscurantisme religieux militant et armé a le champ libre pour se présenter comme la seule force qui fasse mine de lutter contre cet impérialisme économique et culturel aux visées totalitaires.

VI/ Parmi les éléments les plus importants qui font des attentats terroristes du 11 septembre, une étape nouvelle dans l'histoire politique mondiale, est le fait que pour la première fois depuis la crise de 1929 sur le plan économique, et pour la toute première fois sur le plan politique, des mécanismes mis en mouvement à partir des États-Unis rétroagissent sur eux de façon très forte et dans des conditions qui seront sans doute durables. Dix ans après la guerre du Golfe, le fils Bush récolte d'une certaine manière les fruits de la victoire, scellée par l'accord avec les féodaux intégristes d'Arabie Saoudite... pour le plus grand profit des majors pétrolières américaines. La stratégie américaine vise à assurer la liberté de circulation de ses capitaux dans le monde « utile », « rentable », celui des matières premières, des marchés solvables. Le reste (ce qui n'est pas directement profitable, stratégique) est laissé à l'appréciation de puissances locales et régionales : Pakistan, Arabie Saoudite, Israël, etc. Ben Laden, ses réseaux, s'inscrivent dans cette histoire.

Le 5 mars 1932, à une question posée par le New York Times : « Comment voyez-vous la position des États-Unis dans la situation mondiale actuelle ? », Léon Trotsky répondait : « Un des résultats de la crise actuelle sera la prédominance de plus en plus prononcée du capitalisme américain sur le capitalisme eu-

ropéen. Mais cette croissance inévitable de l'hégémonie mondiale des États-Unis développera ultérieurement de profondes contradictions dans l'économie et la politique de la grande république américaine. En imposant la dictature du dollar sur le monde entier, la classe dirigeante des États-Unis introduira les contradictions du monde entier dans sa propre domination ». La valeur méthodologique de cette observation est plus grande que jamais. Elle s'applique aux attentats du 11 septembre.

Parmi les contradictions que les États-Unis ont introduites et qui leur ont explosé à la figure le 11 septembre, citons les plus manifestes. Au Proche et au Moyen Orient, la politique étrangère mise en œuvre depuis cinquante ans a un but essentiel : maintenir le contrôle des puits de pétrole. Leurs interventions depuis l'organisation de la chute et de la mort de Mossadegh, en passant par la guerre contre l'Irak et les sombres menées en Afghanistan, avec des visées sur le pétrole des États musulmans de l'ex-URSS d'Asie centrale, ont fait d'eux des protagonistes majeurs de conflits et contradictions dont ils ne sont absolument pas maîtres. Les Échos du 18 octobre annonce que le voyage de Colin Powell à Karachi a été immédiatement suivi de celui des représentants des grands groupes pétroliers pour réactiver le plan de construction de pipe-lines qui passeraient par l'Afghanistan « pacifié » et le Pakistan redevenu le partenaire privilégié des États Unis. Mais l'accord qui se fait aux dépens de l'Inde, et dont les conséquences au Cachemire ne peuvent qu'avoir pour effet d'aviver des tensions brutales dont les effets se répercuteront aux États-Unis mêmes. Or les États-Unis ont

déjà introduit dans leur politique interne les contradictions de plus en plus insolubles nées de leur implication toujours plus forte dans la question israélo-palestinienne. On constate leur désir indiscutable de trouver une « solution », mais leur incapacité pourtant à se dégager des rapports qui les lient à l'État et à l'armée israélienne, dont les agissements échappent maintenant à leur contrôle.

Il y a ensuite les contradictions résultant de la politique principalement américaine et britannique de création délibérée de paradis fiscaux ou de laisser-faire intéressé face à leur pululement. Ces deux pays sont maintenant confrontés plus que tout autre aux effets de la multiplication des flux financiers occultes sur lesquels ils ont « fermé les yeux ». Ces flux concernent aussi bien l'évasion fiscale « autorisée » des grandes fortunes et d'une partie des profits des groupes industriels que la circulation et le blanchiment de masse d'argent, certes « sale » et « mafieux », mais combien nécessaire pour alimenter Wall Street et la City en capitaux « frais ». Une autre dimension des contradictions naissant de la volonté de profiter de façon privilégiée de la « mondialisation » se manifeste dans les problèmes auxquels les États-Unis, mais aussi l'Allemagne et le Royaume Uni, se trouvent confrontés par rapport aux résultats de leur politique « d'attraction » sélective de la main d'œuvre qualifiée ou très qualifiée.

VII/ La mondialisation que certains ont persisté, au moins jusqu'aux attentats et à la nouvelle intervention armée, à nous dire qu'elle serait « heureuse » est facteur de désordre, d'insécurité chronique, de laisser-aller

catastrophique.

Chaos. Contrairement aux affirmations des dirigeants socio-démocrates, nous voici aux antipodes d'un système capitaliste « régulé ». On ne peut limiter les conséquences funestes du capital que par le combat, la lutte des classes, le rapport de forces. L'économie de marché secrète naturellement la société de marché. C'est-à-dire le chaos.

En quelques jours, de nouveaux faits ont illustré cette situation. Une usine chimique, produisant toujours plus de produits dangereux avec toujours moins de salariés, explose. Près de 30 morts, des milliers de blessés, une ville, Toulouse, dévastée. Ce n'est pas un attentat. C'est un « accident », mais un accident du profit. Il y a vingt ans, les normes de sécurité étaient encore respectées : déréglementation, spéculation foncière, permis de construire délivrés au mépris de la sécurité. Résultat : l'usine est aujourd'hui entourée d'habitations. Et on découvre que ce cas n'est pas unique en France et en Europe...

Ces événements ne sont pas à mettre exactement sur le même plan, mais ils s'inscrivent dans un même processus. La financiarisation de l'économie mondiale est sans pitié. Règles, lois, principe de précaution, systèmes de sécurité, respect de la nature, de la vie, tout ce qui entrave le profit immédiat est écarté. La « real-économie » du profit (le « réalisme de gauche ») provoque les catastrophes ou accroît leur importance, puisque salariés, chômeurs, paysans, citoyens, peuples de certains continents, sont devenus simples variables « d'ajustement »

VIII/ La précipitation de l'intervention militaire doit être mise en rapport avec la situation économique

mondiale. Nous sommes en présence d'un processus de récession qui a atteint deux des grands pôles de l'économie capitaliste, les États-Unis et le Japon. Il s'étend vers l'Europe et peut déboucher sur une crise économique internationale de grande ampleur. Ce qui se profile à un horizon peut-être proche dépasse de très loin l'inévitabilité d'une « correction sévère » de Bourses « surévaluées ». Les craintes portent sur la jonction entre des chutes boursières à répétition et une situation faite d'investissements très faibles et de demande de biens finaux qui s'essoufflent même dans les pays où le pouvoir d'achat mondial est concentré.

Les pays capitalistes industrialisés vivent depuis des années en situation permanente de surproduction endémique. Celle-ci traduit l'incapacité des rapports de production et de répartition capitalistes à assurer à une quantité suffisante de capital les conditions du bouclage du cycle de production et de commercialisation, de création et de réalisation de la valeur et de la plus value, qui sont indispensables pour que la valorisation du capital s'accomplisse. L'extension brutale de la crise asiatique vers la Corée et le Japon en 1997-1998 avait déjà révélé l'ampleur de cette suraccumulation et surproduction. Les mirages de la « nouvelle économie » et de la Net-économie n'ont fait qu'en accentuer l'ampleur.

Les porte-parole de la social-démocratie annoncent à grand renfort le « retour du keynésianisme ». Il n'y a rien de la sorte, tout au plus une injection massive de fonds pour nourrir les industries militaires et les groupes industriels qui y opèrent. Les crédits votés doivent aussi servir à « socialiser les pertes » des compagnies aériennes et des sociétés d'assurance et à faciliter des concen-

LIBERTÉS POLITIQUES ET SYNDICALES : VERS UNE « DÉCISION-CADRE » SCÉLÉRATE DE L'UNION EUROPÉENNE

Dans une proposition de « décision-cadre » présentée le 19 septembre dernier, relative à la lutte contre le terrorisme, la Commission européenne demande aux États membres de procéder à une harmonisation des législations répressives au nom d'une « lutte contre la barbarie ». législation antiterroriste (caractérisée notamment par des gardes à vue très longues, des juridictions spéciales excluant les citoyens et aussi, dans certains pays, le système du repentir qui relativise la preuve au profit de l'aveu) ; le but du texte est de mettre en place un arsenal répressif dirigé contre le mouvement ouvrier et le mouvement anti-mondialisation.

Si elle est adoptée, cette décision-cadre, manifestement préparée bien avant par la Commission, abrogera de facto la Convention européenne d'extradition de 1957, qui interdisait l'extradition lorsqu'une infraction était politique.

La définition du terrorisme y est tellement large, l'encouragement à une répression tous azimuts tellement fort, que le but évident du texte (qui aura force de loi interne) est de porter gravement atteinte aux libertés politiques et syndicales qui ont été chèrement acquises par le mouvement ouvrier. Le texte s'inspire directement du Terrorism Act britannique de l'an 2000. Celui-ci est un pur produit du Thatcher-Blairisme. Il définit le terrorisme comme une action « visant à influencer le gouvernement ou à intimider tout ou partie du public [...] qui a pour objectif de promouvoir une cause politique, religieuse ou idéologique ». Sont donc incluses, pour peu qu'un procureur ou un magistrat l'interprète du point de vue de la défense de l'ordre social et même du gouvernement en place, les activités politiques les plus élémentaires.

La définition des infractions terroristes englobe toutes les formes récentes de la contestation. Sont punies de dix ans de prison, « la perturbation ou l'interruption de l'approvisionnement en eau, en électricité ou toute autre ressource fondamentale ». Les grèves dans ces secteurs se transforment ainsi en infractions terroristes puisqu'elles portent atteinte aux structures économiques d'un pays.

Est punie de dix ans « la mise en danger de personnes, de biens, d'animaux, ou de l'environnement », ce qui peut aisément s'appliquer aux paysans qui luttent contre l'expérimentation d'OGM. On a déjà entendu les grands groupes agro-chimiques dénoncer les arrachages de la Confédération paysanne comme relevant du « terrorisme ».

Une peine de cinq ans est prévue pour « la capture illicite d'installations étatiques ou gouvernementales, de moyens de transports publics, d'infrastructures, de lieux publics ou de biens, ou les dommages qui leur sont causés ». Les occupations étant une des formes les plus classiques de la lutte ouvrière, le mouvement syndical et social tout entier est concerné.

Les organisations et les partis politiques, tout comme les syndicats sont expressément visés par la notion de « groupe terroriste ». Ce terme désigne, dans le projet européen inspiré de la législation britannique, toute association structurée, de plus de deux personnes, agissant de façon concertée en vue de commettre l'une quelconque des infractions répertoriées. Tel syndicat qui appelle à une occupation de locaux ou qui soutient une action contre les OGM, serait donc passible des sanctions prévues à l'encontre des personnes morales.

trations encore plus grandes dans ces secteurs, comme dans les télécommunications. Ces mesures peuvent encore tenir les cours de Bourse sous perfusion un certain temps. La politique d'expansion du crédit menée parallèlement par la Banque centrale (la Fed) cherche de même à éviter l'effondrement des chaînes de dettes, mais son seul effet est de renvoyer dans le temps le moment de vérité. Ces politiques ne vont pas relancer l'économie américaine alors que les plans de licenciements se multiplient et que la demande finale se contracte. La Bourse tient encore à Wall Street, mais les marchés financiers des pays subordonnés et fortement endettés s'effritent là où ils ne s'effondrent pas complètement. Mondialement, la récession s'étend comme une infection à incubation et à propagation lentes.

IX / Depuis la disparition des rapports propres aux États bureaucratés à propriété étatique, le système capitaliste domine à l'exclusion de toute autre forme d'organisation sociale. Et pourtant les dominants et les possédants ont peur. Ils ont peur dans le sens où leur domination a pour assise un système dont les fondements sociaux interdisent d'offrir aucune perspective d'avenir pour des centaines de millions d'être humains. Le système est orienté en permanence vers la barbarie. Il est intrinsèquement créateur de barbarie, mais son propre est de voir maintenant les « barbares devant ses murs » et même en dedans.

Les possédants ont peur et ils sont maintenant décidés de tenter de faire partager leur peur à tous ceux qui ont un peu de bien (un travail, un logement, une petite épargne) à ceux en somme qui ont la tête hors de l'eau, même juste un peu, et à qui la peur

peut être inculquée de voir « l'autre », « l'étranger », le « jeune des banlieues » menacer ce bien, soit par la concurrence sur le marché du travail, soit par la « violence ». C'est le sens de la politique « sécuritaire » en marche dans tous les pays, expliquant que c'est dans les pays impérialistes du centre du système que les cauchemars orwelliens prennent véritablement forme. Les gouvernements socialistes et sociaux-démocrates se sont bien entendu portés à la tête de ce processus, non par « électoralisme » mais par ce qu'ils s'identifient totalement au processus et à ses objectifs.

Tel est le contexte des frappes aériennes et de l'annonce du début de cette « guerre longue et multiforme », au dehors comme au dedans. La guerre qui a débuté et dont les États-Unis se sont arrogés de fait le droit d'être les seuls à pouvoir dire quand elle prendra fin, est une guerre des vrais nantis contre leurs ennemis extérieurs et intérieurs. Elle cherche à créer, dans tous les pays et à l'échelle internationale, des conditions propices à l'établissement d'une panoplie de mesures juridiques proches de l'état d'exception. Celles-ci pourront être utilisées le moment venu, pour tenter de faire taire les revendications des travailleurs et de la jeunesse et pour permettre au besoin de lancer une répression tous azimuts contre eux. Ceux qui ne voient pas cela, qui ne comprennent pas cela, sont aveugles et sourds.

Les gouvernements de pays de l'Union européenne, les partis qui les forment et les directions syndicales qui leur apportent leur appui ne sont pas en reste par rapport aux États-Unis. Ils ont saisi l'occasion pour préparer les Parlements à adopter en urgence une harmonisation de la législation et des instruments judiciaires

contre le terrorisme qui donne de celui-ci une définition extensive incluant des faits relevant de l'activité politique et de l'action revendicative.

« Vous êtes soit avec nous, soit contre nous » a déclaré Bush à l'adresse des gouvernements et au-delà des opinions publiques mondiales forgées par les médias tout puissants. Pour notre part, nous sommes contre les barbaries de Bush et de Ben Laden. Différentes, mais complémentaires. Les morts de New York et de Washington ne seront pas vengés par les victimes des bombardements en Afghanistan. L'attentat du 11 septembre menace l'humanité de chaos et de « guerre larvée permanente », extérieure et intérieure. A peine commencé, le second millénaire est confronté à la question : siècle des ténèbres ou siècle qui verra un sursaut de la conscience humaine et le début d'un mouvement des idées et de la pratique sociale qui permettra de renouer avec le mouvement d'émancipation sociale et d'affranchissement de tous les obscurantismes et de toutes les religions qui avait caractérisé le siècle des lumières ?

Nous publions ici des extraits de notes publiées le 18 septembre par Charles-André Udry dans à l'encontre, nouvelle publication du mouvement SolidaritéS (Suisse).

11 septembre 2001: folie meurtrière et désordre impérial

1/ Les protagonistes des actes terroristes du 11 septembre 2001 ont perpétré un meurtre de masse. Ces actions ne souffrent d'aucune justification. L'assassinat de civils sans discrimination et en dehors de toute revendication politique n'a rien à voir avec les luttes d'émancipation des salariés et des myriades d'exploité.e.s et opprimé.e.s dans le monde. De telles luttes doivent s'inscrire dans une perspective toute autre : celle d'un combat renforçant la confiance des « masses » en leurs capacités, leurs forces et leur intelligence. Ce combat doit même chercher à anticiper — certes dans des limites imposées par les dominants — la conduite et la gestion coopérative et démocratique d'une société, après avoir brisé le carcan de l'appropriation privatisée de la créativité des individus et des divers moyens de production de la richesse sociale. C'est dans un tel combat que le droit à la violence collective contre les oppresseurs possède une légitimité.

2/ Au-delà de leur puérilité éclatante, la faiblesse des affirmations ahuries selon lesquelles, le 11 septembre, un « bon coup aurait été porté aux États-Unis », va être éclairée assez vite par la consolidation des involutions politico-idéologiques réactionnaires, à l'œuvre dans plus d'une partie du monde depuis quelques décennies. Des actes comme celui du 11 septembre permettent à Bush, à Blair et à leurs pairs de condamner,

au nom de valeurs proclamées universelles, la « violence », le « terrorisme » ainsi que l'action directe de peuples entiers face à des choix militaires, économiques et politiques damnant des millions d'habitants de la terre. Aujourd'hui, les États-Unis vont exiger des classes dominantes locales, partout, de nouveaux gages de « fidélité » et leur accoler l'étiquette de modérés pour autant qu'ils maintiennent l'ordre intérieur, ce qu'elles savent faire. Même en Suisse, la ministre fédérale à la Justice, Ruth Metzler, avec l'exaltation d'une gardienne de l'État patentée, s'est empressée de déclarer : « Parmi les partisans des sans-papiers figurent des militants anti-globalisation qui mènent une action contre l'État » (24 heures, 15-16-17.09.2001).

3/ Les accusations vertueuses de terrorisme des gouvernements et des élites dirigeantes des pays impérialistes sont, hier comme aujourd'hui, contredites par leurs propres actions, dont le résultat peut être la mort de centaines de milliers de civils, comme en Irak. Le HCR (Haut commissariat pour les réfugiés) a souligné que la seule interruption des programmes d'aide humanitaire à l'Afghanistan, ainsi que les déplacements de population — dans un pays multi-dévasté depuis des décennies — conduiraient à la mort de dizaines de milliers de civils. L'historien Raul Hilberg a rappelé opportunément l'hypocrisie institutionnelle propre aux do-

minants : « Le massacre des Tutsis est scandaleux [500 000 morts] quand on constate l'absence de réaction de l'Amérique, de l'Europe et, en particulier, de la Belgique. Ce génocide s'est déroulé sous l'administration Clinton, le même président qui avait inauguré quelques années plus tôt le musée de l'Holocauste à Washington, et il a prétendu ne rien savoir. » (Libération, 15 septembre 2001)

4/ Dans un contexte comme celui des attentats, il existe un risque que la confusion politique de larges couches de salarié.e.s s'accroisse sous les effets : d'un alignement des partis de « gauche » et des sommets syndicaux sur la politique de « leur État » et d'une acceptation, au nom de l'unité nationale encore accrue, d'agressions impériales, présentées comme des œuvres de défense de la « civilisation démocratique ». Une telle orientation politique renforcera, à son tour, le sentiment d'isolement de ceux et celles qui luttent dans la périphérie, face à des pouvoirs kleptocrates, partenaires d'un impérialisme qui occupe un rôle d'usurier. Un tel abandon, exprimé sous la forme d'adhésions, quelle qu'en soit la forme, à « la nouvelle croisade » (une terminologie fleurant le fondamentalisme chrétien de Bush), ne pourrait que nourrir encore plus des initiatives de lutte inadéquates et désespérées contre ceux qui dictent les règles d'un saccage meurtrier des richesses.

L'union nationale au nom de la « lutte contre le terrorisme », tout comme l'appui apporté à la politique guerrière, discriminatoire et raciste des États comme des classes dominantes ne peuvent que renvoyer à cette formule de Marx : « Un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre. » L'unique alternative est de tisser des liens de solidarité internationaliste ac-

tive fondés sur une intelligence partagée des dimensions systémiques de l'exploitation et de l'oppression à l'échelle mondiale.

5/ Au travers de la tragédie palestinienne, les peuples du Proche et du Moyen Orient et du Maghreb vivent une humiliation et une détresse qui leur est souvent malaisé ou impossible (pour l'heure) à exprimer directement au plan socio-politique dans leurs propres pays. L'empathie qui peut exister au sein de diverses fractions de la population, qui ne se réduisent pas à celles paupérisées, pour les « attentats suicides » de militants palestiniens, est justifiée. Ces actions ne peuvent en aucune mesure être assimilées aux actes terroristes du 11 septembre. Cette empathie s'exprime, certainement, à partir d'une inclination qui doit être proche de ce que le sociologue iranien Farhad Khosrokhavar tente de traduire en ces termes : l'acte kamikaze est « le refus de la situation coloniale transcrite dans une logique religieuse [...] la seule façon pour le kamikaze d'inverser la situation, de refuser la supériorité » [de la puissance coloniale, Israël] (Le Monde, 8 septembre 2001).

Récuser politiquement ces actions « suicides » parce que contre-productives, comme l'a fait Edward Saïd (l'intellectuel palestinien qui a manifesté ses doutes, dès le début, face aux accords d'Oslo et à la façon dont Arafat déléguait au gouvernement américain le sort des Palestiniens) ne doit pas conduire à faire l'économie d'un effort d'entendement. Il est impossible de mettre sur le même plan ces « solutions martyristes » (face à la froide répression quotidienne, planifiée par les autorités sionistes) et les actions meurtrières de l'armée israélienne. Comme au cours de tous les conflits

coloniaux, les « observateurs » présentent comme symétrique (et se « répondant ») la « violence exercée par les deux côtés ». Le traitement par les « analystes » de la guerre d'Algérie a longtemps offert un cas d'école en la matière. Les études récentes sur la torture militaire française et la justice républicaine, durant cette guerre de libération nationale, ont mis à mal cette approche qui vise à effacer les éléments historiques, structurels de l'oppression. Il ne faut donc pas « confondre », comme les commentateurs nous y incitent, le terrorisme d'État et les multiples formes d'autodéfense d'une population opprimée. Ces formes de lutte n'ont-elles pas été légitimées, en Europe occidentale, face à l'occupant nazi et à ses suppôts ou à Budapest face à la terreur stalinienne en 1956 ?

6/ Le terme d'impérialisme a souvent disparu au profit du vocable ambigu de « mondialisation ». Or, sur le fond, c'est bien cette forme spécifique de domination du capitalisme central qui se perpétue depuis un siècle au-delà des changements : une concentration de la production et du capital sous la houlette de sociétés géantes (où dominent les corporations américaines) qui se partagent les marchés d'un monde dont sont redessinées, avec brutalité, les « chasses gardées » ; la prépondérance d'une oligarchie financière qui impose une dîme sur la richesse produite par les salarié.e.s de la planète et qui organise l'aspiration des capitaux sur la place de Wall Street ; l'exportation de capitaux (investissements directs à l'étranger) qui dicte une nouvelle division internationale du travail ; des institutions internationales (FMI, OMC, OCDE...) qui créent le cadre le plus efficace pour ce déploiement concentré du capital

qui, lui, a besoin de forces militaires (OTAN) et d'une industrie d'armement, support décisif à sa mise en valeur et aux batailles concurrentielles. La politique extérieure des cercles dirigeants des États-Unis ne peut être détachée de cette caractérisation de l'économie américaine et de son poids dominant (entre autres en tant que place financière) dans l'économie capitaliste internationale.

7/ Les accents patriotiques et les références religieuses (Dieu bénissant le Dow Jones !) qui ont présidé à la réouverture de la place financière de Wall Street, comme symbole « de la vie et de la force des États-Unis », éclairent le sens des préoccupations profondes de cette puissance impérialiste, et de ses semblables. Les politiciens et les capitalistes new-yorkais, réunis autour de l'autel sacré, servis par quelques sauveteurs appelés à sonner la cloche de l'ouverture d'une session boursière « historique » à Wall Street le lundi 17 septembre, ont proclamé le rôle central pour l'économie mondiale d'une remise en marche de la Bourse, sans krach.

La figure du pompier et du sauveteur, avançant la main dans la main avec les patrons de Wall Street, devait cimenter l'« unité nationale » et justifier l'annonce de centaines de milliers de licenciements ainsi que lancement d'un programme intensifié de dépenses d'armement, dont le design doit correspondre à cette phase de la mondialisation armée. Ce projet avait déjà été annoncé quelques jours avant le 11 septembre. Bush, pour justifier sa politique budgétaire, n'avait-il pas déclaré, de façon prophétique : « Je l'ai dit à plusieurs reprises, le seul moment où l'on peut puiser dans l'argent de la Sécurité so-

ciale, c'est en temps de guerre, en temps de récession, en temps de situation d'urgence. C'est ce je pense. » (US Newswire, 6 septembre 2001)

Pour Lockheed Martin, Boeing, Raytheon... un Ben Laden quelconque (presque trop vrai pour ne pas interroger l'unanimité médiatique) représente un « lobbyiste » inespéré pour défendre leurs contrats devant un Congrès et des commissions, aujourd'hui unanimement conquises. La réponse à l'attaque du 11 septembre donne un profil particulier à la gestion d'une crise économique et financière qui pointait à l'horizon. Chaque récession est l'occasion d'un formatage de la politique impérialiste visant à remodeler les rapports de force et les champs d'influence.

8/ L'attentat meurtrier du 11 septembre a été commis au cœur des États-Unis, à New York et à Washington. Cependant le « domicile légal » de ses commanditaires se trouve dans une région où les chamboulements des dernières décennies par les réajustements successifs des intérêts stratégiques des États-Unis, ont donné lieu à des renversements des systèmes d'alliances et à des manipulations dont tous les ricochets n'étaient certainement pas prévus par la Maison-Blanche, le Pentagone et leurs experts. Tout cela va compliquer la mise au point de la riposte présente des cercles gouvernementaux américains. D'autant plus que l'ensemble des politiques d'ajustement structurel, de re-colonisation de la périphérie (privatisations, investissements prenant des formes de quasi extraterritorialité, etc.), d'affaiblissement des structures étatiques relais multiplient des crises inattendues et mal maîtrisables. Ce qui fait peur aux investis-

seurs. La puissance américaine est dominante, comme rarement dans l'histoire, mais le désordre planétaire prend des dimensions inconnues à ce jour.

9/ Un genre particulier d'état d'exception international (qui se concrétise par toute une série de mesures répressives et de pressions antidémocratiques dans des dizaines de pays) a été déclaré au nom d'une « guerre générale » contre un ennemi : « le terrorisme ». L'administration Bush (au mépris de toute légalité internationale) affirme leur prétention à exercer un sorte de pouvoir « justicier » mondial. Les États-Unis, ensemble et leurs alliés de circonstance, pourront intervenir partout où « la guerre contre le terrorisme » pourra être parée des oripeaux de la « légitime défense ». Au Congrès, la procédure rapide (fast track) a été introduite de nouveau par l'administration Bush pour tenter d'imposer ses projets (aux plans financier, commercial, stratégique et militaire) et réprimer les mouvements de résistance et les diverses formes luttés dans les pays de la périphérie comme dans ceux du centre.

10/ Une large coalition internationale peut et doit se former contre cette nouvelle guerre impérialiste. Elle devra chercher à se lier avec le mouvement de résistance globale, qui a commencé à s'orienter vers la nécessaire mise en cause, à la racine, du système capitaliste d'exploitation et d'oppression. Ainsi pourra s'opérer la jonction avec celles et ceux qui luttent, dans les pays situés au centre des menées guerrières luttent pour les droits sociaux, démocratiques et contre les menées impérialistes.

Quatre semaines après les attentats contre le Pentagone et les tours jumelles de Manhattan, le peuple afghan subit les bombardements de la plus puissante armée du monde. Ce peuple qui n'a connu que guerre et oppression depuis plus de vingt ans est frappé avec la même férocité que le peuple irakien l'a été en 1991 et l'est toujours depuis dix ans. Est-ce une simple guerre impérialiste de plus après celle d'il y a deux ans et demi en Yougoslavie ? Cet article se propose d'aborder quelques aspects nouveaux de la situation mondiale révélés ou générés par les attentats du 11 septembre dernier.

L'humanité prise en otage par un système barbare

LE 11 SEPTEMBRE, DÉBUT DU VINGTIÈME ET UNIÈME SIÈCLE ?

Pour comprendre l'actualité de la guerre en cours et ses développements éventuels, il est nécessaire de revenir sur la signification des attentats du 11 septembre. Au cours de deux réunions organisées par Carré rouge, une discussion riche s'est déroulée. Des appréciations différentes ont été exprimées, avec un socle commun dans l'argumentation. Ce numéro en sera le reflet.

Il y a des dates charnières dans l'histoire. Le 11 septembre 2001 en est une. On peut contester la suggestion que cette date est le véritable début du vingt et unième siècle. Mais on ne peut pas mettre en doute le fait qu'elle marque un tournant dans les relations entre les États et plus globalement une césure dans l'histoire du système capitaliste mondial. Au niveau le plus prosaïque, des centaines de millions de gens sur les cinq continents ont été frappés de stupeur par ces attentats en les découvrant à la télévision. Tout le monde se souviendra durablement dans

quelles circonstances il a appris la nouvelle. Quand un événement inattendu et traumatisant est vécu simultanément par autant de personnes, il est inutile de vouloir en atténuer la portée. Comme pour la chute du mur de Berlin, il y aura un avant et un après cet événement.

La conjonction de plusieurs éléments anciens et nouveaux en fait la spécificité. L'aspect crime de masse est tragiquement dépourvu d'originalité. Les différents continents du Tiers monde continuent à connaître leur lot de massacres quotidiens, sans parler des ravages provoqués par la faim et les maladies non soignées.

Que des commandos d'intégristes musulmans passent à l'action pour tuer des milliers de civils n'a rien de plus de nouveau, si on en juge par ce que subit la population algérienne depuis plus de dix ans. La nouveauté réside dans les moyens sophistiqués et dans les cibles hautement symboliques atteintes au cœur de la première puissance mondiale.

Considérer le 11 septembre comme le début réel du XXI^e siècle relève autant de l'analyse que d'un choix militant. Il porte une accusation radicale sur le système d'exploitation qui a engendré cette forme de barbarie « hightech », tout en mettant en exergue les faiblesses fondamentales de ce même système.

La combinaison de connaissances techniques et scientifiques de haut niveau avec une idéologie obscurantiste et mortifère est l'illustration achevée d'une des contradictions du capitalisme. Il associe les résultats les plus avancés de la science avec les formes idéologiques les plus rétrogrades. Cela vaut autant pour les réseaux de Ben Laden formés, on ne le répétera jamais assez, par la CIA, comme pour les armées du G7 : efficacité technique permise par les pro-

grès de la recherche dans la destruction des vies humaines, mépris total de ces vies humaines, indifférence totale aux souffrances infligées à autrui au nom du christianisme, de l'Islam, de l'hindouisme ou d'abstractions vidées de tout contenu. Au nom de la Justice, de la Démocratie ou du Droit, divinités « modernes », les États impérialistes s'autorisent toutes les exactions. La rhétorique manipulateur aboutit au même résultat, la croisade du « Bien » contre le « Mal ».

NEW YORK DU TRAVAIL ET NEW YORK DU CAPITAL

New York est le lieu même des contradictions sociales du monde actuel. Avec Wall Street, cette ville est le symbole et le lieu principal de la puissance du Capital. Une puissance qui écrase les peuples, pille leurs richesses, fait suer sang et eau aux travailleurs et s'offre des gratte-ciel au gré de sa fantaisie. Pas seulement le Capital américain, loin de là. Toutes les grandes banques, toutes les multinationales et toutes les grandes marques étaient présentes au World Trade Center, le bien nommé.

New York est en même temps la ville du Travail qui a fait surgir ces mêmes gratte-ciel, ces prodiges d'architectures. A New York, on trouve une misère matérielle et morale colossale qui est à l'échelle de cette mégapole. Dans bien des quartiers, notamment celui de la confection, le garment de Manhattan, les formes d'exploitation de la force de travail ne sont pas bien différentes de celles décrites par Engels ou Marx.

Celles et ceux qui se placent dans le camp du monde du travail ont éprou-

vé plus particulièrement un sentiment de solidarité de classe qui va bien au-delà d'une vague compassion. Des milliers de salariés comme nous, qui avaient trouvé un emploi dans le secteur du World Trade Center, ont été tués, brûlés, broyés sous les décombres. Les survivants sont brisés psychologiquement pour le restant de leur vie. Nombre d'entre eux qui avaient fui la misère et bien souvent le terrorisme dans leur pays se croyaient en sécurité. A Manhattan les employés, les ouvriers, les serveurs, les préposés au ménage venus d'Haïti, de Colombie, de Yougoslavie ou d'Éthiopie ont été rattrapés par la machine infernale du terrorisme. Qu'il soit terrorisme d'État ou non, il peut frapper des innocents sur n'importe quel point de la planète. Profit et terrorisme marchent ensemble. L'un secrète l'autre et garantit son existence.

L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN HUMILIÉ ET LA POPULATION DÉSTABILISÉE

Le fait que le territoire des États-Unis proprement dit ait été atteint, pour la première fois dans son histoire, là où se trouvent ses centres financiers et militaire, constitue une humiliation pour les dirigeants de cette superpuissance. Le signe probant de leur humiliation et de leur désarroi s'est traduit par la couardise de Bush junior et de son entourage à réintégrer la Maison blanche au plus vite tandis que des salariés mal payés, à savoir les pompiers de New York, faisaient preuve d'héroïsme pour sauver des vies humaines ou secourir des blessés.

Les tapis de bombes répandus sur l'Afghanistan ne pourront pas effacer

ni cette première fâcheuse impression de dirigeants paniqués ni le sentiment d'insécurité qui habitent à présent la population des États-Unis. C'est la forme d'agression venue d'ailleurs, sans préavis, qui est particulièrement déstabilisante et préoccupante quant à la fiabilité de l'armée, du FBI et de la CIA. Car par ailleurs il y a eu bien des attentats commis par des éléments endogènes à la société et à l'appareil d'État. On ne rappellera ici que l'assassinat d'un président, J-F Kennedy, et dans une période plus récente l'attentat d'Oklahoma City.

A l'inquiétude que provoque la vulnérabilité des États-Unis à des attentats programmés hors de ses frontières, s'ajoute une forte inquiétude d'ordre économique et sociale pour la majeure partie de la population. La ligne causale qui a abouti aux attentats du 11 septembre a croisé la ligne causale du début de récession de l'économie américaine dont les signes annonciateurs sont apparus en décembre dernier.

Une semaine après la tragédie de Manhattan, les traders n'ont manifestement pas fait preuve de sens du sacrifice pour sauver leur propre système financier. Ce manque de « patriotisme » a entraîné pendant la semaine de reprise de Wall Street une chute importante des actions. Les analystes ont caractérisé cette chute par un nouveau concept, le krach lent. Les dégâts ont été atténués par l'injection dans les circuits financiers de fortes sommes de la part des autorités fédérales. Le mythe de l'autorégulation du système financier pour le plus grand bien de la nation et de l'économie mondiale a été détruit en même temps que le World Trade Center.

Les conséquences sociales sont d'emblée très importantes, même si

ultérieurement le marché financier se reprenait. Les plans massifs de licenciements qui avaient repris depuis dix mois s'intensifient. La classe ouvrière américaine est frappée de plein fouet alors qu'elle a subi une offensive continuelle et particulièrement brutale de la part du patronat depuis le début des années quatre-vingts [1]. Les classes moyennes peuvent également se faire beaucoup de souci pour leurs propres revenus. Elles avaient cru au mirage des revenus en expansion permanente de leurs actions en Bourse. Ces revenus s'effondrent alors qu'elles se sont endettées lourdement pour profiter ces dernières années de la manne de Wall Street, et qu'elles disposent d'une couverture sociale plutôt mince. [2]. Il est vrai que 48 millions d'Américains n'en n'avaient déjà aucune avant la baisse de la conjoncture économique.

Sans préjuger de la façon dont les classes sociales américaines réagiront dans l'avenir, il faut déjà enregistrer comme un signe d'espoir le fait qu'un certain nombre de jeunes et d'intellectuels ont dénoncé les manœuvres d'« union sacrée » du gouvernement et des grands médias et qu'ils ont manifesté dans plusieurs villes contre la guerre en criant « Pas en notre nom » (« Not in our name »). [3]. Ils expriment aussi une inquiétude face à un danger politique auquel ils entendent s'opposer dès maintenant, à savoir une nouvelle forme de maccarthysme, de police générale des esprits et d'étouffement des libertés, sous prétexte commode de lutte contre « le terrorisme ».

LA STRATÉGIE POLITIQUE DE BEN LADEN

L'obscurantisme et le fanatisme ignoble des réseaux terroristes de

Ben Laden ne doivent pas faire perdre de vue que ces gens-là ont des objectifs politiques cohérents, contrairement à ce que disent tous les commentateurs qui parlent de comportements « absurdes, incompréhensibles, qui défient la raison ». Les marxistes ne doivent pas renoncer à analyser en termes de classes aucun des phénomènes politiques et sociaux, quelles que soient leurs caractéristiques pathologiques et barbares. Ce serait laisser le champ totalement libre aux politiciens et aux piètres penseurs brandissant les principes éthiques et moraux éternels. Leurs discours et commentaires indignés visent à justifier les entreprises guerrières des bourgeoisies impérialistes.

Les principaux bailleurs de fonds des Talibans et des réseaux de Ben Laden sont connus, à savoir l'Arabie saoudite, le Pakistan et les États-Unis eux-mêmes pendant des années. Ayant réussi son coup en Afghanistan en aidant ses amis Talibans à s'emparer du pouvoir avec la bénédiction des États-Unis, Ben Laden cherche à concrétiser ses ambitions dans d'autres pays. Le fait que ses ambitions outrepassent ce que les grandes puissances sont prêtes à tolérer est un autre problème.

Ben Laden et ses semblables intégristes ne se contentent pas des positions acquises. Ils veulent s'emparer d'autres pouvoirs comme l'Égypte, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, ceux du Maghreb, la Palestine, etc. Ils ont une logique et un projet politique cohérent, Que leurs agissements soient abjects n'enlève rien à la transparence de leurs objectifs : combiner actes terroristes, fanatisme religieux, démagogie anti-américaine pour s'appuyer sur la révolte des couches sociales où ils s'implantent, la dévoyer, s'en servir comme d'un

marchepied vers le pouvoir. On est dans l'imitation pure et simple de ce qui a réussi à Khomeiny en Iran mais n'a pas été encore concluant pour les islamistes en Algérie.

Leur recette est très proche de celle des fascistes et des nazis. Ce sont des fous dangereux pour la société, mais pas fous au point de se passer de l'argent de bailleurs de fonds capitalistes. Ben Laden cumule le rôle politique et celui de bailleur de fonds en tant que milliardaire saoudien.

Il semble nécessaire à ce propos de faire litière des considérations de certains sur « le terrorisme du pauvre ». Le terrorisme est toujours l'arme des riches directement ou indirectement. Qu'il soit terrorisme d'État ou terrorisme d'une bande qui veut accéder à un pouvoir étatique. Dans le cas de Ben Laden l'expression de « terrorisme du pauvre » est particulièrement fautive puisqu'on est en présence de milliardaires ou de gens ayant passé par diverses universités et ayant acquis une haute compétence pour commettre des attentats de grande portée. L'amalgame avec les attentats suicides de jeunes Palestiniens commandités par le Hamas est déplacé, même si de telles méthodes sont là aussi totalement étrangères au mouvement ouvrier et ne peuvent être que condamnées par les marxistes révolutionnaires. Dans une récente tribune du Monde, la philosophe moraliste Canto-Sperber se refusait à prendre en compte le contexte dans lequel une forme de violence s'exerce. Cela lui permettait de mettre dans le même sac Trotsky et Ben Laden. Elle aurait pu y ajouter Robespierre et Spartacus. Mais justement, ne pas prendre en compte par exemple le contexte dans lequel se trouve le peuple palestinien, dépourvu d'aucun droit, en butte à des hu-

miliations et à une répression permanente depuis des décennies, c'est faciliter la tâche de Ben Laden, ce milliardaire saoudien, maîtrisant parfaitement les rouages du système financier international, supporter des Talibans et voulant pousser ses pions au Proche Orient et en Asie centrale. Des journalistes ont fait remarquer qu'il n'avait jamais déboursé un centime pour soutenir la cause palestinienne.

Que les attentats de New York aient été commandités par lui ou par d'autres intégristes n'est pas une question fondamentale. L'essentiel est que, par leur caractère spectaculaire, une de leurs fonctions est d'aider au recrutement pour le compte de Ben Laden. C'est lui qui engrange une certaine sympathie dans les pays musulmans. L'autre fonction complémentaire est de provoquer dans les pays riches une vague raciste anti-arabe et anti-musulmane. Il s'agit d'amener ainsi une partie de la population musulmane immigrée à considérer Ben Laden comme un vengeur, un protecteur et un recours. Il ne faut pas perdre de vue que les attentats, indépendamment de leur caractère sanguinaire, sont aussi une forme de pression sur les États impérialistes et ceux qui les soutiennent pour qu'ils les laissent faire leur percée. Ils font partie du dispositif général de maintien de l'ordre contre les classes populaires et, à ce titre, malgré les apparences, ils sont utiles aux grandes puissances qui ne se priveront pas de négocier dans l'avenir avec eux si nécessaire, comme par le passé. Pour l'heure, quand bien même Ben Laden serait supprimé ou livré au Tribunal pénal international, l'option politique des intégristes ne reculerait pas pour autant, ni leur pouvoir de nuisance.

Plus généralement, les mouvements

intégristes, qu'ils soient au pouvoir dans un pays ou non, doivent être pensés et analysés comme des composantes nécessaires du système capitaliste. Pour maintenir et conforter ses capacités d'exploitation du travail humain et de pillage des ressources naturelles, il se nourrit de toutes les formes de violence et de barbarie contre les masses populaires, et en particulier contre les femmes.

NOUVELLE DONNE

INTERNATIONALE

Dans les pays du Tiers monde, et en particulier dans les pays majoritairement musulmans, même sans avoir de sympathie pour les islamistes, les masses populaires partagent un sentiment commun : la haine de la première puissance mondiale, les États-Unis et des régimes à leur botte. Cette haine est fondée sur l'expérience de ces masses et par ce qu'elles vivent au quotidien. Voilà l'élément fondamental de déstabilisation de l'ordre impérialiste dans cette partie du monde.

Les dirigeants des États-Unis sont confrontés seuls à cette donnée et à la complexité du monde depuis l'effondrement du bloc soviétique. Avant, chaque bloc faisait la police dans sa zone et s'il se heurtait à de graves difficultés, pouvait commodément incriminer le bloc d'en face. A présent les ressentiments et les révoltes de toute sorte ont tendance à se focaliser sur les États-Unis en premier lieu et sur les autres pays du G7 en second lieu. Ce n'est que justice. Dans un sens les attentats peuvent être utilisés par Washington comme une diversion permettant de voir venir. Mais ça ne peut pas fonctionner durablement. Les dirigeants du G7 doivent trouver des solutions

pour maintenir un semblant d'équilibre dans le désordre mondial engendré par leur système. Mission impossible. Le monde craque à toutes ses coutures. L'humanité, dont une grande partie ne mange pas à sa faim, étouffe et souffre dans tous les domaines, environnement, santé, emploi, dangerosité des entreprises, logement, etc.

Les soucis des États du G7 sont d'un autre ordre, à l'opposé total des besoins de l'humanité. Ils doivent tenter de restaurer la crédibilité du grand casino boursier international. Les sommes apportées pour ce faire par les États et leurs banques centrales seront autant de ressources qui manqueront encore plus pour répondre aux besoins des populations. Les préparatifs de guerre et la guerre elle-même en Afghanistan ont déjà eu un effet euphorisant sur certaines actions concernant les firmes d'armement depuis le 11 septembre. L'augmentation est de 41 % pour Raytheon, 22 % pour General Dynamics, 31 % pour Northrop et 25 % pour Lockheed Martin. Mais d'autres firmes ne survivent que grâce à la perfusion directe de capitaux étatiques.

Un autre problème se pose aux États-Unis où les éléments économiques, politiques et militaires sont intimement liés. Même si les chaînes de télévision se gardent bien d'évoquer la question, plusieurs journaux dont l'Express, le Figaro et Courrier international ont mis en évidence les enjeux pétroliers qui se cachent derrière les événements en cours. L'accès aux fabuleuses réserves d'hydrocarbures du Kazakhstan et du Turkménistan, sans compter celles de l'Afghanistan qui ne sont pas négligeables, est un enjeu majeur dans l'affrontement avec les Talibans. Faire transiter un pipe-line par l'Afgha-

nistan ferait bien l'affaire des majors américaines. Mais cela suppose la mise en place à Kaboul d'un pouvoir suffisamment stable, fût-il composé de Talibans « modérés », traduisez complaisants à l'égard des intérêts américains. L'intervention militaire vise à susciter de telles vocations, qui s'exprimeraient par la livraison de Ben Laden. Après tout, les dirigeants de Belgrade qui ont livré leur collègue Milosevic ont touché leur récompense et sont toujours au pouvoir.

Une autre forme de « stabilité » en Afghanistan consisterait à entériner au travers d'accords internationaux du type de ceux de Dayton pour la Yougoslavie, la partition de l'Afghanistan en plusieurs entités, l'une d'elles étant sous protectorat du Pakistan. A condition que la fiabilité pro-américaine du régime pakistanais soit sans faille !

Le dossier du pétrole et du gaz naturel en Orient comporte de multiples aspects qu'il n'est pas question d'aborder ici. Nous n'en retiendrons qu'un autre. Le problème le plus délicat concerne le risque de déstabilisation du régime intégriste d'Arabie saoudite. Cette intégrisme-là, même s'il a financé Ben Laden, fait les délices des firmes pétrolières et de l'administration Bush. Il faut ajouter que la famille Bush et le vice-président Dick Cheney, qui sont dans le business du pétrole, ont toujours entretenu d'étroites relations avec la monarchie saoudienne. Le parti républicain a toujours plaidé pour des prix pétroliers élevés, ce qui fait le bonheur à la fois des émirats du Golfe persique et des pétroliers américains.

Il y a donc dans la guerre et les manœuvres américaines autour du Golfe une opération qu'il faudrait qualifier de « profits sans limites » pour les majors.

L'UTOPIE

D'UN CAPITALISME

ÉCLAIRÉ

Reste à examiner rapidement comment toutes les forces anti-capitalistes peuvent se positionner dans le contexte international de l'après 11 septembre 2001. Des manifestations contre la guerre ont eu lieu mais pour l'instant de faible ampleur. Cependant les événements entraînent une politisation d'une partie de la jeunesse qui est très prometteuse. C'est d'ailleurs des jeunes hostiles au désordre mondial capitaliste qui étaient présents en nombre à Gênes en juillet dernier. Des syndicalistes étaient également partie prenante. Le problème qui se pose au mouvement anti-mondialisation est celui de son renforcement au travers d'une mutation interne. Ce mouvement deviendrait une force d'avenir s'il se définissait avant tout comme anti-capitaliste et non contre « la mondialisation », terme qui ne met en cause que certaines modalités du capitalisme. Les acteurs de ce mouvement seront d'une façon ou d'une autre neutralisés ou recyclés par les gouvernants social-démocrates, s'ils ne tournent pas le dos à l'utopie d'un capitalisme éclairé. Le mouvement ne ferait que s'enliser si des illusions étaient entretenues quant à la capacité de l'ONU ou du TPI à régler les injustices et à assurer la paix. De même si ce mouvement entretenait l'illusion d'être une force de proposition vers des gouvernants du G7 à qui il ne manquerait que « la volonté politique » pour agir dans le bon sens ! L'actualité souligne brutalement que le système capitaliste est globalement barbare, anti-humain et en aucune façon amendable. Des

forces de transformation ne peuvent se lever au sein du monde du travail et de la jeunesse qu'à partir de ce constat.

Pour vivre dans un monde juste, sans terroristes d'aucune sorte, sans industriels et politiciens irresponsables commettant des attentats contre la sécurité des être humains pour sauver leurs profits et leurs avantages, il n'y a qu'un moyen : l'intervention consciente des masses populaires, et avant tout du prolétariat, sur le terrain politique et social.

Notes

[1] Nous renvoyons, pour des données chiffrées et le descriptif des méthodes patronales, à l'article « Dictature sur le prolétariat » de Rick Fantasia dans le numéro 138 de juin 2001 de la revue Actes de la recherche en sciences sociales dirigée par Pierre Bourdieu (éditions du Seuil)

[2.] Voir dans le même numéro 138 d'Actes de la recherche, l'article intitulé « Une prospérité précaire, Sur les situations finan-

cières critiques dans la classe moyenne » de Teresa A. Sullivan, Elisabeth Warren et Jay Lawrence Westbrook. Sur la couverture médicale aux États-Unis, voir dans la livraison de septembre de cette revue, n° 139, l'article « "L'exceptionnel" système de santé américain » de Paul Farmer et Barbara Rylko-Bauer.

[3] Parmi d'autres prises de positions critiques, signalons le texte du romancier Russell Banks publié dans Télérama n° 2698 du 29 septembre, « Entre Ben Laden et Bush, des ressemblances inavouées ».

Le 13 octobre 2001

La mobilisation antimondialisation qui s'est tenue à Gênes au mois de juillet dernier, après celles de Seattle, de Nice ou de Göteborg, a constitué un moment d'une grande importance. Le succès des manifestations, et plus encore l'extrême violence de leur répression ont ému, mais aussi suscité un regain de sensibilisation, une promesse de mobilisation renforcée.

Les attentats du 11 septembre ont provisoirement fait passer les problèmes soulevés par les manifestants au second plan. Provisoirement: ce numéro de Carré rouge s'efforce de montrer qu'ils sont au contraire plus que jamais au centre des problèmes que l'humanité doit régler.

Nous publions ici deux articles rédigés en juillet, qui portent à la fois témoignage et réflexion.

Gênes : Radicalisation des affrontements et débats stratégiques

Les événements de Gênes relancent le débat sur la nature, le contenu et l'orientation donnée aux résistances à la mondialisation. Car Gênes n'est pas seulement une autre mobilisation, qui serait, en plus grand, le prolongement de ce que l'on a connu avec Seattle, Prague, Porto Alegre, Göteborg... C'est surtout l'expression d'une radicalisation qui oppose, d'une part les tenants d'un nouvel ordre mondial fondé sur

les règles et les exigences unilatérales des sociétés transnationales, des institutions financières sous la conduite arrogante des États-Unis, et d'autre part une contestation plus radicale, portée par la jeunesse, partagée, dans une grande diversité, par l'immense majorité de ceux qui considèrent que la globalisation n'est en rien une fatalité ou un passage obligé, qu'au besoin il faudrait aménager. Une contestation qui tend à

mettre en cause la logique même du système dominant. « Vous êtes 8, nous sommes 6 milliards », comme l'affirmait justement le mot d'ordre du GSF (Genoa Social Forum).

Le mouvement multiforme qui impulse cette contestation constitue aujourd'hui un enjeu considérable. Il dérange l'ordre des choses du côté des dominants car il a sa propre dynamique. Il a acquis une crédibilité grâce à ses succès sur l'AMI et à l'échec de Seattle. Il contribue à questionner le capitalisme comme tel, les règles du marché et leur prétendue légitimité. Il fait grandir l'exigence de lutte contre les OGM comme pour la défense de l'environnement. Il redonne un sens à l'internationalisme et renouvelle l'idée de coopération et de solidarité entre les peuples des pays riches et ceux en développement. Il met en cause le bon ordonnancement et l'institutionnalisation des négociations avec des ONG dociles et respectueuses ou entre partenaires sociaux. Il place les syndicats et les partis, en particulier ceux de la gauche, ainsi que leurs leaders autoproclamés, au pied du mur. Mais par dessus tout il cultive un esprit de résistance universel contre l'injustice et les formes de domination.

On comprend que cela fasse beaucoup aux yeux des sociétés transnationales, des institutions financières, de l'OMC, du FMI, de la Banque mondiale et de tous ceux pour qui le capitalisme reste l'horizon indépassable. Et puis enfin le nouvel ordre mondial sous hégémonie américaine ne saurait tolérer que l'on conteste sa suprématie, sa prétendue légitimité à dicter unilatéralement au reste du monde ce que sont ses intérêts. C'est pourquoi, suivant une logique solidement établie à Washington, tout adversaire de la mondialisation, et

donc des intérêts américains, devient du même coup un criminel en puissance. Qu'il s'agisse d'un individu ou d'un État, il faut intervenir...

QUADRILLAGE

À LA « CHILIENNE »

ET PROVOCATION

« À L'ITALIENNE ».

C'est dans ce cadre qu'il faut situer les violences policières de Gênes. Les déclarations des dirigeants du G8, dont certains comme G.W. Bush et Tony Blair ont condamné à plusieurs reprises toute opposition à la mondialisation, ont d'emblée donné le ton et Silvio Berlusconi s'est cru fondé de préciser, si toutefois cela était nécessaire : « ceux qui sont contre le G8 ne luttent pas contre des responsables démocratiquement élus dans leurs pays ; ils luttent contre le monde occidental, la philosophie du monde libre, l'esprit d'entreprise. » [1] On comprend ainsi comment et pourquoi la violence s'est déchaînée à Gênes et comment depuis, les témoignages et l'analyse des faits montrent de façon évidente que les centaines d'arrestations, la chasse aux jeunes, l'usage systématique de grenades lacrymogènes à tirs tendus, les tirs à balles réelles, le plus d'un millier de blessés, l'assassinat de Carlo Giuliani, la destruction du centre de presse du GSF et le passage à tabac de nombreux journalistes ou d'équipes médicales ne relèvent en rien de bavures, ou d'une gestion par trop zélée du maintien de l'ordre. Tout au contraire, il s'agissait d'une stratégie, de l'organisation délibérée, programmée, concertée d'un plan visant à imposer par la force, la répression et la provocation, les choix et les priorités de l'agenda du capital international. C'est en

connaissance de cause que George W. Bush a pu déclarer avec enthousiasme « qu'il n'imaginait pas pouvoir recevoir un autre accueil que celui reçu à Gênes ».

A l'occasion du G8, il fallait donc prendre Gênes en otage, édifier une « cité interdite », loin, très loin du peuple. « Une ville humiliée, fortifiée, divisée... » comme l'a fait remarquer Vittorio Zucconi, journaliste accrédité de La Repubblica du 25 juillet. La ville, qui compte près de 800 000 habitants, a été placée en état de guerre, dans une situation à la « Chilienne », comme l'ont fait remarquer des parlementaires Italiens, et cela bien avant le début du G8. Qu'on s'imagine comme nous en avons été le témoin : le port, l'aéroport, les gares fermés, les trains bloqués plusieurs dizaines de kilomètres avant Gênes, ou tout simplement annulés comme ce fut le cas en France avec la connivence du ministre des Transports, des bateaux interdits d'accoster et de décharger leurs passagers comme ce fut le cas pour les délégations grecques à Ancone. Les commerces, les cafés, les banques bouclés, les travailleurs de la zone sensible mis en chômage technique et ses résidents disposant de laissez-passer pour se rendre à leur domicile.

C'est dans ce contexte qu'on a mis en place la « zone rouge » avec ses barrières métalliques de 5 mètres de haut bouclant un entrelacs de ruelles, des containers empêchant toute circulation à proximité, et surtout avec la présence de 20 000 policiers et carabinieri, 2 700 hommes des forces d'élite, les parachutistes de la Folgore, les marins du bataillon San Marco, les commandos plongeurs du Comsubin, y compris les spécialistes de la guerre bactériologique, nucléaire et chimique de la di-

vision NBE, l'aviation militaire, les hélicoptères de combat tournoyant en permanence à faible attitude, et même une batterie antimissiles terrestre Spada. Cela sans compter les forces occultes du ministère Italien de l'Intérieur, les indics, le SISDE, la DIGOS, la police politique, dont l'infiltration dans les centres sociaux et les mouvements anti-globalisation est bien antérieure à l'organisation du G8.

STRATÉGIE

PERVERSE ET RIPOSTE

POPULAIRE

Par ses formes de recrutement et ses méthodes d'action (y compris le port de la cagoule ou du passe-montagne, le Black Block a constitué un terrain de choix pour la provocation policière. A Gênes, les témoignages se multiplient sur la relation étroite entre les éléments infiltrés dans Black Block, et les policiers... les commissariats, les casernes de la ville servant souvent de logistique aux deux... « Dans certains cas ils auront les mains libres pour se lancer contre leurs propres collègues » raconte Giacomo Amodori, journaliste à Panorama. Il a rencontré un agent de la Dinos, « Il est absolument insoupçonnable. Il s'est mimétisé avec le look 'post punk' jusque dans les moindres détails, et il est là au beau milieu du Mouvement ». Les opportunités extraordinaires de provocation offertes par le Black Block expliquent pourquoi on a pu voir plusieurs centaines, un millier d'individus agissant dans la plus totale impunité, saccageant les banques, les commerces à des kilomètres du centre-ville, sans être inquiétés, brûlant des voitures devant le regard passif des brigades d'intervention,

s'en prenant ouvertement aux manifestants ou encore attaquant avec une violence inouïe le service d'ordre des syndicalistes des Cobas, des infirmiers, des journalistes... « Aux Black Block, ils leur ont laissé faire ce qu'ils voulaient, à nous qui défilions pacifiquement ils nous ont tiré dessus » [2] devait déclarer Luca Casirini, leader des Centres sociaux. On savait qu'ils seraient là, au rendez-vous, il fallait donc leur laisser le champ libre, laissez Gênes à son destin, comme nous avons pu le voir sur la place Dante...

Berlusconi n'a donc pas fait les choses à moitié, certes, mais comment penser un seul instant que cette « stratégie perverse », comme l'a qualifié Zeno d'Amnistia, ne soit pas un choix politique assumé par les 8. Comme l'a fait remarquer Robert Ménard, secrétaire général de Reporters sans frontières : « Ce qui s'est passé à Gênes est sans précédent. Certaines opérations policières, d'une violence inouïe, ont été planifiées et menées à l'intérieur de bâtiments où les manifestants et la presse se reposaient ou travaillaient loin de l'agitation » [3] Tout cela relève bien d'une intimidation de type fasciste. En s'en prenant aux journalistes et aux avocats, on a voulu frapper la liberté d'information et la défense des droits constitutionnels élémentaires. Sur la caserne de police de Bolzaneto, les témoignages affluent : séquestrations arbitraires pendant plusieurs jours, tortures, menaces de viols. Deux semaines après les événements tragiques, 18 personnes étaient toujours déclarées disparues, plusieurs connues pour être gravement blessées.

Cette situation a évidemment provoqué beaucoup d'émotion, mais contrairement à certains gouvernements comme ceux d'Allemagne ou

de Suède, on attend toujours « les demandes d'explications » de l'Élysée ou de Matignon... Aujourd'hui sous la pression, le gouvernement de Berlusconi tente de minimiser : « les policiers se sont rendus coupables de violences gratuites » révèlent les auteurs de l'enquête interne de la police italienne en cherchant à faire porter le chapeau à des sous-fifres. Il fallait criminaliser, faire peur, discréditer. La brutalité n'avait rien d'aveugle, elle était préméditée, étudiée, calculée, concertée. Il fallait casser le Mouvement anti-globalisation, pacifiste, mais dont la radicalité, le pluralisme, la jeunesse, les formes d'organisation et l'indépendance constituent une menace pour l'ordre capitaliste international.

Vendredi 20 juillet vers 17 h 00, et loin du Palais Ducale, la police chargeait près de la Gare de Brignole, Carlo Giuliani, 23 ans, s'effondrait, abattu, à bout portant par un policier de 20 ans « en état de légitime défense » a osé affirmer Gianfranco Fini, ex néo-fasciste et vice-Président du Conseil Italien. Ce fut le moment choisi pour que dans une déclaration, les chefs d'Etats se félicitent « du déjeuner exquis qui leur avait été préparé » Depuis, un responsable local de Forza Italia, le parti de Berlusconi, a invité des opérateurs touristiques dans la région de Naples à offrir quinze jours de vacances gratuites au jeune carabinier.

Mais le défi a été relevé, et samedi 21 juillet, près de 300 000 personnes défilaient contre le sommet des pays les plus riches, contre Berlusconi et contre la répression policière. Une immense manifestation sur plus de cinq kilomètres : aux côtés de cortèges associatifs, de très nombreux cortèges ouvriers et de salariés (syndicaux et politiques) où dominaient les moins de trente ans ; une multitu-

de désobéissante, rejetant la peur, les intimidations, les ordres de rester chez soi, bénéficiant de la solidarité du peuple de Gênes. Un mouvement s'assumant souverainement, tirant son expérience du foisonnement de luttes concrètes sur le terrain comme en réseau, articulant le national et l'international dans une même démarche... Faisant preuve d'une maturité politique au point de résister à toutes les provocations.

CONFRONTATION

OU CONCILIATION ?

Cette situation nouvelle appelle des clarifications, des débats, une orientation plus adéquate. Pour Susan George, « après Gênes les mouvements sociaux doivent prendre conscience qu'ils avancent désormais sur un terrain miné » [4] Un terrain miné, mais pourquoi et pour qui ? Faudrait-il en rabattre ? Faire preuve de modération ? Ne faut-il pas au contraire affronter les choix du capital financier et des États du G8 ? Cela n'est nullement contradictoire avec le besoin de réfléchir sur les alternatives, alternatives qui n'ont de sens véritable que si elles s'appuient sur des résistances, des engagements précis, des comportements conséquents et cela depuis les réalités nationales, économiques, sociales et politiques auxquelles tous sont confrontés.

Les clarifications sont nécessaires également à l'égard de ceux qui rêvent d'une « mondialisation à visage humain », ce credo de la gauche plurielle qui consiste à ripoliner le système international, sous la formule magique trouvée par Lionel Jospin, « pour une économie de marché, contre une société de marché ». Pour ceux-là et quelques autres, il suffirait de revendiquer pour la « so-

ciété civile » une place même modeste aux côtés des « décideurs ». C'est ce qui conduit certains en France à conclure dans un bel élan d'unanimité, qui va de J. Chirac à M.-G. Buffet, que le temps est révolu de ces grandes réunions internationales [5]. Comme si la légitimité du G8 était à ce point incontestable qu'il suffirait de changer l'apparence des choses pour que tout s'arrange... dans le meilleur des mondes. Pour d'autres, il faudrait faire le tri entre les bons et les mauvais militants anti-mondialisations ! Comme le dit François Huwart, secrétaire d'État au Commerce extérieur, « il faut refuser l'amalgame entre la société civile qui manifeste, s'oppose et contre-propose dans les grandes réunions internationales et des professionnels de la guérilla urbaine » (merci, pour l'amalgame !) [6]. C'est pourquoi, à l'encontre de la « confrontation », Huwart préfère plaider pour la « négociation ». Il appelle donc le mouvement anti-mondialisation à « clarifier son rapport aux institutions et aux règles » Ce qui supposerait selon lui d'admettre comme immuable le cadre : c'est à dire le marché, le libre-échange, l'ouverture commerciale, le rôle de la propriété intellectuelle, l'investissement. Ce qui en définitive poserait problème, c'est l'interprétation restrictive, l'application unilatérale et brutale que feraient certains gouvernements ou groupes multinationaux. Pour autant la fonction de l'OMC ne saurait être contestée « plutôt qu'une machine à libéraliser aveuglément, l'OMC est davantage un outil de maîtrise des échanges disposant d'un ensemble d'instruments limitatifs. dérogations, transitions, sauvegardes, traitement différencié, Je ne vois donc aucune raison de souhaiter à l'OMC de "rétrécir ou de couler" (shrink or sink) », et

d'ajouter : « je connais peu de dirigeants de pays en développement, même critiques des excès de la mondialisation, qui ne cherchent également à faire participer des entreprises étrangères à la mise à niveau de leur économie. » Cette façon de voir n'est-elle pas finalement sur un mode soft convergente avec celle de George W. Bush quand celui-ci affirme avec arrogance : « les manifestants, en s'opposant au commerce international, privent les pays en voie de développement de leur chance de croissance, ils condamnent les gens à la misère. » [7]

CONVERGENCES

ET ALLIANCES

INATTENDUES...

Dans ce contexte, on ne s'étonnera pas que se créent ou que s'élargissent des convergences et des alliances inattendues. Cela est déjà le cas entre les entreprises, l'administration américaine, l'Union européenne et de nombreuses organisations syndicales et ONG occidentales sur « la clause sociale » ou encore sur l'association OMC-OIT, une bien curieuse alliance visant à déterminer normes et conventions sociales à l'aune des « progrès » du commerce international. Cette situation n'est pas étrangère à l'effacement et au désengagement de certaines ONG, mais tout particulièrement du mouvement syndical des pays industrialisés comme on a pu le constater en particulier à Porto-Alegre ou récemment à Gênes, avec l'absence de la Confédération syndicale européenne (CES) et de ses principaux affiliés dont la CGT française (17). Son secrétaire général considérant à cette occasion que cela ne faisait pas (plus ?) « franchement » partie des

priorités de l'été. (18) On se souvient qu'à l'occasion du G7 de Lyon, en 1997, la manifestation syndicale, principalement à l'appel de la CGT, réunissait plus de 50 000 personnes. En abandonnant dans les faits la stratégie qui fut la sienne, la CGT renonce ainsi à toute démarche indépendante, cause un préjudice au développement des luttes, au syndicalisme international, et aussi à elle-même.

Les États-Unis sont également le terrain de quelques rapprochements significatifs : ainsi de la collaboration étroite entre le Global Trade Watch de Lori Wallach et l'US Business and Economic Council (19) tous deux s'arc-boutant sur une vision protectionniste. Ou encore à travers le vote récent du Sénat américain, en violation de ses engagements sur l'ALENA, restreignant, à la demande des Teamsters de l'AFL-CIO, la libre circulation des camions mexicains sur le territoire américain. Cette décision fait d'ailleurs suite au soutien que la même organisation vient d'apporter à l'administration Bush qui souhaite, malgré les protestations de nombreuses organisations écologistes, procéder à des forages de pétrole en Alaska. Le syndicat a estimé que sur ce point il s'agissait d'une entorse admissible à la défense de l'environnement, car elle créerait des emplois pour ses membres.

Ce comportement est d'autant plus dangereux lorsqu'il s'agit de confronter les grands groupes transnationaux, les fonds de pensions, l'OMC, le FMI, la Banque mondiale parce qu'en définitive il renonce à confronter les choix du capital déjà là où celui-ci est organisé. De la même façon, il fait l'impasse sur la finalité prédatrice du système capitaliste, sur la fonction impartie à l'armée de réserve au Nord comme au Sud, sur l'ap-

pauvrissement continu des pays en voie de développement, sur la fonction de la dette et celle des plans d'ajustements structurels, sur la dictature de la propriété intellectuelle, sur le rôle du capital financier qui a réussi à entraîner une partie des couches salariées des pays riches dans sa propre logique. Mais par-dessus tout, cette attitude favorise un sentiment d'impuissance et conduit à une perte d'efficacité. Elle affaiblit les capacités et donc la crédibilité de nombreuses organisations sociales, handicape le besoin d'unité et de rassemblement, les empêche de dégager une perspective autre que la défense égoïste d'intérêts corporatistes.

QUELLES

PERSPECTIVES...

Il y a donc un risque, non négligeable, de voir le mouvement mondialiste s'orienter en fonction du chant des sirènes qui souhaiteraient, au nom de la place à accorder à la société civile, revendiquer une participation même modeste aux côtés des décideurs. L'ambition affichée serait alors de contribuer au « ripolinage » du système international, d'aller dans la voie d'un capitalisme à visage humain, « pour une économie de marché et contre une société de marché », ainsi que Lionel Jospin le dit si bien. D'ailleurs, à Davos, comme dans de nombreuses institutions internationales ou encore au sein de plusieurs gouvernements occidentaux, notamment européens, on ne fait pas mystère de récupérer toutes ces bonnes volontés qui s'expriment en faveur d'une mondialisation responsable. Ainsi, au cours de l'été, le porte-parole du P.S. français et le secrétaire d'Etat à l'outre-mer (sic) ont vu dans les manifestations de Gênes

un soutien de fait à l'action du gouvernement de la gauche plurielle (resic). Jean-Marie Meissier, PDG de Vivendi, s'est même proposé pour financer des ONG. Ainsi sur le modèle américain, des crédits publics ou privés pourraient servir à déléguer en faveur de programmes permettant de soigner à la marge toute la misère du monde.

Ce débat a une grande importance car il renvoie au contenu de l'alternative ! Ne faut-il pas s'attaquer à la logique du système lui-même ? Peut-il y avoir une issue durable sans confronter l'ensemble des réglementations mise en place au service exclusif des pays riches et en particulier des USA, des sociétés transnationales et du système financier. Peut-on aménager, réformer, les nouveaux dispositifs au centre des négociations notamment de l'OMC, et qui visent à perfectionner tout un système de contraintes à l'égard des États comme des individus ? Ou ne s'agit-il pas plutôt d'agir pour démanteler la logique sur laquelle l'ensemble des relations commerciales, financières, économiques, sociales et politiques ont été fondées jusqu'à ce jour ?.. Peut-on se satisfaire, comme le suggère José Bové, de l'objectif qui viserait à « démocratiser » l'Organe de règlement des différends (ORD), ce prétendu tribunal, en fait véritable inquisition au service de l'OMC. Cela ne conduit-il pas à reconnaître comme immuable le cadre du marché, du libre-échange, de l'ouverture commerciale, de la propriété intellectuelle, de l'investissement.

Ou, pour prendre un autre exemple, faut-il parler de « partage équitable des richesses et des pouvoirs », comme le PCF l'a fait dans sa contribution à Porto Alegre, ce qui a le mérite d'accompagner le propos de Lionel Jospin ou de Jean-Claude Gays-

sot sur « le bon usage de la mondialisation », formule qui ferait rosir de plaisir les « global leaders » de Davos partisans d'une « mondialisation responsable ». Ne faut-il pas, au contraire, opérer une rupture radicale au plan de la propriété et du contrôle des moyens de production ? La question qui est posée dans les conditions spécifiques d'un conflit comme celui par exemple de Danone n'est-elle pas celle des rapports des producteurs, les salariés que le capital veut licencier, à l'outil de production qu'ils ont contribué à créer. D'ailleurs, qu'il s'agisse de la grève des métallos Italiens contre la flexibilité, du mouvement des Piqueteros en Argentine, de celui des Sans Terre au Brésil, de la lutte pour l'usage des médicaments génériques en Afrique du Sud, ou encore du droit légitime à « réparation » posé par les peuples soumis pendant des siècles à l'esclavage et au pillage de leurs ressources, n'est ce pas au niveau de la propriété et des droits qui lui sont liés que les problèmes se situent ?

Cela suppose de situer son projet et son action dans une perspective de transformation sociale, ainsi que de contribuer aux clarifications nécessaires et à l'élaboration de stratégies conséquentes. N'en déplaise au Monde, après Gênes les anti-mondialisation ne souffrent pas d'une « image encore un peu plus brouillée » [8]. Ce qui est significatif en revanche, c'est le désengagement de la « gauche », de ses appareils politiques, c'est l'effacement du mouvement syndical et de celles des ONG qui s'arc-boutent sur une vision étroite et corporatiste, institutionnelle, de l'action et dont la solidarité internationale est réduite à une pétition de principe, à une aspiration morale. Mais poser le problème de la place

du syndicalisme par rapport à l'internationalisation des luttes et à la construction d'un vrai mouvement international, suppose d'aller au-delà du constat superficiel de Christophe Aguiton sur les différences d'engagement des syndicats européens et américains ! [9] Cela exige de débattre du contenu des objectifs, des orientations, des priorités, des méthodes, des moyens et des formes d'organisation. C'est vrai surtout si on veut prétendre concrètement affaiblir les positions du capital et d'abord dans son propre pays, réellement peser sur les politiques mise en œuvre par les entreprises, les institutions et les gouvernements. Si l'on veut enfin favoriser la réalisation des objectifs propres des peuples et des travailleurs. Des efforts doivent donc être déployés pour permettre au mouvement syndical de prendre toute sa place dans la lutte contre la mondialisation libérale. Il s'agit d'un enjeu prioritaire pour tous ceux et toutes celles qui veulent donner un sens conséquent à toute démarche internationaliste. Après Porto Alegre, certains syndicalistes avaient eu le courage critique de soulever des questions dans ce sens. Il faut aller plus loin. Un véritable travail de réévaluation doit être engagé pour donner aux travailleurs, aux syndicats, la place qui doit être la leur dans la conduite des luttes, ce qui ne peut se faire sans clarifications, à condition que l'on veuille confronter le système dominant.

Il existe un champ formidable d'intervention, de débats et d'actions. La perspective de la prochaine mobilisation contre la conférence de l'OMC à Doha, ou la deuxième rencontre de Porto Alegre vont constituer de nouveaux temps forts, au même titre que la Marche de 2003 qui traversera les continents latino et

nord américain jusqu'au Mur de la honte, ce mur de la mort qui sépare à Ciudad Juarez les États-Unis du reste du monde. Il n'y a pas de raison d'être pessimiste : sous couvert de réalisme, la mondialisation n'est pas « inévitable » ou « incontournable » comme le proclament ses promoteurs. Elle peut être stoppée, inversée, changée, transformée... S'il faut éviter de surestimer les résistances, il ne faut pas sous-estimer leur potentiel, Gênes a démontré que cette force peut devenir considérable, une force matérielle

Notes

1] In Le Monde, 22 juillet 2001, « Les 8 appellent à isoler les violents et les extrémistes. »

2] Cité par Zeno d'Amnistia, 26 juillet 2001 « RSF dénonce les violences sans précédent à l'égard de la presse », 25 juillet 2001

3] « L'ordre libéral et ses basses œuvres » Susan George, Le Monde Diplomatique, août 2001

4] Réactions, L'Humanité 23 juillet 2001 « Force et limite de l'antimondialisation »

[5] François Huwart, Libération 18 juillet 2001

6] interview au Monde de George W. Bush le 19 juillet 2001

7] « Les antimondialisation s'interrogent sur la forme à donner à leur combat » Le Monde, 24 juillet 2001

8] « Why Genoa is important, for Italy and for the world », Cristophe Aguiton, focusweb.org/publications/2001

Gênes 2001, les multiples visages de la révolte globale et la face assassine de Big Brother

par Serge Quadruppani, marcheur de Gênes

Une image pourrait rester comme un symbole de qui s'est passé à Gênes du 19 au 22 juillet : à un moment de la manifestation dite des immigrés (où l'immense majorité des manifestants n'en étaient pas), la foule qui défilait dans une rue descendant d'un coin de la vieille ville vers le front de mer s'est mise à taper contre un de ces murs de containers dressés par Big Brother en de nombreux points de la ville (il s'agissait en l'occurrence, de « protéger » les installations de la foire où logeait l'armée policière). C'était joyeux et triste à la fois. Joyeux parce que tout le monde, punks à crinières et profs à lunettes, vieux représentants de la culture ouvriériste et jeunes ultrapiercés, porteurs de banderoles et individus sans appartenance revendiquée, tout ce monde qui parlait tant de langues d'Europe et d'ailleurs, en avait trouvé une commune : frapper en cœur ce symbole de la paranoïa des puissants. Tous ensemble, on cognait, et

il n'y avait pas encore eu de mort ni de sang sur les murs ni de tortures dans les commissariats, pas une seule lacrymo tirée et les premières appréhensions, la peur que pas assez de monde n'arrive, l'annonce de trains annulés et de bateaux grecs refoulés, tout cela s'était dissipé, il n'y avait que des chants et des drapeaux, et le plaisir d'être si nombreux. C'était triste parce que nos poings cognaient du fer, du fer inébranlable. Trois jours plus tard, quand nous avons retrouvé à Lyon Aris qui avait dû partir en pleine nuit avec la vaillante équipe de samizdat par crainte d'une de ces perquisitions search and destroy qui ont animé notre dernière nuit gênoise, quand nous nous sommes retrouvés à une terrasse de café où des gens sirotaient, détendus, devant une place ensoleillée grouillante de promeneurs, nous avons l'impression de débarquer de la lune. Pour bien comprendre ce qui s'est passé à Gênes en ces jours de colère, il faut essayer

de se représenter une ville aux avenues immenses et vides, avec une population réduite à quelques unités apparaissant fugitivement aux balcons ou, plus rarement, au coin des rues, avec tous les commerces fermés, pas un bistrot, pas une alimentation, très peu de voitures : un après-midi du quinze août imposé pendant quatre jours par l'arrivée des chefs du monde. Avec le défilé incessant des véhicules de police de tout type, blindés compris. Avec les grilles de type New Jersey (appellation officielle) et les flics en robocops barrant les rues de la zone rouge. Avec, obsédant, nuit et jour, le bruit des hélicos au-dessus de nos têtes. Avec, partout où se pose le regard, des caméras, des appareils-photos et des micros : ceux des médias mondiaux, ceux des flics, ceux des manifestants s'entre-filmant et s'entre-photographiant. C'est sur ce grand théâtre vidé par le battage sécuritaire-médiatique, dans ce loft paranoïde aux dimensions d'une ville, dans ce haut lieu d'expérimentation des techniques de surveillance, de répression et de terreur, que se sont déroulées les scènes retransmises par les écrans planétaires. On ne pourra en saisir le sens qu'après les avoir replacées dans ce cadre.

LES TUTE BIANCHE

Mouvement très peu connu en France (on avait du mal à faire comprendre aux militants français et même à ceux de No Pasaran qu'il fallait dire tute bianca, combinaisons blanches et non tuti bianchi, « tous blancs »), issu de ces Centres Sociaux dont la société officielle italienne ne parle que rarement, et pour les caricaturer, les tute bianca ont démontré leur capacité de mobilisation, en agrégeant autour d'eux les orga-

nisations de jeunesse de Rifondazione comunista, Sud Ribella (surtout Napolitain, issu du mouvement des chômeurs et de l'autonomie), pas mal d'étrangers (Reclaim the street, basques, et beaucoup de petits groupes, dont la cinquantaine de membres de No Pasaran...). J'avais aimé la poésie millénariste de leurs proclamations d'avant le G8, inspirée par Luther Blisset et les zapatistes, l'habileté tactique de leurs rapports avec les médias, leur recherche d'un accord au sein du GSF, leur façon de faire respecter leurs propres principes en respectant ceux des autres. Le vendredi 20 vers midi, dans le stade Carlini qu'ils avaient obtenu de la municipalité, ils se préparaient pour la manif, avec leurs casques, leurs masques à gaz, leurs boucliers à bras et leurs boucliers roulants, leurs rembourrages plus ou moins pittoresques, en tapis de sol, en mousse, en bouteille de plastiques et ils se livraient à des répétitions qui n'étaient pas sans évoquer Intervilles. Dans une agréable ambiance de bordel organisé, le sérieux à la fois dérisoire et impressionnant avec lequel ils s'accoutraient en Supermen ou en joueurs de foot-ball américain exprimait avec force une volonté et une intelligence collectives : il s'agissait de montrer qu'on peut désobéir aux interdits étatiques, ne pas respecter les zones rouges décrétées par les Etats, sans tomber dans les pièges de la violence spectaculaire. Quand le moment du départ est arrivé, le mégaphone répétait qu'on ne sortirait pas si quelqu'un avait une arme défensive, il s'agissait seulement d'« utiliser son corps » et de le protéger des coups. Le vendredi, jour où les différentes composantes devaient approcher, chacun suivant son parcours, de la zone rouge pour tenter d'y entrer, la manif dite des tu-

te bianca a sûrement été la plus nombreuse. En fait, les combinaisons blanches avaient été retirées pour manifester que le mouvement ne se posait pas en avant-garde, qu'il n'était qu'une partie de la « multitude », suivant le terme mis à la mode par Negri (dès que j'ai cinq minutes, promis, j'essaie de comprendre en quoi ça apporte du neuf par rapport à la théorie du prolétariat). Le cortège regroupait dix à quinze mille personnes, avec plusieurs milliers en tenue protégée et quelques centaines dans cette formation en tortue (boucliers de tous côtés et sur le dessus) reprise aux légions romaines : les jeunes de Rifondazione y tenaient leur place, mêlés à ceux des centres sociaux. Des têtes de cochon en plastique mou et des boucliers peinturlurés marchaient devant. Il y avait des équipes extincteurs pour les lacrymo, beaucoup de gens munis de gants pour les renvoyer. Et un long camion plateau pour la sono, qui transmettait les consignes. Il était réjouissant de voir la délégation de la LCR, de ces trotskistes français qui, en leur temps, ont tant cogné sur les autonomes, à la remorque d'une manif issue de cette mouvance. Par la suite, ils eurent d'ailleurs l'occasion de démontrer ce qu'ils savent le mieux faire : reculer en scandant « ce n'est qu'un début continuons le combat ». Notre grand cortège résolu, rembourré et festif a descendu une large avenue (Corso Garibaldi-Via Tolmaide) longeant les voies de chemin de fer en surplomb, dans l'intention d'entrer sans frapper dans la zone rouge. En fait, un énorme dispositif policier l'a arrêté bien avant, près de la piazza Brignole et nous ne sommes jamais allés au-delà. Pendant plusieurs heures, on a avancé, reculé beaucoup et avancé un peu

pour reculer encore, tandis que les premiers rangs subissaient l'assaut et les grenadages. Des groupes du « Black Block », après avoir pas mal cassé et brûlé sur leur passage ont collé à la tête de la manif. C'est là, à la jonction des dispositifs policiers, des tute blanche et de certains black blocks qu'il y a eu les heurts les plus violents. Un car de carabinier a brûlé dans une rue adjacente, tandis que, abrité derrière un premier rang de boucliers de tute blanche, des blacks blocks bombardaient les flics. Toute la zone baignait dans les lacrymos. C'est là, sur une petite place voisine du point d'impact, que Carlo a été tué. Le cortège a fini par rentrer au stade, tandis qu'en son sein, de violentes algarades à la limite des coups éclataient entre des gens de Sud Ribella et des tute blanche. La tentative d'intrusion avait échoué. Nous ne sommes pas des petits soldats, et ce n'est donc pas d'un strict point de vue militaire que je ferai deux types de remarques à propos de ce relatif échec. D'abord, nous avons constaté qu'une partie des gens bardés de rembourrages, munis de casques, masques et boucliers, se trouvaient très loin en arrière du « front », mêlés aux manifestants sans protection. A quoi ça servait de se la jouer superman si c'était pour défiler comme tout le monde ? Ni spécialement courageux, ni particulièrement peureux, habillé en touriste, sans lunettes ni casque ni rien, je me suis approché avec un petit groupe de copains au plus près du point d'impact, là où des boucliers des tute blanche brûlaient, non loin de l'endroit où des fourgons de flics avaient foncé délibérément, à trois de front dans la foule, blessant grièvement, semble-t-il, une manifestante. Pour s'en sortir, il suffisait d'un peu d'habitude, de ne pas suivre tous

les mouvements de panique mais de comprendre à quel moment il vaut mieux se retirer. J'en ai vu assez pour penser que tous les gens équipés qui s'ennuyaient à l'arrière auraient été bien utiles à l'avant. On objectera que dans toutes les armées du monde, il y a des planqués, mais c'est justement ce que ça ne voulait pas être : une armée. Au départ, la théâtralité des tute blanche ne m'a pas gêné, ni même le fait qu'elle fût si photogénique. Cependant, on aura vérifié que le danger de ce type de pratique, hypermédiatisée, est que certains s'y adonnent pour le côté ludique mais sans aller jusqu'au bout, jusqu'à se mettre vraiment en danger. Une dose de théâtre a toujours existé dans tous les mouvements, y compris les plus radicaux. Mais ici, pour beaucoup, le théâtre l'a emporté. Ensuite et surtout, en entendant dans la semaine précédente les proclamations de Luca, le porte-parole des tute blanche, qui annonçait « nous entrerons dans la zone rouge avec la seule arme de nos corps », j'avais fait confiance, comme beaucoup de monde, à leurs capacités imaginatives, je m'étais dit qu'ils devaient avoir prévu des tactiques inédites pour être à la hauteur de ce défi. Installés depuis une semaine au stade, ils devaient avoir eu tout le temps de nous concocter des surprises. Eh bien, la surprise, c'est qu'il n'y en avait pas ! Apparemment, tout ce qui était prévu, c'était des meules pour découper les grilles de la zone rouge. Or, il a suffi à la police d'élargir de fait, sans crier gare, la zone rouge (dans la nuit, les rues menant à la place Brignole, dont celle où je logeais, furent bloquées par de nouveaux containers) et d'arrêter le cortège bien avant l'objectif, pour qu'il n'y ait plus rien eu à faire. A l'évidence, le défi médiatique qui était

jusqu-là une réussite (puisqu'il a réuni le plus large consensus et le plus gros cortège) s'est retourné contre ses auteurs : les tute blanche ont été incapables d'imaginer d'autre objectif que d'entrer dans la zone rouge. Il n'était pourtant pas bien difficile de comprendre que si l'Etat y mettait les moyens, on ne passerait pas, c'est tout. Avec l'importante logistique dont nous disposions, nous aurions pu nous assigner d'autres objectifs de rechange, dévier la manif par les rues transversales et aller, par exemple, occuper un bâtiment officiel comme il n'en manquait pas dans le quartier, en proclamant, pour rester dans la rhétorique choisie « la zone rouge est partout » ou en déclarant que le bâtiment était pris en otage et que nous ne le libérerions qu'en échange de la zone rouge... Obsédées par l'imagerie de l'assaut à la forteresse, les tute blanche auraient pu prendre des leçons de mobilité auprès du black block. Surtout, elles n'ont pas su utiliser à fond leur principale ressource, leur imagination, terrain sur lequel elles pouvaient battre l'Etat, et elles ont été battues. Dans la mesure où je n'ai pas pris, moi-même, les moyens d'influer, ne fût-ce qu'un peu, sur ce mouvement, et où j'ai seulement essayé de le suivre, je ne voudrais pas que ces critiques résonnent comme la plainte d'un consommateur frustré. Elles ne visent qu'à faire avancer la réflexion collective pour la suite.

LE BLACK BLOCK

Après la mort de Carlo, comme la télévision avait lancé le faux bruit d'une imposante manifestation de protestation, nous nous sommes rendus sur la placette où il avait été tué. Là, nous (cinq individus) avons trouvé une dizaine de personnes regroupées

pées autour de l'emplacement de son corps, marqué par un tapis de fleurs rouges. Aux deux bouts avaient été disposés de ces bacs à fleurs qui servent à délimiter les terrasses de café, décorés par une réclame pour une marque de glace. Les gens présents disposaient des bougies sur le sol. Pathétique et dérisoire. Impression de solitude écrasante. Nous aurions voulu partager notre tristesse et notre rage avec des milliers de gens. Avec un ami, j'ai marché jusqu'à l'espèce de Fête de l'Huma que formait le « point de convergence » avec ses guinguettes sous tente et ses boutiques d'organisations. Autour de la scène des concerts se déroulait une sorte d'assemblée permanente, peu nombreuse. Nous sommes montés sur la scène pour attendre notre tour de prendre le micro. Devant moi, un type haranguait la petite foule sur un ton de tribun. Il disait que la zone rouge, critiquer la zone rouge, tout ça, c'était de la politique, qu'il ne voulait plus faire de politique et il renvoyait dos à dos les flics et les tepisti (les voyous) qui avaient brûlé des voitures. J'avais envie de lui balancer un coup de pied au cul mais l'assemblée, à cette heure essentiellement composée de pacifistes de l'espèce bêlante, l'a applaudi. On s'est barré dégoûtés. Ce type était un ennemi, comme ceux qui l'approuvaient. Pour moi, deux préalables s'imposent, avant toute discussion sur les black blocks. D'abord, le rejet radical de l'obscène discours sur la « violence », qui réunit sous le même vocable la casse des choses effectuée par des manifestants et les cassages de gueule forcenés pratiqués par les forces de l'ordre, qui met sur le même plan le bris de vitrine et le bris des os et le meurtre pur et simple qui furent l'œuvre des flics. Ceux qui ac-

cordent autant d'importance à la destruction des biens qu'à celle des personnes, montrent de quel côté de la barricade ils se trouvent : c'est justement contre ce gouvernement des choses que nous (des milliers de gens) nous nous sommes insurgés. Ensuite il faut bien dire que, face à cette ville qui semblait incarner comme un nouveau pas en avant vers la minéralisation du monde, devant le mufler casqué et blindé de Big Brother, la pulsion destructrice me semble plutôt une manifestation vitale. Plus généralement, je dirais que je n'ai pas envie de parler avec ceux qui, en face de la vie qui nous est faite, n'ont jamais ressenti l'envie de tout casser. En revanche, la discussion avec les black blocks doit avoir lieu, pour cerner les désaccords. Reconnaître la légitimité de l'envie de détruire ne signifie pas qu'il faille s'y abandonner n'importe quand n'importe comment. Les tute blanche avaient cherché l'accord avec les autres composantes du GSF sur la base de la « désobéissance civile », en portant cette démarche jusqu'à son extrême limite. Ils avaient notamment annoncé dans une proclamation aux habitants de Gênes qu'ils ne voulaient faire aucun mal à leur ville, mais au contraire la délivrer de l'occupant, le G8 et son armée de 18 000 hommes. Ils avaient pour principe de ne pas toucher aux biens privés des habitants. Cette volonté de chercher une alliance avec eux a démontré son bien-fondé : une bonne partie de la population qui n'avait pas fui était très remontée contre le cirque militariste et les restrictions de son droit à la libre circulation. Du vieux Gênois que j'ai entendu déclarer qu'il avait plus peur que pendant la guerre, mais pas à cause des manifestants, à cause de « ceux-là » (il montrait un groupe de flics avec

leurs blindés), à ceux qui nous jetaient de l'eau du haut des fenêtres pour lutter contre la chaleur et les lacrymos, les manifestations de sympathie n'ont pas manqué. Mais le sourire s'était effacé sur le visage de ces habitants qui regardaient d'un coin de rue quelques individus masqués en train de dévaster leur petit commerce de proximité et démolir la station d'essence de leur carrefour. Comme l'a dit une manifestante gênoise, pacifiste pas vraiment bêlante, sur une télé locale : « bon, casser les banques, je comprends, mais le petit bar en bas de chez moi... ». Au carrefour du front de mer et de la via Torino, comme un jeune masqué s'acharnait à tenter d'ouvrir le rideau de fer d'un tabac, un vieux prolo lui a lancé : « mais qu'est-ce que tu veux ? Une cigarette ? Je t'en donne une, moi ! » Et de joindre le geste à la parole. Le casseur n'agissait pas sous l'emprise d'un manque vital, il n'avait rien d'un de ces émeutiers de la faim surgissant périodiquement au Sud du monde, ni même d'un pillard des grandes métropoles occidentales exprimant la frustration des pauvres devant les vitrines marchandes : il ne pouvait donc être mu que par la mythologie du pillage, si pesante en milieu radical. L'offre du vieux montrait seulement qu'un dialogue entre eux, le jeune casseur dans son impasse théâtrale et le vieil ouvrier porteur de la mémoire de tant de défaites, aurait été infiniment plus prometteur que la répétition d'un rituel creux. Mais cette amorce d'échange critique a été interrompue par la chute des premières lacrymos lancées depuis bien longtemps en Europe au cœur d'une manif de masse... Rappelons en tout cas qu'une bonne partie des black blocks étaient opposés à la casse indiscriminée et partisans de s'en prendre seulement à des symboles

capitalistes évidents. Et reconnaissons que tout homme épris de liberté ne peut que saluer l'attaque de la prison par certains de ces éléments et le début d'incendie qu'ils y ont provoqué. La présence d'infiltrés parmi les BB n'est pas discutable : comme presque tout, ces jours-là, elle a été filmée. Et bien que vomissant les connards degauche qui voient un flic en tout casseur, je n'ai pas manqué de remarquer un trio de types masqués, sportifs à la petite quarantaine qui s'agitaient beaucoup et que les autres BB, manifestement, évitaient. En cela, les pratiques policières italiennes ne diffèrent guère de celles de leurs homologues français, européens notamment. Il paraît vraisemblable que des petits groupes de casseurs ont été rabattus sciemment vers la tête de la manif des tute blanche pour anéantir l'originalité d'une pratique purement défensive et faciliter sa répression. Mais tout comme l'existence de provocateurs dans les manifs anti-CIP ne changeait pas la portée de l'authentique colère de classe qu'y exprimaient les casseurs, les infiltrations chez les BB, les manipulations dont certains ont pu être l'objet ne permettent pas de les réduire à une armée de marionnettes de la répression. Une partie d'entre eux ne s'intéressent sans doute que de loin au G8 et à ses critiques : pour eux ce genre de grand rassemblement n'est qu'une bonne occasion de casser. J'ai pu autrefois me retrouver dans une attitude de parasitisme agressif par rapport à une grande manif quand cette dernière n'allait pas plus loin qu'un défilé de premier mai. Cela avait tout de même l'inconvénient de me couper de milliers de gens qui méritaient un intérêt infiniment plus vaste que la satisfaction du légitime mais misérable besoin de tout casser. Authen-

ticité de leur rébellion, débilite de la plupart de leurs objectifs : cette double constatation doit servir de base au nécessaire dialogue à conduire avec les BB.

LES AUTRES

COMPOSANTES

Les tute blanche et les BB ne représentaient pas la totalité des manifestants les plus déterminés, loin de là. On était frappé, au contraire, de la détermination d'une bonne partie des membres des différentes composantes à marcher sur la zone rouge. Les trois ou quatre qui ont réussi à y entrer n'appartenaient pas aux tendances les plus dures. Agnoletto, le porte-parole du GSF, incarne à mes yeux la confusion de la base de ces ONG au discours réformiste : capable du meilleur quand, entraîné par la recherche d'une pratique commune, il soutient le principe de la désobéissance civile ou quand, dans les moments cruciaux comme la mort de Carlo, il trouve les mots justes pour dire la rage de la multitude, il est aussi capable du pire quand, cédant au bon vieux complotisme degauche, on l'entend reprocher au gouvernement italien d'avoir laissé les casseurs entrer en Italie (et à ce moment, un médiatique quelconque, amoureux des carabinieri, a beau jeu de lui répondre : « qu'est-ce que vous auriez voulu, qu'on instaure une police du type Gestapo ? »). Parmi les choses vues, l'une des plus impressionnantes aura été ce moment où quelques dizaines de membre du groupe anglais « Pink », autour d'une fille à longs cheveux rose vif et brandissant un cœur sur lequel était écrit « why did you kill our children ? », ont réussi à faire reculer un énorme dispositif policier en parlant avec eux et en chantant. Le cou-

rage n'est pas réservé à ceux qui jouent à la guérilla urbaine. Pour moi, la ligne de démarcation ne passe pas par le recours ou non à la « violence », mais par l'acceptation ou le refus de l'illégitime légalité de l'État capitaliste. Je crois que le plus grand acquis de Gênes peut se résumer à cela : des dizaines de milliers de gens déterminés à chercher une pratique de rupture avec l'ordre mondial. C'est sans doute aussi la principale victoire de la répression, que la nécessité de courir pour échapper aux flics ou de marcher sur des distances interminables pour contourner leurs lignes, ait bouffé la plus grande partie du temps des manifestants et largement empêché les différentes sensibilités de se rencontrer en dehors des forums balisés par les organisations réformistes.

LA SAUVAGERIE

DE LA RÉPRESSION

ET SES ENSEIGNEMENTS

Quoique connaissant plutôt bien l'Italie et y vivant à mi-temps depuis dix ans, j'ai été étonné par le caractère sauvage de la répression : je croyais ce pays davantage avancé dans la normalité « européenne ». Couper en deux une manif pacifique de trois cent mille personnes, en grenader le cœur et s'acharner à arroser de lacrymos les manifestants refluant en désordre dans des ruelles est une pratique assez inattendue, qu'on imagine plutôt venir d'une dictature en crise. Quand j'ai vu les flics faire ça, j'ai eu bien plus la trouille que la veille au plus fort de l'affrontement : on avait l'impression qu'ils étaient capables de faire tout. De fait, à part tirer dans la foule, ils ont tout fait (comme par exemple, foncer à trois fourgonnettes de front contre les ma-

nifestants). Ceux qui ont payé le prix le plus élevé à la répression, ce sont les centaines de personnes qui se reconnaissent non pas dans les tendances les plus radicales, mais bien plutôt dans cette banderole vue à la manif du samedi, drôle quoique tragiquement fautive : « Mama, non ti preoccupare, solo tu mi puoi menare » (« Maman ne t'inquiète pas, il n'y a que toi qui peut me frapper »). La confiance dans les règles minimales de la convivialité démocratique qui comporte que la police ne te cognera pas si tu ne l'as pas vraiment cherché, cette confiance-là, pour des milliers de personnes, a volé en éclats sous les coups de matraque distribués à l'aveuglette avec une hargne inouïe. Avec elle, on espère que le citoyenisme aura du mal à s'en remettre : l'invocation de la citoyenneté, si chère aux penseurs d'Attac suppose qu'il existerait une idéale « cité » à laquelle chacun, celui qui me matraque et moi-même nous appartiendrions, une cité imparfaite, certes, et dont il faut changer les règles et « c'est pour ça que nous nous battons », mais une cité commune. Nous (mes alliés et moi) n'avons rien de commun avec les assassins en uniforme et aucune réforme, ni taxe Tobin ni autre emplâtre sur une jambe de bois, à proposer à leurs chefs du G8, le tueur en série mondial. Diverses particularités italiennes expliquent sans doute l'ampleur et la sauvagerie de la répression. D'abord, les flics de ce côté des Alpes n'étaient nullement habitués aux casseurs. Depuis les années soixante-dix, ils connaissaient et savaient réprimer les manif politiques avec rencontre frontale. Mais ils en avaient un peu perdu l'habitude. Et surtout, ils n'avaient pas l'expérience de ces petits groupes de casseurs brisant des vitrines et renversant des

voitures n'importe où, sans objectif clair. Ils ont bel et bien été dépassés, à un moment, par le harcèlement du black block. D'où une rage d'autant moins réfrénée qu'ils avaient la bride sur le cou. C'est le deuxième élément d'explication : il s'est passé, à une échelle bien plus vaste ce qui est arrivé en France chaque fois que Pasqua revenait aux affaires et que cela se traduisait par une multiplication des bavures. En prenant ses quartiers à la sous-préfecture, Fini, le vice-premier ministre post-fasciste, s'est sans doute donné beaucoup de mal pour démontrer à mes amis ultra-gauche que facho ou pas facho, ça faisait quand même une différence. L'interview d'un flic présent au commissariat de Bolzanetto, récemment publiée par la Repubblica, montre la présence chez les flics de base comme chez tous les « spécialistes » anti-émeutes et autres supercarabinieri, du fascisme historique d'appellation contrôlée. Mais on aurait tort de trop s'obnubiler sur les particularités italiennes : il me semble que Gênes prouve qu'aujourd'hui, dans cette Europe qui prétend incarner le maximum de la civilisation droidlomiste, ce qui nous sépare de la barbarie a l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarettes. Le « renard » Berlusconi, comme l'appelaient les tute bianche, et ses renardeaux du ministère de l'Intérieur, tout en mimant une volonté de dialogue, n'ont pas cessé de tenter de criminaliser le GSF. Ce fut évident dans la nuit du samedi au dimanche, avec le raid contre l'école Diaz. C'était déjà très clair le samedi en début d'après-midi quand un énorme et très voyant dispositif flicard a été placé tout contre le « Point de convergence » et ses guinguettes sous toile, à l'endroit où la manif de 300 000 personnes arrivait du front de mer pour entrer dans

la ville. Il était évident qu'en mettant là, bien en vue, les forces de l'ordre dans tout leur appareil, on allait attiser la fureur de bon nombre de manifestants et qu'on pourrait bientôt grenader le camp de toile, et associer la casse avec le GSF. De fait, près d'un millier de personnes s'est bientôt détaché de la manif. Les BB n'en constituaient qu'une toute petite minorité. Les drapeaux des Cobas et des jeunes de Rifondazione étaient nombreux et le groupe des indépendantistes sardes a marché délibérément vers les premiers rangs de ceux qui scandaient : assassini ! assassini ! Mais on peut dire qu'on y voyait toutes les sensibilités, toutes les nationalités. Cette foule qui, mise en fureur par la mort de Carlo, s'est dé faite de l'emprise de ses organisations pour venir crier sa colère, représente l'un des efforts balbutiants de constitution d'une conscience réellement autonome et internationale, en rupture avec l'ordre mondial mortifère. Il nous (des millions de personnes) appartient de faire en sorte qu'une telle conscience se développe, se transforme en force sociale et ne débouche plus dans l'impasse d'un affrontement lacrymogène. »

texte repris d'Infozone, http://listes.samizdat.net/www/info/infozone_, avec l'autorisation de l'auteur.

Le 28 août, Volkswagen (VW) et le syndicat IG Metall ont signé un accord présenté comme « révolutionnaire » (Financial Times, 29 août 2001) et désigné par la formule « 5 000 x 5 000 », c'est-à-dire 5 000 nouveaux emplois pour un salaire de 5 000 DM (environ 3 950 F). En 1993 déjà, la multinationale avait bouleversé les repères sociaux en Allemagne, et dans le reste de l'Europe, en introduisant la semaine de 4 jours, le fameux « modèle VW », présenté urbi et orbi comme un exemple de « partage du travail ». Huit ans plus tard, et avec une nouvelle récession qui pointe son nez, voici le « modèle VW » au carré.

Le nouvel accord « modèle » chez Volkswagen

Pas de terminus sur la ligne de la collaboration syndicale

Le 11 août, le Financial Times annonçait en première page que le chancelier allemand, le social-démocrate Gerhard Schröder, avait profité de la fête organisée à l'occasion du soixantième anniversaire de Peter Hartz, le chef du personnel du groupe VW, pour organiser une rencontre informelle avec Jürgen Peters, le numéro deux de IG Metall et Ferdinand Piëch, le patron de VW, et les enjoindre à trouver un accord sur ce fameux projet « 5 000 x 5 000 », bloqué depuis fin juin. Deux semaines plus tard, ses « vœux » étaient exaucés. L'anecdote en dit long sur les liens de connivence existant entre la direction d'un des

groupes industriels les plus puissants d'Allemagne et du monde, le chancelier social-démocrate (Schröder a longtemps siégé au conseil de surveillance de VW, en tant que représentant du Land de Basse-Saxe ; il est un « ami » de Piëch) et des sommets des directions syndicales [1]. Elle montre surtout l'importance accordée à cet accord. L'analyse du contenu de ce dernier – valable d'octobre 2002 à fin mars 2006 – permet rapidement de comprendre pourquoi.

UN PROJET D'ENSEMBLE

VW veut lancer à l'automne 2002 la

production en Allemagne (à Wolfsburg, la ville de VW dans un premier temps, à Hannover, peut-être, dans un deuxième temps) la production d'un nouveau modèle de véhicule, du type de la « Scénic » de Renault, construit sur la plate-forme de la Golf. Pour cela, VW a créé une nouvelle société – Auto 5 000 – et a mis au point un « projet pour entièrement redéfinir et réorganiser l'ensemble du processus de production et de distribution. Cela signifie que toute la production, de la planification à la finition et jusqu'à la distribution, est entièrement rationalisée dans une conception d'ensemble. » (IG Metall Newsletter, août 2001, www.igmetall-bezirk-hannover.de)

Un des fils rouges de cette réorganisation est l'objectif de réduire le délai entre la commande du client et la livraison du véhicule à 15 jours. VW veut ainsi acquérir un avantage concurrentiel important et se donner les moyens d'augmenter sa rentabilité, en réduisant les stocks immobilisés et en accélérant les cycles de production. Une des conséquences de cet objectif est une redéfinition décisive des conditions de travail, des droits des salarié·e·s et du type de contrat qui les lie à leur employeur. C'est ce que fait l'accord signé avec IG Metall.

L'accord 5 000 x 5 000 ne porte donc pas seulement sur le salaire, le temps de travail et la flexibilité. C'est un accord qui prétend refaçonner les rapports mêmes entre employeur et employé·e·s. De plus, c'est un accord qui est conçu pour faire modèle : ce qui a été expérimenté ici pourra être repris demain, sous une forme ou une autre, dans l'ensemble du groupe VW, et plus largement encore. C'est bel et bien un accord « révolutionnaire ».

CRÉER UN

NOUVEAU »

Pour atteindre cet objectif, VW reprend à son compte l'utopie stalinienne : créer un travailleur nouveau. La multinationale a en effet besoin de « ressources humaines » totalement malléables et pouvant devenir un rouage de la machinerie conçue pour produire plus, dans des délais toujours plus courts. Pour atteindre ce but sans provoquer trop de résistances, la caution syndicale est nécessaire. Ainsi Auto 5 000 ne va engager que des chômeurs hommes et femmes, 3 500 pour la première étape, 1 500 pour la seconde, si elle a bien lieu. Ce choix est présenté comme un « signal » dans la lutte contre le chômage. Le but effectif est autre : réunir un ensemble d'hommes et de femmes toutes et tous fragilisés par l'expérience du chômage, n'étant plus inséré·e·s dans des collectifs nourrissant les solidarités, ayant perdu les repères de ce qui est acceptable et de ce qui ne l'est pas dans les rapports de travail, bref disponibles pour s'adapter aux contours du nouveau moule VW.

A l'origine, VW voulait d'ailleurs ne les engager que pour une durée déterminée de 3 ans. Il fallait créer une sorte de salarié·e·s durablement précaires, mercenaires à engager de cas en cas sur les champs de bataille de la course à la compétitivité. Ce point a été abandonné, mais tout le dispositif mis en place concourt néanmoins à cet objectif [2].

FORMATION,

DÉFORMATION

Recrutés, ces anciens chômeurs devront se former. Durant trois mois, la

formation sera financée par l'assurance chômage. Puis, dès octobre 2002, elle se poursuivra durant six mois en entreprise, avec un salaire inférieur de 500 DM à la rémunération de base. Cette période terminée, les salarié·e·s d'Auto 5 000 continueront à suivre une formation hebdomadaire, de 3 heures en moyenne, dont la moitié seulement se fera sur le temps de travail payé. Ce dispositif est, bien sûr, présenté comme une contribution supplémentaire de VW à la lutte contre le chômage, dans le sillage de l'idée largement diffusée, y compris par des responsables syndicaux, qu'un « déficit » de formation serait une cause majeure de la faible « employabilité » des sans-emplois.

On peut parier que l'objectif réel est double et fort différent.

Premièrement, une formation technique, brève et directement articulée à la production, contribue à tisser des liens de dépendance/fidélité à l'égard de l'entreprise Auto 5 000 dans un premier temps, du groupe VW dans un second (durant la durée de l'accord, d'octobre 2002 à mars 2006, les salarié·e·s d'Auto 5 000 ne pourront pas être engagés par d'autres sociétés du groupe Volkswagen). Deuxièmement, cette formation ne vise pas seulement à l'acquisition de connaissances techniques, mais également de « compétences sociales », correspondant à l'exigence patronale d'identification des salarié·e·s à l'entreprise et à ses objectifs. Selon le contrat approuvé par IG Metall, il s'agit d'inculquer aux salarié·e·s « la capacité de coopérer et de communiquer, l'ouverture aux nouvelles formes de partage du travail ; la capacité à résoudre les conflits de manière coopérative et la capacité à venir à bout des tâches en travaillant en équipe, en développant

son sens des responsabilités et en intégrant de hautes exigences en matière de qualité. » (Qualifizierungsstarifvertrag, art. 2)

FLEXIBILITÉ : NO LIMITS !

La durée de référence du temps de travail est de 35 heures. Cette règle générale, pouvant apparaître « gênée » vue depuis la Suisse, est la couverture pour une flexibilisation sans limite. Les travailleurs français qui ont eu l'opportunité de mesurer amplement ce que cela peut vouloir dire depuis qu'ils ont subi l'application des lois Aubry, sauront tout de suite apprécier.

L'horaire de 35 heures signifie en premier lieu que la fameuse semaine de 4 jours (28,8 heures) du « modèle VW », édition 1993, est officiellement morte et enterrée (pratiquement, cela fait des années que les horaires effectifs dépassent les 28,8 heures). La multinationale a ainsi réussi à imposer, fait sans précédent depuis longtemps en Allemagne, un allongement de la durée normale – et pas seulement effective – du temps de travail. La direction de VW avait même commencé les négociations en exigeant un horaire de 42,5 heures hebdomadaires, comme dans les années cinquante et 60 !

2/Le travail est organisé en trois équipes, ce qui est nécessaire pour tenir les délais très courts imposés. Traditionnellement, l'organisation du travail chez VW est en deux équipes. Cela fait plusieurs années que le chef du personnel de VW, Peter Hartz, veut passer aux trois équipes. Un membre du comité d'entreprise des usines VW de Hannovre, Manfred Stöter, le dénonçait déjà au printemps 1997 : « La flexibilité va encore s'accroître. On va probablement bientôt travailler en trois équipes. »

(cf. Page Deux, mai 1997, p. 41) C'est aujourd'hui chose faite, au prix le plus bas, puisque tous les suppléments, y compris pour le travail de nuit, sont inclus dans le salaire forfaitaire de 5 000 DM.

3/La semaine de travail va du lundi au samedi, qui devient ainsi un jour ouvrable comme les autres. La semaine effective de travail pourra par conséquent être de 42 heures. Les équipes du samedi matin seront régulières. En plus, l'entreprise aura le droit de faire travailler chaque année 30 équipes du samedi après-midi. Cela signifie que chaque salarié pourra être contraint de travailler 10 samedis après-midi par an. Sans la moindre compensation.

4/La durée du travail est annualisée. Chaque salarié·e aura un compte temps individuel. A la fin de l'année, son décompte pourra fluctuer dans une bande de plus ou moins 200 heures par rapport à la durée normale calculée sur la moyenne hebdomadaire de 35 heures. Cette marge énorme, correspondant à plus ou moins 6 semaines de travail, est la même que celle imposée par BMW pour l'ouverture, annoncée en juillet dernier, d'un nouveau site de production à Leipzig. C'est une illustration de la manière dont le patronat allemand organise la course au moins disant social, en s'appuyant sur les régions de l'ancienne Allemagne de l'Est, économiquement sinistrées depuis la réunification, et plus largement sur leurs possibilités d'implantation en Tchéquie, en Hongrie, en Pologne, etc.

5/Dans l'accord, le temps de travail est systématiquement désigné par l'expression de « temps de travail produisant de la valeur ». L'hommage indirect à l'analyse marxiste, qui place le travail à la source de la richesse sociale, est à relever, au mo-

ment où des cohortes de syndicalistes et de politiciens « de gauche » rallient, avec armes et bagages, le camp des chantres de l'« économie de marché ». L'enjeu de la précision est cependant plus pratique : c'est une porte ouverte à la chasse systématique au temps mort, à l'exclusion du temps de travail payé de toutes les plages de présence ne « produisant [pas] de la valeur ». L'enjeu n'est pas mineur, puisque la définition concrète des horaires de travail fera l'objet de négociations ultérieures, et probablement permanentes.

LE RETOUR DU TRAVAIL

À LA TÂCHE

La nouveauté la plus radicale de l'accord est la réintroduction dans les faits du travail à la tâche.

Chaque jour, chaque équipe – qui est organisée en team, c'est-à-dire avec une responsabilité collective – aura des objectifs, quantitatifs et qualitatifs, à atteindre. Le contrat prévoit que ces objectifs, et les effectifs correspondants, seront fixés d'un « commun accord entre la direction le comité d'entreprise ». Comme dans le cas du travail aux pièces, la direction pourra stimuler la concurrence entre équipes pour pousser progressivement les exigences vers le haut. L'accord fait d'ailleurs explicitement référence à la méthode des « benchmarks » – la méthode des « niveaux de référence », courante pour imposer des niveaux de rentabilité financière croissants – pour l'établissement des objectifs. Or, si ces objectifs ne sont pas atteints, l'équipe devra immédiatement poursuivre son travail, jusqu'à la réalisation pleine et entière de l'objectif fixé.

Si cela tient à des raisons dont la responsabilité peut être attribuée à l'em-

ployeur, ce travail supplémentaire sera comptabilisé dans le compte temps des travailleurs concernés. Si le retard est considéré comme imputable à l'équipe, les heures supplémentaires que celle-ci devra faire ne seront pas payées. En cas de désaccord à ce sujet, les « partenaires sociaux » trancheront dans un délai d'une semaine, avec possibilité de recours à une instance d'arbitrage.

Inutile de spéculer sur la manière dont les disputes sur cette « responsabilité » se trancheront.

L'essentiel est ailleurs : ce nouveau type de « travail à la tâche » plonge structurellement les salarié·e·s dans une situation où ils sont contraints de reprendre totalement à leur compte les objectifs de production de l'entreprise, sous peine de voir leurs journées de travail s'allonger fortement. Ce dispositif est indispensable pour VW, car cette obligation d'atteindre les objectifs quotidiens de production, à tout prix, est la condition pour tenir, avec des effectifs minimums, un planning de production extrêmement contracté par la contrainte du délai de 15 jours entre commande et livraison. Mais il signifie en même temps un nouveau degré dans la subordination des salarié·e·s aux exigences de l'entreprise : le salarié cumule en effet les contraintes caractéristiques du contrat de travail avec les obligations typiques du contrat commercial.

DÉGRINGOLADE...

ESCALIER PAR ESCALIER

Le syndicat IG Metall, soucieux de « vendre » cet accord, insiste sur le fait que les salaires versés – 5 000 DM – sont conformes à ceux fixés par le contrat collectif valable dans l'industrie des machines du Land de Basse Saxe. Voilà une «

bonne nouvelle », qui a pour fonction d'en cacher de nombreuses autres, nettement moins bonnes.

1/Le salaire mensuel sera en fait de 4 500 DM. S'y ajoutera un bonus annuel minimum de 6 000 DM. C'est ainsi qu'on arrive au chiffre de 5 000. En fonction de la « marche des affaires », seront aussi versés un « bonus personnel au mérite » et une

« participation aux résultats ». L'éclatement de la rémunération – salaire de base, salaire « au mérite », primes – est ainsi entériné.

2/Ce n'est qu'en tenant compte de l'ensemble de ces primes – dont certaines ne sont pas encore définies – que la rémunération annuelle des salarié·e·s d'Auto 5 000 sera équivalente à celle d'un travailleur de l'industrie

LE « MODELE VW », MODELE 1993

VW n'en est pas à son coup d'essai. En 1993, la multinationale a signé avec le syndicat IG Metall son fameux accord sur la semaine de « 4 jours ». Officiellement, cet accord devait permettre de « sauver 30 000 emplois » en Allemagne. Pour cela, la durée du travail des salarié·e·s était officiellement réduite à 4 jours par semaine, soit 28,8 heures hebdomadaires au lieu de 36. Le salaire annuel global était réduit proportionnellement, les diverses primes annuelles permettant d'effectuer cette coupe sans toucher fortement au salaire mensuel. Les coûts salariaux des usines VW en Allemagne ont ainsi baissé de 20 %. Le « modèle VW » était né : nombre de responsables syndicaux et de politiciens « de gauche » s'en sont emparés pour « prouver » qu'il serait possible d'établir un nouveau compromis social, ménageant à la fois les exigences de rentabilité des entreprises et les besoins des salariés.

Cette présentation idyllique ne correspond pas à la réalité.

1. Le « modèle VW » n'a pas stoppé le processus de suppressions d'emplois chez VW : ils ont chuté dans ses usines d'Allemagne de 128 000 en 1991 à 95 000 en 1997 (Die Zeit, 11 avril 1997).

2. Le passage à la « semaine de 4 jours » a été le point de départ pour imposer une flexibilité très large aux salarié·e·s et pour faire éclater les collectifs de salarié·e·s. Plus de 150 modèles d'horaires de travail différents ont été mis en place. Dès la reprise des affaires, les heures supplémentaires se sont multipliées, les 28,8 heures hebdomadaires oubliées.

3. La caution syndicale apportée au « modèle VW » a crédibilisé une idée particulièrement pernicieuse : face au chômage, ce seraient aux travailleurs de « partager » le travail, et les revenus, entre eux. Car les profits sont, eux, intouchables.

De fait, le « modèle VW » de 1993 a accompagné une restructuration de la multinationale qui en a fait, dans la seconde moitié des années quatre-vingt-dix, une entreprise en pleine expansion et extrêmement rentable. Aujourd'hui, le groupe VW contrôle 18,8 % du marché automobile européen, 3 % de plus qu'en 1993, et il a distancé tous ses concurrents. Quant aux profits déclarés, ils ont plus que triplé de 1997 à 2000, pour atteindre près de 1,8 milliard de dollars (Business week, 23 juillet 2001).

des machines du Land de Basse-Saxe durant ses trois premières années de travail. Il faut savoir que le niveau des salaires du contrat de Basse-Saxe est nettement inférieur à celui du contrat collectif de VW. En 1997 déjà, la direction de VW, qui voulait engager du personnel temporaire pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre sur ses chaînes tournant à plein régime, avait utilisé le même artifice pour imposer des niveaux de salaires différents pour des postes de travail équivalents (cf. Le Gutenberg, 15 mai 1997). Quoi qu'en dise IG Metall, c'est donc bel et bien à un processus d'ébranlement des normes contractuelles – par mise en concurrence entre elles – que contribue cet accord.

3/L'introduction d'un salaire unique pour tous les salarié·e·s – à l'exception des cadres, tout de même ! – peut être perçu comme une mesure d'égalité. Mais alors d'égalité de caserne, taillée sur mesure pour le patronat ! Car elle aboutit, d'une part, à un nivellement des niveaux de rémunération vers le bas. Et, d'autre part, elle revient à exproprier les syndicats et les salarié·e·s de la possibilité de négocier collectivement leurs salaires, en fonction de leur qualification et de leurs années d'expérience notamment. C'est l'employeur qui, dans un acte d'autorité, fixe ce dont le « bon peuple » a besoin pour vivre : 5 000 DM.

20 % d'économie... qui dit mieux ? Pour faire avaler la pilule, VW a offert une « participation élargie » aux représentants du syndicat et du personnel, au sein du Comité d'entreprise et du Conseil de surveillance (l'équivalent du conseil d'administration), dont la moitié des membres seront des représentants du personnel. L'expérience même de la négociation de ce contrat « 5 000 x 5 000 »

montre cependant comment ce type de « participation » est davantage une manière d'impliquer le syndicat dans la mise en œuvre des contre-« révolutions » imposées par le patronat – ce qui est un moyen très efficace pour désamorcer l'opposition potentielle parmi les salarié·e·s – qu'un point d'appui pour aider les salarié·e·s à défendre leurs droits.

VW, d'ailleurs, ne se prive pas de diffuser un chiffre qui, à lui seul, est l'indice synthétique de à qui profite cet accord : l'entreprise compte réaliser une économie de 20 % par rapport à ce qu'elle aurait dû déboursier si elle avait dû appliquer le contrat collectif VW. En d'autres termes, 20 % de perdus par les futurs salarié·e·s d'Auto 5 000 ; et 20 % qui vont alimenter la concurrence au moins disant social, que le patronat allemand est décidé à accélérer dans les mois à venir.

GOUT DE SANG POUR

LE PATRONAT

ALLEMAND...

L'accord « 5 000 x 5 000 » a en effet comme un goût de sang pour les requins du patronat allemand. Depuis des années, celui-ci fait campagne pour briser, dans les faits, le système de contrats collectifs de travail nationaux, pour « rompre la poigne de fer de la loi du travail » selon la formule de l'hebdomadaire des milieux d'affaires américains, Business week (13 août 2001). L'accord signé par IG Metall lui confirme qu'il leur est possible, en utilisant sans vergogne le bras de levier du chômage, d'imposer des exceptions massives aux contrats existants. La porte à l'éclatement du dispositif contractuel est ainsi encore davantage ouverte. Les employeurs vont s'y engouffrer, com-

me ils se sont engouffrés dans l'ouverture du premier « modèle VW » pour accélérer la généralisation de la flexibilité.

Le quotidien du patronat italien, Sole 24 Ore, tire, dans un article de une de son édition du 2 septembre 2001, la leçon – très profitable pour tout le patronat européen – de l'accord « 5 000 x 5 000 » : « Les multinationales et, de manière générale les entreprises qui sont en compétition avec des concurrents dans le monde entier doivent réagir aux défis auxquels ils sont confrontés, y compris en se débarrassant des obligations imposées par des réglementations locales. Si possible avec l'accord des syndicats ; sinon, sans cet accord et en s'adressant directement aux salarié·e·s. [...] La morale [de l'accord chez VW] est simple : des pratiques limitées jusque-là à l'Amérique du Nord et au Sud-Est asiatique pénètrent dans le syndicalisme allemand. Mais si l'on veut avoir 5 000 postes de travail, il faut s'adapter à la logique du marché global. A la fin, le syndicat l'a compris. »

Cet accord est aussi une indication de quel côté de la balance pèse le gouvernement, le parti social-démocrate et ses nombreux relais au sein des appareils syndicaux. A condition, élections en 2002 obligent, que les patrons permettent aux syndicats de « sauver la face » en participant à des « négociations » et en pouvant exhiber quelques « résultats » – plus de « participation » par exemple – le chancelier Gerhard Schröder pèsera de tout son poids sur les directions syndicales pour qu'elles se montrent « raisonnables », au nom de la « lutte contre le chômage ».

Au début de l'année déjà, ce mécanisme – renforcé par les interventions de la Banque centrale européenne (BCE) contre les revendica-

tions salariales « exagérées » – avait étouffé la campagne salariale des syndicats, qui a abouti à des résultats très faibles. L'accord signé chez VW en août va encourager le patronat allemand à encore augmenter la pression en vue de la prochaine ronde de négociations, fin 2001/début 2002. La nouvelle récession qui plane sur l'économie mondiale va également peser. Les salarié·e·s d'Allemagne auront donc à faire à forte partie et, par ondes de choc, chaque recul qu'ils subiront se répercutera négativement sur le rapport de force des salarié·e·s des autres pays d'Europe.

LEÇONS

D'UNE FAILLITE...

Cet accord montre enfin que, sur la ligne de la collaboration et de la capitulation syndicales, il n'y a pas de terminus... On peut toujours tomber plus bas. Le premier « modèle VW » était censé contribuer à stopper l'hémorragie de la perte d'emplois. Il n'en a rien été (cf. encadré) ; par contre, il a provoqué une première hémorragie des droits des salarié·e·s, en ou-

vrant complètement la vanne de la flexibilité. Huit ans plus tard, la direction de VW impose le franchissement d'un nouveau palier : c'est l'accord « 5 000 x 5 000 », une nouvelle fois accepté au nom de la lutte contre le chômage.

La leçon est claire, et valable pour l'ensemble des organisations syndicales et des forces politiques se disant de gauche. L'acceptation du cadre de l'« économie de marché » – du capitalisme, en clair – comme la seule forme d'organisation possible de l'économie désarme complètement les salarié·e·s et leurs organisations : ils n'ont plus rien à opposer aux exigences patronales, présentées comme autant de conséquences inévitables de la course à la compétitivité, permanente dans une économie capitaliste. Chaque concession, justifiée aujourd'hui comme étant la part du feu, ne contribue pas à relâcher la pression, au contraire. Elle alimente la poursuite, demain, de la course au moins disant social. Elle désoriente les salarié·e·s et rend plus difficile l'organisation d'une résistance.

Bloquer cette spirale descendante

exige de renverser la perspective. Le respect des droits des salarié·e·s, qui constituent la très grande majorité de la population, doit devenir le point de départ pour déterminer à quoi les ressources de la société sont utilisées et comment l'économie est organisée. Cela suppose de mettre un terme à l'autocratie d'une infime minorité de grandes fortunes et de puissants actionnaires qui, adossés à leur propriété privée, imposent leurs choix et ravagent des entreprises ou des régions entières, au nom de la course au profit. Dans l'immédiat, cela exige un refus sans concession aux prétentions patronales sans cesse croissantes. Ce rejet ne pourra s'imposer que s'il est porté par un salariat convaincu de ses droits et par conséquent solidaire. C'est à cela que devraient œuvrer les organisations syndicales, et non pas à cultiver la résignation et la collaboration, au nom d'une politique du « moindre mal ».

* L'auteur est membre de l'organisation suisse SolidaritéS.

Notes

[1]. Klaus Zwickel, le président de IG-Metall, est au cœur de la polémique en Allemagne. Membre du conseil de surveillance de Mannesmann au moment du rachat de ce groupe par Vodafone, en 2000, il était également l'un des quatre membres du « comité de rémunération » du groupe – avec Joachim Funk, président du conseil de surveillance, Jürgen Ladberg, un autre membre du conseil de surveillance et Josef Ackermann, un des patrons de la Deutsche Bank. Zwickel a à ce

titre participé aux décisions qui ont confirmé la distribution de « parachutes d'or » de 147 de millions de DM aux très hauts cadres de Mannesmann, à commencer par 59 millions pour le seul Klaus Esser, l'ancien patron (Financial Times, 22 août 2001). Un choix très syndical s'il en est, qui illustre le type de réseaux sociaux dans lesquels baignent les sommets des grandes organisations syndicales allemandes.

2. L'histoire enseigne qu'entre ce type d'« utopie » patronale et la réalité, le chemin est souvent long et plein de surprises. Plus d'une fois des salariats, que des patronats

voulaient refaçonner de toutes pièces, se sont rebiffés, de diverses manières. Stéphane Beaud et Michel Pialoux en donnent un exemple récent dans le récit qu'ils font de la reprise en main patronale des usines Peugeot dans les années quatre-vingt et des tentatives de la direction d'y minoriser la vieille garde d'ouvriers syndicalistes et de gauche par une nouvelle génération, marquée par le chômage. (Cf. Retour sur la condition ouvrière : enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard, Fayard, 1999)

Depuis deux ans, Carré Rouge, de même que certaines organisations syndicales (surtout des syndicats SUD), a reçu la visite d'un groupe de militants allemands, dont la base est surtout située à Berlin et en Rhénanie. Ce groupe (dont le nom est « 48ème semaine », moment de sa réunion annuelle) est une création originale, «sui generis», de la situation politique allemande, un héritage de la division de l'Allemagne et de la double emprise, politique et syndicale, de la social-démocratie et du stalinisme. Ce groupe se réunit régulièrement depuis plusieurs années dans des journées d'études et des réunions débats et ses membres se concertent sur le plan syndical. Ses membres ont les origines les plus diverses : anciens militants de l'extrême gauche des années 70, appartenant surtout au début à des groupes maoïstes, libertaires, rejoints plus tard par des militants du Parti Communiste de l'ancienne RDA et de groupes trotskistes. Tous ont une activité intense dans des groupes d'opposition syndicale. Le groupe a entrepris une critique du marxisme politique, dans sa version stalinienne, mais aussi dans ses versions trotskistes, sur la théorie de la prise du pouvoir et sur l'instrumentalisation du mouvement social. Il défend la nécessité d'un approfondissement de la critique de l'économie politique. Le groupe reconnaît en Paul Mattick l'un des théoriciens qui l'ont le plus influencés au début. Aujourd'hui il a engagé un débat critique avec et contre beaucoup des positions de revues comme Krisis (dont Robert Kurz est le représentant le plus connu). Le groupe se sépare de beaucoup de celles-ci par l'activité syndicale que mènent ses militants. Contre ceux qui disent «il faut une autre politique», le groupe répond : il faut plutôt et surtout un autre mouvement social, très différent de celui des anciens organisations politiques et syndicales, avec des relations très différentes, tant sur le plan interne que sur celui des rapports à l'égard des mouvement sociaux et des travailleurs.

En provenance d'Allemagne

« Nos thèses »

1/ Le point de départ de toutes les idées d'une « transformation sociale » possible en direction d'une société non-capitaliste ne peut être que la réalité même du capitalisme. Le possible est inscrit au cœur du réel, sinon il n'est que la projection d'un souhait. Un « anti-capitalisme » qui est « à la recherche de voies pour sortir du capitalisme » ou « en quête d'alternatives sociales » cultive une négation abstraite de la réalité, ou même la capitulation intellectuelle devant cette réalité. Le défi décisif aujourd'hui consiste à développer une idée concrète de la négation pratique du capitalisme ; cette dernière ne peut naître que de la compréhension de la Praxis dominante. Pour cela, l'outil fondamental est fourni par la critique marxienne de l'économie politique.

2/ Le noyau et le pivot de toute critique du capitalisme résident dans la critique de la propriété privée des moyens de production. La critique traditionnelle des sociaux-démocrates et des communistes n'était qu'une demi-critique. Elle n'a pas dépassé la contradiction de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre les possédants et les non-possédants. Or, la propriété privée introduit aussi une opposition au sein des possédants, mettant dès lors en concurrence les différentes entreprises et les salariés de ces dernières ; et – plus important – la propriété privée (c'est-à-dire l'échange sous l'égide des capitalistes privés) donne aux produits la forme-valeur et requiert la monnaie. Ce sont ces formes autonomisées du temps de travail social qui, en tant que « contraintes réifiées », dominent les êtres humains et qui font de la valorisation de la valeur, de l'emprise accrue du pouvoir privé sur le temps de

travail social, un objectif pour soi, les faisant apparaître comme conditions naturelles de la production. C'est sur ces contraintes autonomisées et reconnues par la société que se fonde « l'horreur économique », et non pas sur les individus qui exécutent ces contraintes.

3/ Le développement continu de la propriété privée, comme objectif en soi, crée simultanément les conditions pour l'abolir, la dépasser. La propriété privée est le résultat du développement de la division sociale du travail, et c'est le développement de cette division sociale du travail qui rend superflue la propriété privée, faisant d'elle une entrave. Car cette division sociale du travail associe tous les producteurs parcellisés dans un processus social de production supranational, dont chaque partie dépend de l'autre. Grâce aux moyens modernes de transport et de communication, cette division sociale pourrait être organisée comme un rapport social direct et immédiat, sans l'intervention des rapports marchands et de l'argent qui divisent, et en rendant possible de la sorte la réalisation d'objectifs sociaux jusqu'ici étouffés ou partiellement bloqués.

4/ La production socialisée (les termes de mode de production socialiste ou communiste ne sont ici que des synonymes) comporte donc une double abolition-dépassement (Aufhebung) – verticalement et horizontalement – de la propriété privée des moyens de production. L'appropriation des moyens de production par les producteurs et l'abolition de la gestion capitaliste de la production sont incomplètes, si elles n'incluent pas l'organisation des rapports directs et coopératifs entre les entre-

prises (comme producteurs et consommateurs productifs, autrefois concurrents) et l'organisation des rapports coopératifs entre les entreprises et les consommateurs individuels, privés ou publics. C'est alors seulement que l'on peut parler de « régulation coopérative du travail global » Marx, Critique du Programme de Gotha, 1875).

5/ La production socialisée n'est compatible ni avec une économie dirigée centralement ni avec la persistance des rapports marchands et monétaires. Le travail social ne peut être planifié, dirigé à partir d'un lieu supérieur (un centre de planification) ; il peut être organisé sciemment et en toute responsabilité uniquement par les producteurs eux-mêmes, agissant au service de la consommation individuelle, privée et publique, et en vue d'un perfectionnement humain et écologique optimal des processus de production. De même, le travail social global ne doit plus être distribué de manière administrative. L'objet de la planification ne peut être que d'opérer des changements dans la distribution et dans la composition données du travail social d'ensemble. La centralisation volontaire des projets et des directives de la planification doit correspondre au principe de subsidiarité et doit être réduite à un minimum social effectivement nécessaire.

6/ La possibilité de la production socialisée ne peut devenir réalité que lorsque la grande majorité des (jusqu'alors) salarié(e)s veut la réaliser et la réalise elle-même, pas seulement sur une échelle nationale, mais supranationale, par exemple dans le cadre de l'Europe de l'Ouest. Une production socialisée contre la volonté ou même contre une majorité

indifférente des producteurs est une contradiction en soi. Entrent aussi en contradiction avec cet objectif tous les concepts de parti et de révolution qui s'orientent vers la constitution et la formation d'un sujet autoproclamé, substitutif.

7/ La question du pouvoir politique ne peut être séparée ni au plan temporel ni au plan organisationnel de la transformation économique. La forme politique dans laquelle la libération du travail devient possible ne peut naître que de la forme organisationnelle adoptée par les producteurs associés (comme par exemple « les comités d'usines » lors de leur occupation à Turin en 1920). La pensée « étapiste » – d'abord la prise du pouvoir politique, ensuite, plus tard, la transformation sociale en tant qu'œuvre d'un gouvernement-parti socialiste/communiste – constitue un obstacle sur ce chemin. Il en va de même pour les formes traditionnelles d'organisation du mouvement ouvrier, c'est-à-dire, d'une part, les partis parlementaires et, d'autre part, les syndicats se limitant à un strict syndicalisme. Les partis parlementaristes prêchent exclusivement la confiance dans l'État et ils ne cultivent qu'une mentalité de délégation. Les syndicats qui considèrent les salariés uniquement comme salariés, les enchaînent à la propriété privée et les empêchent, de ce fait, de se concevoir en tant que producteurs associés.

8/ « Toute vie sociale est par essence pratique. Tous les mystères qui détournent la théorie vers le mysticisme trouvent leur solution rationnelle dans la pratique humaine et dans la compréhension de cette pratique » (Marx, 8^e thèse sur Feuerbach). Le mystère qui empêche les salariés de comprendre la pratique de

la production capitaliste et la possibilité directe d'une production socialisée réside dans la forme-valeur des produits et leur dédoublement en marchandise et monnaie.

L'ancien « marxisme de parti » a considéré la solution rationnelle de ce mystère comme n'étant pas nécessaire ou même comme relevant de l'impossible. Or ce mystère est tout à fait intelligible à partir des modalités de gestion aliénée du temps de travail social, sous la contrainte de la propriété privée. Sans le développement d'une critique fondée empiriquement, on ne peut pas briser le pouvoir idéologique du fétichisme de la monnaie et du capital. La connaissance que la terre est ronde n'a pas fait disparaître l'apparence qu'elle est plate, et pourtant cette connaissance s'est universalisée. De manière analogue, la connaissance se doit d'ouvrir de nouvelles voies pour l'entendement pratique de la forme valeur et de la forme capital. Cela signifie que la théorie (la critique de l'économie politique) doit se traduire en pratique pour préparer la perspective d'une nouvelle Praxis sociale. La production sociale n'a pas besoin d'une théorie spéciale, mais elle a besoin d'une idée claire et simple d'une Praxis consciente d'elle-même.

Dans l'éditorial de Carré Rouge n°18, nous avons mis en évidence la très grande importance politique du mouvement Kabyle du printemps de 2001. Nous avons mis l'accent d'abord sur la portée générale d'un grand nombre de ses revendications, donc de l'écho qu'elles avaient eu à Alger et dans toute l'Algérie, et ensuite sur l'importance du mouvement d'auto-organisation. Mohamed Arabi est enseignant en économie à l'Université de Béjaïa et militant syndicaliste universitaire, membre du conseil national des enseignants du supérieur (CNES). A ce titre, il a contribué à la naissance et à toute l'activité du comité populaire de la Wilaya de Béjaïa (CPWB), dont l'originalité est d'être lié au mouvement syndical et d'avoir exprimé son indépendance par rapport au « traditionalisme » berbère. Mohamed Arabi a fait partie d'une délégation de militants invités en France par la LCR à l'occasion de son université d'été. Nous avons fait sa connaissance à cette occasion et il nous a envoyé cet article fin septembre.

Après les attentats du 11 septembre, la résistance opposée par la Kabylie au FIS et à l'islamisme autant qu'au régime militaro-mafieux d'Alger, fait du mouvement que ce peuple a secrété un point d'appui exemplaire en terre musulmane pour un combat d'émancipation progressiste et laïque.

Lumière et ombres du printemps noir de Kabylie

La révolte qu'a connue l'Algérie (en général) et la Kabylie (en particulier), pendant le printemps et l'été 2001, constitue sans nul doute un événement sans précédent dans l'histoire de l'Algérie indépendante. L'onde de choc de cet événement, qui a provoqué des changements importants des rapports de force dans la société et au sein même du pouvoir, ne cessera

de retentir dans les années à venir et aura certainement des conséquences positives pour les luttes sociales futures.

LES PARTICULARITÉS

DU « PRINTEMPS NOIR »

Il n'est nullement dans notre intention de sous estimer l'importance des événements antérieurs (printemps

berbère en avril 1980, la révolte de la jeunesse algérienne d'octobre 1988, les événements de juin 1998 ayant suivi l'assassinat du chanteur Matoub Lounes, etc.), mais il faut reconnaître que l'événement en question présente de nombreuses particularités.

La première concerne le nombre de victimes. Il s'élève à près d'une centaine de morts et des milliers de blessés (dont plusieurs handicapés à vie)^[1] de sorte qu'entre nous nous parlons du « printemps noir ». Ensuite il y a la nature des confrontations dans la rue, où nous avons assisté à des batailles rangées entre les manifestants et les forces de répression. Dans de nombreuses localités de Kabylie, les locaux de groupements de gendarmerie ont été pris d'assaut par des citoyens, décidés à en découdre violemment avec le pouvoir. Dans des centaines de villages et de quartiers les insurgés aux mains nues ont élevé des barricades de fortunes (pneus en flamme, troncs d'arbres, ferrailles, etc.) pour faire face à l'offensive et à la répression aveugle des forces de sécurité (les URS ^[2] et la Gendarmerie). Dans un soulèvement qui rappelle l'intifadha des jeunes et des enfants palestiniens, les révoltés algériens n'ont eu pour armes que des pierres et des cocktails Molotov.

Contrairement aux précédents événements, qui se sont estompés au bout de quelques jours de confrontation, le soulèvement du printemps noir s'est poursuivi pendant plusieurs mois (avril, mai, juin, juillet, août). Ce qui traduit en soi la radicalité et la détermination des citoyens à venir à bout des forces de répression. Pour donner une image et faire ressortir la particularité de cet événement, il suffirait de rappeler que jusqu'à aujourd'hui (fin septembre 2001) les

éléments de la gendarmerie sont interdits de circulation en Kabylie ; cela est imposé par les citoyens qui ont décidé la mise en quarantaine de ce corps de sécurité. Pointer le bout de son nez en dehors des casernements qui les abritent, cela équivaut à une provocation qui tournerait instantanément en émeutes, comme cela s'est produit à Tizi Ouzou et à Béjaïa (les deux principales villes de la Kabylie).

LA NATURE

DU MOUVEMENT

DU « PRINTEMPS NOIR »

Certains esprits crédules laissent croire (et colportent même à travers des analyses publiées dans les journaux algériens, des idées malencontreuses – pour certains à dessein -) que l'origine de l'événement résiderait tout bêtement dans l'assassinat du jeune lycéen Guermah Massinissa (dans le département de Tizi Ouzou) et l'interpellation illégale par la gendarmerie de jeunes collégiens de Oued Amizour (dans le département de Béjaïa). Comme si un mouvement populaire drainant des centaines de milliers de citoyens pouvait être réduit à une histoire de « règlement de compte » des jeunes avec les forces de répression. D'autres – un peu plus malins – clament que l'origine de l'événement résiderait dans les revendications traditionnelles de la Kabylie, relatives à la langue et à l'identité berbère.

Il n'en est rien. D'anciens militants berbéristes ^[3] ont reconnu eux-mêmes, à travers des déclarations, que la révolte n'avait absolument rien à voir avec les revendications ethniques. Nous avons assisté pendant l'événement du printemps noir à la naissance d'un mouvement démocratique et fondamentalement social,

qui a inscrit sur son étendard, principalement, la lutte contre toute forme de hogra ^[4]. L'assassinat de Guermah et l'interpellation des collégiens constituent la goutte qui a fait déborder le vase, provoquant les tueries et l'embrassement généralisé pendant plusieurs semaines.

Quant au contenu (« le plein ») du vase, peu d'analystes (particulièrement en Kabylie) s'y sont intéressés. Il concerne autant l'Algérie dans son ensemble que la Kabylie.

LA SITUATION

ALGÉRIENNE À LA VEILLE

DES PREMIERS

AFFRONTEMENTS

Il est utile de rappeler qu'à la veille des événements (13 avril) Bouteflika venait de fêter ses deux années à la tête de l'État. Deux années qui auront largement suffi pour dissiper toutes les illusions semées par l'ancien Ministre des affaires étrangères et proche collaborateur de l'ancien Président Boumediène ^[5]. Le bilan est on ne peut plus négatif.

Au plan politique, le projet de concorde civile (septembre 1999) a lamentablement échoué en raison du refus catégorique de la majorité des groupes armés de répondre à « l'offre » de paix du pouvoir ^[6]. Même ceux qui, parmi les terroristes, ont accepté de « se repentir » ont regagné le maquis quelques mois plus tard ^[7]. La fin du climat d'insécurité, qui a semé des morts par milliers parmi la population civile durant la décennie 90, et la paix promise sont ainsi renvoyées aux calendes grecques. Par ailleurs, il faut relever l'échec des réformes relatives aux institutions de l'État (éducation, instances élues et autres administra-

tions publiques), qui devaient constituer un des axes fondamentaux du projet de Bouteflika. Lesdites réformes des institutions avaient pour objectifs, pour ainsi dire, la réadaptation de leur fonctionnement par l'introduction de pratiques dites « rationnelles » et « modernes » et, ainsi, mettre fin aux pratiques qui avaient pour noms : le clientélisme, le régionalisme, le tribalisme, le népotisme et que sais je encore.

C'était compter sans le refus catégorique signifié par les forces conservatrices (les nationalistes du FLN et les partis islamistes dits modérés) à l'endroit des réformes en question. On peut citer un exemple concret pour illustrer ce constat. Après dix-huit mois de réflexion menée par des universitaires et autres experts dans le cadre de la commission de réforme du système éducatif [8], ayant débouché sur la nécessité de procéder à la refonte de l'institution éducative, Bouteflika a été contraint de céder devant les pressions des conservateurs et de retirer le projet. Une panoplie d'autres projets ont connu le même sort ; le grandiloquent Bouteflika n'avait d'autres choix que de se murer dans un immobilisme étouffant.

Les lois de l'inertie se sont intégralement appliquées par rapport au fonctionnement d'un régime moribond et sénile. La majorité de la population algérienne ne se faisait plus d'illusion sur la promesse de changements de régime. Les tenants du pouvoir ont opté pour « l'auto-entretien » par le biais d'une manne pétrolière destinée essentiellement à irriguer les intérêts des couches parasitaires (la hiérarchie militaire et les nouveaux riches parmi les pseudo-entrepreneurs de l'import-import) étroitement liées aux appareils politiques (institutions et partis).

L'option (illusoire) faite en faveur d'un changement du régime de l'intérieur, semée par des partis démocrates de droite (RCD, ANR, PRA) [9] pour justifier leur intégration au gouvernement de Bouteflika, s'est révélée contradictoire avec le projet démocratique dont se réclame la majorité des Algériens. Elle est même mortelle pour celui-ci. Lors du « printemps noir » ceux-ci ont montré qu'ils l'avaient compris.

Au plan économique, la même marque d'immobilisme caractérise l'économie algérienne, avec un paradoxe sans pareil, sous le règne de Bouteflika : d'une part une embellie financière et monétaire [10] induisant un record historique au niveau des réserves de change (15 milliards de dollars), d'autre part une récession économique [11] qui dure depuis plus de dix ans, induite par l'asphyxie de l'appareil productif constitué en majorité par les entreprises du secteur public. En l'espace de 13 ans (1988-2001) aucun programme d'investissement conséquent n'a été enregistré ; les entreprises publiques, naguère productrices de richesses et sources de revenus pour des millions de travailleurs, sont vouées au démantèlement. Avec le recul on se rend aisément compte que les gouvernements successifs, y compris celui de Bouteflika, ont volontairement mis en œuvre des politiques économiques visant à l'affaiblissement des entreprises publiques, pour justifier les programmes de privatisation tous azimuts qui n'excluent même plus celles à caractère stratégique (hydrocarbures, mines etc.).

Au plan social, les programmes de stabilisation (stand by) et le PAS ont eu des conséquences dramatiques sur la population algérienne. Les coupes budgétaires pratiquées dès

le début de la décennie 90 ont eu pour cible principale les secteurs sociaux (éducation, santé etc.). le niveau et la qualité de la formation sont médiocres ; ajoutons à cela le fait que les diplômés, y compris ceux du supérieur, n'auront aucun espoir de trouver un emploi.

Les maladies qu'on croyait disparues à jamais réapparaissent (la méningite, le choléra, la typhoïde... etc.). des milliers d'enfants meurent en Algérie à cause de la malnutrition ou faute de vaccins. Pendant ce temps le monopole de l'importation du médicament est accordé au « cousin » d'un Général, sans la possibilité pour les pouvoirs publics de contrôler les prix de vente.

Le pouvoir d'achat des travailleurs a été divisé par deux en raison d'une inflation galopante durant la période (88-98). Le taux de chômage (qui touche en majorité les moins de 30 ans) frise les 35 %. Ce chiffre effarant trouve son origine dans les centaines de milliers d'exclus du système éducatif en plus de quelques milliers de diplômés des établissements scolaires et universitaires, mais aussi, et surtout, du fait des licenciements pratiqués à grande échelle ayant touché près de 700 000 travailleurs. Pour illustrer le climat social régnant en Algérie il suffirait peut-être d'indiquer que, selon les chiffres officiels du gouvernement (publiés en 2000), près de la moitié de la population algérienne (15 millions d'habitants) vit sous le seuil de pauvreté.

Voilà, en résumé, de quoi était fait « le plein du vase », et qui explique largement le désespoir et le rejet du pouvoir. Ces sentiments ont été exprimés en Kabylie de la façon la plus forte, par ce que la plus organisée, mais ils ont été et sont partagés par la quasi totalité des Algériens, parti-

culièrement la frange jeune parmi les travailleurs et les chômeurs. Ceux qui sont sortis dans la rue pour braver la mort, et ceux dont l'engagement, sans faille, a poussé au sacrifice suprême ont eu le même cri de colère pour signifier leur rejet de l'injustice sociale.

LA FORMATION ET

LA NATURE DES COMITÉS

ET LES DIFFÉRENCES

ENTRE TIZI ET BÉJAÏA

La question de l'organisation constitue un autre trait distinctif par rapport aux événements précédents. Dès que la révolte a commencé à se propager (22 au 22 avril 2001), on a assisté à la naissance de dizaines de comités de villages et de quartiers. Des déclarations portant la signature des dits comités, fusaient de partout, appelant les citoyens à la résistance contre les forces de répression et commençaient déjà à formuler les premières revendications de la population révoltée. Il faut noter que les comités en question ont été créés « spontanément », à l'initiative des citoyens, et cela n'a absolument rien à voir avec les directives des partis. Cela est d'autant plus vrai que les locaux des partis influents en Kabylie (FFS, RCD) ont été les premières cibles des émeutiers, qui n'ont pas hésité à les incendier ; une manière pour les citoyens révoltés de signifier à ces partis qu'ils ont totalement échoué dans la représentation politique (conseillers municipaux, départementaux, députés, sénateurs) qui, au bout de 10 ans n'a pas changé notablement les conditions d'existence des Algériens de Kabylie.

A la fin mai, la quasi-totalité des localités en Kabylie étaient structurées en comités. Il restait encore une

tâche des plus cruciales : trouver un noyau catalyseur qui permettrait de fédérer tous les comités et de mettre en place une organisation unifiée capable de diriger les actions et surtout de formuler l'expression politique du mouvement (i.e les revendications politico-socio-économiques). C'est justement sur cette question que l'on remarquera une différence nette entre l'effort de structuration déployé à Tizi Ouzou par rapport à Béjaïa.

A Tizi Ouzou, et après avoir mis en échec le travail effectué par les jeunes émeutiers pour la mise en place d'une coordination inter-quartiers (ville de Tizi Ouzou), les animateurs ont décidé à Béni Douala [12] d'adopter un principe d'organisation sur une base d'appartenance aux Aârouch. Aarch signifie littéralement confédération de tribus. Les montagnes de Kabylie sont parsemées de villages ; un village peut être constitué d'une ou de plusieurs familles ; plusieurs villages constituent une tribu (avec des liens de parenté) ; plusieurs tribus constituent ce que l'on appelle un Aarch. A Tizi Ouzou, l'organisation est assise sur une base tribale. Méfions-nous quand même, la notion des Aârouch est très complexe ; elle est une arme à double tranchant : d'une part, elle est mobilisatrice du fait même de la solidarité « innée » (liens familiaux et tribaux), d'autre part elle est destructrice, car elle constitue (en soi) la négation du principe de citoyenneté. Cela va se vérifier au cours de l'évolution du mouvement.

Dès les premières rencontres (mai) les animateurs de la coordination des Aârouchs de Tizi [13] ont décidé d'exclure les partis politiques, les syndicats, les associations de femmes et autres organisations de la société civile. Le prétexte de cette décision est soi-disant de prémunir le

mouvement contre toute manipulation ; la raison principale résidait dans le fait que la direction de la coordination de Tizi Ouzou était contrôlée dès le départ par des éléments appartenant aux couches petites-bourgeoises (commerçants, médecins, banquiers, pour la plupart décideurs des partis dits Kabyles FFS et RCD) qui voulaient à tout prix réduire, voire masquer, la dimension fondamentalement sociale du mouvement du printemps noir.

C'est ce qui explique le fait qu'à Tizi Ouzou, ce mouvement s'est doté d'une plateforme (dite d'EL Kseur [14]) complètement biaisée, voire stérile, puisqu'elle s'est contentée, en guise de formulation de l'expression politique du mouvement, de quelques formules générales et abstraites, parfois même contradictoires, relativement aux revendications de la population [15]. La quasi totalité de la composante des comités de villages, de quartiers et de communes appartenait pour la plupart aux couches défavorisées (jeunes chômeurs, travailleurs, étudiants et lycéens), mais ils subissaient l'influence idéologique dominante des éléments petits-bourgeois.

LA FORMATION ET

LE PROGRAMME

POLITIQUE DU COMITÉ

POPULAIRE DE BÉJAÏA

Contrairement à ce qui s'est produit à Tizi Ouzou, la ville et le département de Béjaïa ont connu une tout autre dynamique. Si l'initiative de création des premiers comités de villages et de quartiers est revenue aux citoyens (jeunes chômeurs, travailleurs, étudiants...), le facteur catalyseur a été le fait des syndicalistes. Le premier appel pour la mobi-

lisation et l'auto-organisation lancé à l'adresse de la société civile (25 avril 2001) a été signé au nom de la communauté universitaire de Béjaïa, dont le noyau dirigeant était constitué par des syndicalistes universitaires appartenant au Conseil national des enseignants du supérieur (CNES).

Quelques jours plus tard le noyau sera rejoint par d'autres syndicalistes, particulièrement ceux du SETE [16]. L'effort d'organisation a abouti à la proclamation du comité populaire de la Wilaya de Béjaïa (CPWB), constitué par les délégués des 52 communes existantes et une dizaine de syndicats [17], en plus de la présence d'une association culturelle (berbère) et d'une association femme. Le caractère populaire du comité signifiait que le mouvement était large. Il concernait aussi bien les couches défavorisées (jeunes chômeurs, travailleurs) que les éléments des couches moyennes (petits commerçants, enseignants, médecins exerçant dans les structures publiques, etc.) laminées par la politique libérale des différents gouvernements.

Le caractère populaire signifiait aussi, et surtout, une définition sociale et politique de l'appartenance, de la citoyenneté. Aucun comité de quartier, de village ou de commune ne se réclamait d'une appartenance tribale au niveau du département de Béjaïa [18]. Contrairement à la plate forme de la coordination de Tizi, qui excluait les droits des femmes (abrogation du code de la famille), des journalistes (abrogation des amendements du code pénal) et autres revendications politico-socio-économiques, se contentant de rappeler quelques points relatifs aux conséquences du mouvement (jugement des assassins, prise en charge des familles des victimes) ainsi que la re-

vendication (traditionnelle de la Kabylie) relative à la question identitaire et linguistique berbère. Le CPWB a adopté le 11 juin une plate forme structurée en 3 axes : revendications immédiates (prise en charge des familles des victimes et jugement des assassins), revendications politiques et démocratiques et enfin socio-économiques.

L'élaboration de la plate forme du CPWB a permis de mettre en exergue les aspects démocratiques et surtout sociaux du mouvement. Il est formulé de façon précise, dans ladite plate forme, la nécessité de remettre en cause les politiques économiques imposées par les institutions financières internationales, la nécessité de lancer des chantiers, sur la base du budget de l'État pour consolider le fonctionnement des secteurs sociaux (hôpitaux, écoles, etc.). Malheureusement, la plateforme du CPWB, qui aurait dû constituer le matériau sur la base duquel devait être élaborée (14 juin 2001) la plateforme de tout le mouvement, a été complètement charcutée. Le document finalement adopté sous l'influence politique dominante du mouvement de Tizi Ouzou, qui est la « capitale » de la Kabylie, s'est inspiré de la plateforme d'EL Kseur, de sorte que le mouvement a accouché d'un « nain », par rapport à la portée et à la force qui ont été les siennes.

OU EN SOMMES-NOUS

FIN SEPTEMBRE ?

Le mouvement s'est beaucoup affaibli en l'espace de cinq mois, pour les raisons qu'on vient de signaler, mais aussi à cause des manipulations orchestrées aussi bien par le pouvoir que par le retour in extremis des militants du parti (RCD) au mouvement ; ce dernier était plus animé par la vo-

lonté se redonner une nouvelle virginité en Kabylie, après l'échec de sa participation au gouvernement, que par le désir de redonner un nouveau souffle au mouvement.

Les attentats qui ont frappé les Etats-Unis le 11 septembre n'ont pas eu à mon sens d'effet sur le mouvement en lui-même. Il y a eu au cours de deux marches, l'une organisée à Béjaïa [19], l'autre à Tizi Ouzou, l'apparition de drapeaux américains brandis par les manifestants. Je crois qu'il s'agit d'une manipulation orchestrée par des gens animés par des sentiments « anti-arabes » [20]; soit par des éléments « autonomistes » [21]. Quant à la réaction du pouvoir, il me semble que ce dernier ne peut ni exploiter, ni manipuler l'événement. Au contraire, les attentats ont constitué un démenti catégorique au projet de Réconciliation nationale avec les égorgeurs de l'islamisme armé (GIA, AIS, GSPC) prôné par le président Bouteflika. Ils ont aussi mis les partis islamistes légaux sur la défensive.

Quant à la réaction des citoyens algériens, elle va de la condamnation de l'acte jusqu'à l'attitude d'indifférence, qui s'explique par le fait qu'en Algérie on meurt par dizaines quotidiennement, et depuis 10 ans, par des actes terroristes commis par l'islamisme armé. Une façon de signifier aux Américains qu'ils ont trop tergiversé à l'égard de l'hydre intégriste, eux qui ont passé dix ans à exiger du pouvoir algérien un compromis (partage du pouvoir) avec les islamistes.

Notes

[1] On compte aussi trois morts et des dizaines de blessés parmi les gendarmes

[2] Unité républicaine de sécurité

[3] Par exemple des dirigeants du MDC (mouvement des citoyens, petit parti issu

d'une dissidence au sein du FFS.

[4] Une expression typiquement algérienne signifiant l'injustice et le mépris.

[5] Depuis son investiture (fort contestée pour cause de fraude électorale) à la Présidence de la République un certain 13 avril 1999.

[6] Il est avéré aujourd'hui que certains cercles du pouvoir et particulièrement au sein de la hiérarchie militaire ont choisi d'entretenir un certain niveau de violence.

[7] Ali Tounsi, Directeur Général de la police l'a reconnu il y a quelques jours.

[8] Elle a été lancée à l'instigation des institutions financières internationales visant à « rationalisation » des dépenses en matière de formation et l'adaptation du système éducatif aux contraintes du marché. Les conservateurs croyaient que cette réforme visait à réduire l'influence de l'idéologie arabo-islamique sur l'école algérienne, alors que les enjeux étaient ailleurs.

[9] RCD (rassemblement pour la culture et la démocratie), ANR (l'alliance nationale ré-

publicaine), PRA (parti du renouveau algérien).

[10] Favorisée par la hausse des cours des hydrocarbures et l'appréciation du dollar.

[11] En dehors de l'industrie pétrolière.

[12] Localité située dans les montagnes (800 m d'altitude) et où a été assassiné le jeune lycéen Guermah Massinissa.

[13] Vers la fin juin elle se dénommera CADC (coordination des Aârouchs, Dairas et Communes).

[14] Une localité située à 20 km au sud Ouest de Béjaia.

[15] Un des points de la plate forme d'El Kseur était formulé de la façon suivante : « Non à la Hogra, non aux politiques de sous développement ». cela n'a pas de sens ; il est dénué de toute pertinence par rapport à la réalité socio-économique de la société algérienne. Le FMI et Bouteflika sont contre la Hogra, mais ils sont aussi pour la réduction des budgets affectés aux services sociaux (hôpitaux, éducation... etc.).

[16] Syndicat d'entreprise des travailleurs de l'éducation (primaire, collège et lycée)

[17] Beaucoup de syndicalistes appartiennent (ou ont appartenu) à des organisations d'extrême gauche.

[18] Notons qu'il y a eu quelques tentatives pour remettre en cause la présence des syndicats. a deux reprises on a assisté à de longs et houleux débats qui ont été sanctionnés par un vote majoritaire en faveur de la présence des syndicats.

[19] Par la coordination intercommunale, structure issue d'une scission du CPWB mais qui ne fonctionne pas sur la base d'appartenance aux Aârouchs.

[20] Qui est très minoritaire en Kabylie.

[21] C'est-à-dire ceux qui se sont ralliés au projet d'autonomie de la Kabylie animé principalement par F. Mehenni (ancien dirigeant du RCD).

L'Argentine traverse sans doute sa plus grave crise économique et sociale des cent dernières années. Pire que la crise du début des années trente (lors de la grande dépression), pire que celle de 1975-1976 (qui scella la fin du gouvernement d'Isabel Peron et vit l'instauration de la dictature militaire), et aussi que la crise de l'hyper-inflation de 1989 (qui contraignit le président Alfonsín à se retirer de façon anticipée devant Menem, lequel gouverna jusqu'en 1999).

Cette situation commence à être connue dans d'autres pays. Des revues spécialisées analysent la menace de défaut de paiement de la dette extérieure, dont on craint qu'il ne déclenche une autre tornade financière après celles du Mexique, d'Asie et de Russie. En même temps est apparu un nouveau phénomène de la lutte de classes : les « piqueteros », mouvement de travailleurs au chômage dont la principale forme de lutte est la « barricade routière » (« corte de ruta ») qui coupe le trafic. Ce sont là des symptômes d'une sérieuse aggravation de la situation sociale, économique et politique en Amérique Latine et dans son « cône sud », ainsi que d'un développement des luttes et de la contestation du « modèle néolibéral » imposé il y a dix ans.

Catastrophe économique et sociale, crise politique et renouveau des luttes en Argentine

LA FAILLITE DU « MEILLEUR ÉLÈVE »

Loin d'être un fait isolé, la faillite du pays constitue une expression des

contradictions économiques et des déséquilibres sociaux générés par les transformations que la globalisation du capital a imposée dans la région, et qui ont débouché sur ce qu'avec d'autres auteurs nous appe-

lons, à défaut d'un terme plus précis, une nouvelle colonisation [1].

Ce processus a débuté en Argentine avec la dictature militaire instaurée en 1976. Cette dernière n'a pas seulement fait disparaître 30 000 ouvriers, étudiants et intellectuels ; elle a commis ces crimes afin de pouvoir faire les premiers pas d'un changement structurel qui, en s'imposant peu à peu, a fini par modifier profondément les rapports de forces entre les classes et avec l'impérialisme, tout comme la structure même de la bourgeoisie, de la classe des travailleurs et des classes moyennes. La dictature a ouvert cette voie en appliquant différents types de mesures, parmi lesquelles « l'ouverture » du marché national, la financiarisation de l'économie et la formation de la dette extérieure, par nationalisation des dettes en dollars des grandes entreprises et comme conséquence d'emprunts contractés à des fins militaires. La formation d'une dette publique impossible à amortir sans un véritable saccage de l'État et de la société a été décisive dans tout ce qui a suivi.

La débâcle de la dictature en 1982-1983 et l'avènement de « la démocratie » ne modifièrent pas ce cours. Après la parenthèse hésitante du gouvernement de Raul Alfonsín (1983-1989), le gouvernement péroniste de Carlos Menem appuya fortement sur l'accélérateur de la globalisation. Menem prit ses fonctions dans le cadre d'une grave crise hyper-inflationniste, d'une part, de l'euphorie de la bourgeoisie mondiale face à « l'échec du socialisme » et de la victoire du capitalisme dans sa version néolibérale, de l'autre. En Argentine comme dans toute l'Amérique Latine, c'est à ce moment que les transformations de la globalisation se sont précipitées et que le

dogme néolibéral est devenu la doctrine indiscutée des gouvernements et partis de la bourgeoisie.

L'Argentine a été le « meilleur élève » latino-américain dans l'application des orientations définies par le « consensus de Washington ». En 1994, le directeur du FMI, Michel Camdessus, présentait ce pays comme un exemple mondial de « progrès », le félicitant d'avoir appliqué les « réformes » à la lettre, en allant même au-delà de l'expérience avant-courrière du Chili de Pinochet. Aujourd'hui, alors même que le modèle globalisateur et néolibéral commence à être sérieusement mis en cause à une échelle continentale et mondiale, sa « légitimité » est sérieusement entamée par l'échec du meilleur élève latino-américain.

Cette banqueroute est en effet un résultat du formidable succès de l'offensive bourgeoise néolibérale. A l'époque, on donnait pour avéré que les changements structurels ouvrieraient une étape de développement qui conduirait le pays dans le cénacle du « premier monde » ; l'Argentine et d'autres pays latino-américains, en s'ouvrant et en s'intégrant à l'économie mondiale, allaient suivre la voie des « tigres » asiatiques... Les principales mesures appliquées dans cette voie furent les suivantes :

l Privatisation des entreprises de l'État (pétrole, gaz, électricité, téléphone, chemins de fer, mines, sidérurgie, hauts-fourneaux, etc.) qui représentaient un secteur très important de l'économie et contribuaient au PIB dans une proportion qui avait atteint jusqu'à 50 % ;

l Titrisation de la dette extérieure. Dans les années quatre-vingt, le problème de la dette extérieure avait débouché, comme dans d'autres pays latino-américains, sur une crise

et même une situation de cessation de paiement, qui affectait principalement des banques étrangères, notamment nord-américaines. Dix ans plus tard, la dette fut reconvertie en titres qui servirent ensuite à acheter à bas prix les entreprises d'État. La titrisation de la dette permit en outre à la bourgeoisie argentine, grâce à l'achat de ces bons, de s'associer directement à la banque impérialiste dans une exploitation usurière du pays et dans la juteuse affaire des privatisations ;

l Taux de change fixe à travers la « convertibilité », la monnaie argentine devenant convertible au taux fixe de 1 peso argentin = 1 dollar US ;

l Libéralisation totale des entrées et sorties de capitaux, y compris purement spéculatifs ;

l Large « ouverture » du commerce extérieur, dont on supposait qu'elle faciliterait la reconversion de l'appareil productif afin qu'il devienne plus « compétitif » sur le marché mondial ;

l Privatisation des retraites, avec transfert d'une grande partie des cotisations à une poignée de banques, et comme conséquence l'insolvabilité de l'État pour payer les retraites en cours ;

l Et surtout, une formidable augmentation de l'exploitation du travail, de l'extraction de plus-value absolue et relative, à travers la liquidation du droit du travail, l'augmentation des horaires quotidiens jusqu'à 12 ou même 16 heures, la baisse des salaires réels (d'environ 30 % dans le secteur privé au cours des années quatre-vingt-dix), l'accroissement de la productivité en particulier dans les entreprises « reconverties », la généralisation du travail précaire et « au noir »

Durant les premières années, après que la résistance des travailleurs

des entreprises privatisées eut été écrasée, cela sembla bien fonctionner. C'est ainsi que le PIB crût de 35 % dans la période 1990-1994, soit plus de 8 % par an [2]. Les exportations, favorisées par la mise en place du Mercosur (marché commun entre l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay, NdT), augmentèrent également, de 47,74 % entre 1990 et 1997. Tout comme se développèrent alors les investissements directs de l'étranger et l'investissement brut. Les banques, les transnationales, la bourgeoisie argentine et le FMI criaient victoire. Le nouveau « tigre » poussait dans la pampa ses premiers rugissements...

Le premier symptôme des dysfonctionnements fut l'accident économique de 1995, dans le cadre de l'effet Tequila consécutif à la crise financière mexicaine de décembre 1994. Tel un boxeur envoyé dans les cordes, mais qui avait encore quelques forces, l'économie refit surface et, en 1997, le PIB augmenta à nouveau de 8,6 %. Le knock-out ne se fit cependant pas attendre. Vers le milieu de 1998 commença la chute, qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui.

Le ministre de l'Économie, Domingo Cavallo, a correctement défini cette crise non comme une récession mais comme une dépression. Il ne s'agit pas d'une simple baisse cyclique dont on récupère par des mécanismes « automatiques » et « endogènes », mais d'une destruction des bases de l'activité économique. Le pays, l'État national, les États provinciaux, sont en faillite. Après des années de louanges, le secrétaire nord-américain au Trésor et le FMI ont découvert que l'économie argentine n'est pas « soutenable ». Elle ne peut garantir ni la paiement de la dette, ni en général la rentabili-

té du capital, sans même parler d'un détail auquel ces responsables n'attachent pas d'importance, à savoir un minimum de travail et de nourriture pour ses habitants.

LES RAISONS DU

DÉSASTRE

La manifestation la plus « spectaculaire » de la crise est financière : virtuelle cessation de paiement des intérêts de la dette, effondrement de la cotation des titres de la dette, s'accompagnant de retraits massifs de fonds, d'une fuite de capitaux, ainsi que de la menace d'une dévaluation et de la fin de la « convertibilité ».

Cette crise financière est réelle, mais elle agit en même temps comme un effet de miroir servant à faire croire que la situation commencerait à s'arranger si l'on réduisait à zéro le déficit du budget national et des provinces. Dans cette voie, le gouvernement s'efforce de réduire davantage les dépenses de santé, d'éducation, d'aide sociale, comme les salaires et les retraites. Évidemment, le seul poste budgétaire qui ne baisse pas est celui du paiement de la dette ; tout à l'inverse, il croît de façon exponentielle et représente désormais le quart de la dépense publique.

Il est vrai que le financement du déficit fiscal durant les années quatre-vingt-dix a été le principal moteur de l'accroissement de la dette publique et externe, à un rythme bien supérieur à celui du PIB. De 66,3 milliards de dollars en 1989, on est passé à 145,6 milliards en mars 2001. Les taux d'intérêts ont suivi le même rythme insensé. Selon des estimations actuelles, la dette atteindrait environ 160 milliards. Ce très grave problème n'est cependant qu'un aspect de problèmes structurels plus profonds. En premier lieu, l'Argentine, comme

c'est plus ou moins le cas de la plupart des pays d'Amérique Latine, pâtit d'une insertion défavorable dans l'économie mondiale globalisée. Ses exportations sont principalement constituées par les « produits du règne animal et végétal », les graisses et huiles, les aliments et boissons, les minéraux (principalement pétrole et gaz), plus un peu de production automobile grâce à des accords avec le Brésil. Il s'agit donc, pour l'essentiel, de produits de faible valeur ajoutée, objets de fluctuations de prix incontrôlables et en butte au protectionnisme des États-Unis et de l'Union européenne. Dans la catégorie « machines et appareils, matériel électrique, etc. », les importations sont huit fois supérieures aux exportations. Le modèle est clairement déficitaire, pour ce qui concerne tant le commerce extérieur que la balance des paiements et le budget de l'État, et, naturellement, ces trois déficits alourdissent la dette.

« L'ouverture » et le « libre commerce » n'ont pas servi à développer une industrie d'exportation dynamique, mais à liquider une grande partie de la vieille industrie de substitution des importations, barrée par l'avalanche d'importations des États-Unis et d'Asie. Ce secteur qui il y a quelques décennies produisait 50 % du PIB et constituait la principale source de travail, en particulier pour la classe ouvrière, se caractérisait par une tentative d'industrialisation intégrale. Les « nouvelles industries », en revanche, ne sont que des ateliers d'assemblage liés aux fournisseurs internationaux de haute technologie. Elles s'avèrent ainsi plus importatrices qu'exportatrices, et apportent leur contribution aux déficits du commerce extérieur et de la balance des paiements.

Les privatisations ont constitué un

autre facteur de la catastrophe. Les entreprises d'État ont été vendues pour des sommes dérisoires. Mais le plus grave réside dans l'octroi des concessions qui garantissent, sans le moindre « risque entrepreneurial », des profits considérables dont le rapatriement à l'étranger charge encore la barque de la balance des paiements, donc de la dette. Les prix des monopoles de services, des péages d'autoroutes, des combustibles (également livrés au capital impérialiste), sont par ailleurs scandaleusement élevés, ce qui contribue à déformer et renchérir toute la structure de prix et de coûts de la production nationale, et rend d'autant plus problématique toute entrée en concurrence sur le marché national et mondial.

Parallèlement à la privatisation des entreprises d'État s'est produit un phénomène de prise de contrôle des entreprises privées par le capital impérialiste. Dans une large mesure, les investissements directs de l'étranger n'ont pas servi à développer de nouvelles entreprises, mais à acheter des établissements de capital national déjà existants. La plupart n'étaient pas exportateurs mais tournés vers le marché national, et le demeurent. Leur transformation en filiales de transnationales a cependant augmenté les pressions à l'importation, tout comme les rapatriements de bénéficiers.

La privatisation des retraites a joué un rôle décisif dans la faillite de l'État. Les 4 à 5 milliards de dollars que ce dernier encaissait bon an mal an sont tombés entre les mains de quelques banques qui ont créé des fonds de pension, juteux négoce parasitaire qui leur offre 800 millions de profits sans risquer un sou. Mais si l'État a transféré les versements à ces vampires, il continue de payer

les retraites en cours. Les 4 à 5 milliards qu'il a cessé de percevoir sont devenus la première source de déficit des comptes publics, couverte au prix d'une augmentation de la dette. Quant à la libre circulation des capitaux, l'une de ses principales conséquences a été de permettre à la bourgeoisie argentine de sortir du pays toujours plus de fonds. Si les sommes en question ne sont pas connues avec précision, des études sérieuses les estiment entre 125 et 150 milliards de dollars. Cette bourgeoisie possède ainsi à l'étranger des capitaux d'un montant presque équivalent à celui de la dette.

La fuite des capitaux est directement liée au sport préféré de la bourgeoisie, qui n'est pas le football mais l'évasion fiscale. Ce sont principalement les pauvres qui payent l'impôt, à travers une TVA qui est de 21 %. Légalement, les produits financiers ne sont pas assujettis à l'impôt. Quant à l'impôt sur les bénéficiers, il est facilement évadé. L'une des principales et plus rentables activités des banques privées, presque toutes étrangères, est l'aide au blanchiment des sommes soustraites à l'impôt, pour des opérations qui sont réalisées principalement aux États-Unis et dans des banques off-shore. Comme d'autres pays de la périphérie, l'Argentine envoie des flots de dollars à Wall Street en même temps qu'elle paye pour sa dette des intérêts usuraires.

Enfin, la convertibilité, parité de change fixe avec un « dollar fort », est aussi commode pour les banquiers et ceux qui évadent l'impôt que désastreuse pour la structure des prix dont elle aggrave les distorsions et pour l'exportation qu'elle complique davantage. L'Argentine se trouve ainsi privée du recours (certes précaire) utilisé par d'autres

pays de la périphérie, comme le Brésil, qui peuvent améliorer leur position à l'exportation par des dévaluations.

Ces différents facteurs agissent comme des engrenages reliés les uns aux autres, dans des mécanismes destructeurs qui aggravent la dépression. Le cercle vicieux le plus notoire est celui qui voit le gouvernement, afin de garantir le service de la dette, réduire les autres dépenses de l'État, baisser les salaires, etc. Ces coupes franches aggravent la dépression, ce qui à son tour entraîne une diminution des recettes fiscales, ce qui accroît à nouveau le déficit, ce qui appelle de nouvelles restrictions budgétaires, etc.

UNE MISÈRE GALOPANTE

La débâcle de l'économie a provoqué une catastrophe sociale. A la différence d'autres nations latino-américaines, l'Argentine a longtemps été un pays socialement assez intégré, sans grandes masses d'exclus. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, elle n'avait plus connu de forts taux de chômage, même si les travailleurs se sont peu à peu paupérisés à partir des années soixante-dix. Dans les années quatre-vingt-dix, tout a changé. Le processus a cessé d'être « évolutif » et, brusquement, des millions de travailleurs ont perdu leur emploi, sans aucun espoir d'en retrouver un autre.

Le chômage a été alimenté par plusieurs facteurs : liquidation de l'ancienne industrie et d'autres entreprises qui n'ont pu « s'adapter » à l'ouverture, privatisation du secteur public entraînant des licenciements massifs, « reconversion » des industries survivantes avec également à la clé des suppressions d'emplois considérables, faillite des « écono-

mies régionales » dans les provinces de l'intérieur du pays (en dehors de la capitale fédérale et de la province de Buenos Aires – NdT).

Le taux de chômage est ainsi passé de 6 % en octobre 1991 à 13 % pour le même mois de 1994, puis à 18,4 % en mai 1995. Après avoir reculé de quelques points, il est reparti à la hausse dans le cadre de la dépression, et atteint aujourd'hui « officiellement » les 17 %. Tout le monde sait néanmoins que la situation réelle est bien pire qu'en 1995. Le chiffre officiel ne prend en compte ni les travailleurs qui ont renoncé à chercher un emploi, ni la masse des chômeurs partiels dont le nombre a crû de façon encore plus importante.

Au moins un travailleur sur trois se trouve aujourd'hui au chômage total ou partiel – dans un pays où il n'existe aucun système national d'assurance-chômage. En ajoutant le fait que l'emploi dans le secteur privé a diminué de 30 % au cours des années quatre-vingt-dix, que les conditions actuelles de l'emploi se sont elles-mêmes dégradées (précarité et travail « au noir » sans sécurité sociale ni droits à la retraite), que l'on est maintenant en train de diminuer les rémunérations des employés de l'État ainsi que le montant des retraites, et que cette attaque contre les salariés s'accompagne de la ruine de très nombreux petits commerçants et producteurs indépendants de la ville et de la campagne (en particulier dans les « économies régionales »), on obtient un panorama général du déferlement de misère qui, en quelques années, a radicalement modifié la situation sociale.

Selon des chiffres officiels, la « pauvreté » (c'est-à-dire la situation des personnes qui ne peuvent acquérir une série de biens et services élémentaires) a crû, dans le Grand Bue-

nos Aires [3], de 19,5 % de la population en mai 1994 à 39,4 % pour le même mois de 2001. Chez les jeunes, cette proportion atteint 48,4 %. Au cours de la même période, « l'indigence » (situation de ceux qui ne peuvent acheter les aliments indispensables) est passée de 4,1 % à 13 % de la population du Grand Buenos Aires. La situation est en réalité plus dramatique dans la mesure où ces chiffres incluent des zones de hauts revenus. Dans les villes qui forment la grande couronne de Buenos Aires, la « pauvreté » frappe 48,9 % des habitants et « l'indigence » 16,4 %. Et la situation est pire dans la majorité des provinces du pays.

Ces chiffres ne rendent cependant pas totalement compte de l'ampleur de la catastrophe sociale en cours. En effet, tout au long des années quatre-vingt-dix, le processus de dégradation des communautés de travailleurs a été relativement pallié par les mécanismes « d'assistance » dont le parti péroniste au pouvoir s'était fait une spécialité, à travers les structures du parti mais aussi celles de l'État : les réfectoires fonctionnant à l'école publique permettaient de soulager la faim des plus petits et parfois de toute la famille, les étudiants de familles pauvres bénéficiaient de bourses, une aide très insuffisante était accordée à une minorité de chômeurs à travers les dits « Plans Travailler » (sorte de « TUC », travaux d'utilité collective, comme il en a existé en France, NdT). Or, afin d'atteindre l'objectif du « déficit zéro » des finances publiques, le gouvernement a maintenant décidé de diminuer aussi les sommes destinées à « l'assistance ». Si ce projet s'applique, il n'y aura plus de nourriture dans les écoles, plus de médicaments dans les hôpi-

taux publics, ni de « Plans Travailler ».

CRISE POLITIQUE

ET RÉACTION

DES MASSES

C'est sur la base de cette situation matérielle que semblent aujourd'hui se développer des éléments non seulement d'une nouvelle situation politique, mais aussi d'une nouvelle étape générale de la lutte de classes. Dans les années quatre-vingt-dix, l'impérialisme et la classe dominante native avaient formé un bloc solide afin de mettre en œuvre les transformations. Le gouvernement péroniste de Menem avait été accompagné dans cette tâche par « l'opposition », principalement formée par l'Union civique radicale (UCR), parti centenaire de la bourgeoisie. Ce bloc avait défait la résistance aux privatisations, instauré une notable « paix sociale », et était surtout parvenu à imposer un consensus au sein de larges secteurs des classes moyennes mais aussi de la classe des travailleurs. Ont joué en sa faveur, outre le phénomène mondial de la déferlante néolibérale, la fin de l'hyper-inflation de 1989-1990, la mise en place d'une monnaie « solide » permettant la réouverture du crédit à tous les niveaux de la société, et la croissance des premières années.

Ce tableau s'est maintenant totalement modifié. Du côté des exploités, la confusion et les divisions prédominent, et se reflètent dans un gouvernement chaotique, dépourvu de tout plan stratégique de sortie du marasme, au-delà des tours de vis successifs pour respecter les obligations de la dette. Dans ce contexte apparaissent des secteurs bourgeois, tels ceux regroupés autour

l'Union industrielle argentine, l'organisme patronal fédérant ce qu'il reste de bourgeoisie industrielle nationale, qui commencent à élaborer des plans alternatifs.

Mais le plus important est qu'au consensus antérieur a succédé, de la part des travailleurs et des classes moyennes, une remise en cause de plus en plus nette. Le pays se trouve quasiment dans un état délibératif, donnant lieu à une mise en accusation non seulement des institutions de l'État (gouvernement, parlement, partis, justice, etc.) mais également des dogmes néolibéraux qui semblaient il y a peu intouchables. Le fait de savoir, par exemple, s'il faut ou non payer la dette extérieure, question auparavant posée par les seules minorités d'extrême-gauche, est désormais discuté au sein de larges couches de la population.

Il y a une « crise de domination » du régime bourgeois-impérialiste, que déterminent les altercations entre secteurs bourgeois et, plus encore, le degré élevé de discrédit des institutions du régime. En même temps que la majorité de la population chemine vers la misère, des sentiments de haine et de rejet s'expriment envers la dite « classe politique » qui a tiré parti du « festin » des années quatre-vingt-dix pour s'enrichir à travers tout type « d'affaires » et qui continue à le faire malgré la dépression. Il ne se passe pas de jour sans qu'éclate un scandale. Les sénateurs de la Nation, par exemple, exigent du pouvoir exécutif de substantiels jetons de présence pour se réunir en assemblée et approuver les lois. Dans un pays où le niveau des prix est comparable à celui de la France ou de l'Espagne, et où la majorité de ceux qui ont la chance de conserver un emploi touchent des salaires mensuels de 300 dollars US

pour une journée de travail de 12 heures, un député de la Province de Buenos Aires recevait légalement, jusqu'à l'année dernière, 40 000 dollars US par mois entre salaire, remboursements de frais, « aides » diverses, etc. Tout en générant la croyance erronée que la ruine du pays est due à la formidable corruption des politiciens (ce qui occulte le rôle primordial de la bourgeoisie argentine et de l'impérialisme), cette situation induit une notable perte de légitimité des institutions de la domination bourgeoise.

A cet égard, il faut signaler que les États latino-américains ont des traits spécifiques, liés à ce que nous appelons la « nouvelle colonisation ». La nature de ces États n'est pas simplement donnée par leurs bourgeoisies nationales. Ils représentent aussi, et de plus en plus, le capital impérialiste, plus concrètement la domination exercée par les États-Unis et les organismes internationaux (FMI, Banque mondiale, etc.) qui se trouvent à leur service. Le FMI et ses représentants, avec le secrétariat au Trésor et le département d'État des États-Unis, constituent de fait un « quatrième pouvoir » au sein de l'État argentin, et un pouvoir qui a souvent le dernier mot. Il s'agit d'un élément important de perte de légitimité, qui stimule en outre une renaissance des sentiments anti-impérialistes. La crise a fait tomber les voiles, l'opinion publique constatant à quel point toutes les mesures, du montant des retraites à la liquidation du droit du travail, sont décidées à Washington.

Le développement d'un nouveau cycle de lutte des travailleurs est un autre aspect fondamental des changements dans la situation politique. Ce cycle présente des caractéristiques spécifiques et pour partie in-

édites. Le devant de la scène est en effet occupé par des secteurs de travailleurs au chômage, les plus exclus et « dévalués », ceux qui « n'ont à perdre que leurs chaînes » comme disait Marx dans le Manifeste. Les travailleurs du secteur public, en particulier les enseignants, figurent à leurs côtés parmi ceux qui se mobilisent le plus. Les salariés de l'industrie, très attaqués et dont le nombre a été considérablement réduit, se trouvent en revanche très en retrait.

L'élément nouveau est donc l'apparition du mouvement social des chômeurs, connu sous le nom des « piqueteros » (ceux qui participent aux « piquets »). Ces derniers sont loin de regrouper la grande masse des chômeurs, mais ils réunissent d'ores et déjà une minorité militante significative et qui bénéficie de la sympathie de cercles plus larges. Le mouvement n'est pas non plus uni et coordonné dans une organisation nationale, quoique des pas aient été faits dans ce sens, notamment avec « l'Assemblée nationale des organisations territoriales et de chômeurs » réalisée le 25 juillet à La Matanza.

Il faut en signaler les limites, notamment l'influence qu'y exercent des directions bureaucratiques, avec ce qui en découle en terme de restrictions à la démocratie interne et de danger de manipulation par les variantes « antilibérales » en paroles mais procapitalistes dans les faits qui postulent en tant qu'alternative aux vieilles directions politiques discréditées. Mais il reste, et c'est essentiel, qu'est en train de se consolider un mouvement immensément progressiste et d'une importance stratégique. A cette étape du capitalisme globalisé, ici comme dans la plupart des pays, surtout ceux du « tiers-monde », la principale catastrophe sociale est le chômage de masse,

structurel et permanent, par ailleurs aggravé par l'actuelle conjoncture récessive. Les avancées dans la lutte et l'organisation des travailleurs au chômage en sont d'autant plus importantes.

Si les chômeurs ne peuvent pas faire grève, ils sont en mesure, par le nombre, l'organisation et la détermination, de perturber l'ordre bourgeois davantage que bien des grèves. Les actions menées par leurs piquets, en particulier les barrages de routes, avenues et même voies ferrées, mettent cet « ordre » en question en défiant le contrôle de l'État sur les canaux de circulation des marchandises et richesses du capital. Ainsi que l'affirmait un dirigeant piquetero de la province du Chaco, « les routes sont les veines du capitalisme, et nous les coupons ». Tout comme d'autres actions de lutte menées par des travailleurs salariés ou des paysans, les barrages se situent objectivement en marge de la légalité bourgeoise. Ces mouvements, que la bourgeoisie n'a pas encore enrégimentés et transformés en institutions collatérales de l'État, subvertissent également les canaux traditionnels incarnés par des syndicats qui sont particulièrement intégrés à l'État bourgeois et au capital, et ont si souvent permis de réprimer la lutte de classes.

La masse des travailleurs privés d'emploi ou sous-employés ne trouve plus dans les entreprises son lieu traditionnel de vie sociale, d'organisation et de lutte. Elle ne peut donc plus s'exprimer à travers des structures syndicales traditionnelles (d'autant que leurs bureaucraties en excluent délibérément ceux qui ont perdu leur emploi) et son « espace social » devient le lieu d'habitation. Dans le passé, le développement industriel s'était accompagné de la

création de banlieues-dortoirs dans lesquelles, au prix de grands efforts, parfois en occupant des terrains, les travailleurs s'étaient construits leur maison ; dans certains cas, des villes avaient également été édifiées pour leurs salariés par des entreprises de l'État. C'est de là qu'ont surgi, en tant qu'organisations « territoriales », les mouvements de chômeurs.

Ceux-ci sont loin d'avoir perdu toute référence de classe. Le lien n'a pas été rompu, notamment parce que beaucoup de participants sont d'anciens salariés de grandes entreprises, et qu'un grand nombre des jeunes qui n'ont jamais eu d'emploi proviennent de familles ouvrières. Parmi les animateurs du mouvement, la plupart sont d'ailleurs d'anciens délégués d'usine ou d'entreprise. Dans le même temps, ces mouvements impriment au nouveau cycle un contenu largement « populaire ». Dans les quartiers, les acteurs des luttes interviennent non seulement en tant que chômeurs ou travailleurs, mais aussi comme hospitaliers et usagers de l'hôpital intervenant sur les problèmes de santé, enseignants et parents d'élèves se préoccupant de l'éducation des enfants, employés municipaux et habitants intervenant sur les problèmes de la vie locale, etc.

S'ouvre ainsi, au moins potentiellement, une perspective totalement différente du point de vue sectoriel-corporatiste, devenu inopérant mais que la majorité des syndicats bureaucratiques perpétue. L'unité des travailleurs actifs et au chômage autour d'un programme commun est en point de mire, et elle progressera si ce mouvement parvient à se développer et à se massifier. La lutte afin qu'il s'autodétermine, qu'il devienne pleinement démocratique et indépendant des courants politiques de

la bourgeoisie, acquiert une dimension stratégique. Une victoire sur ce terrain entraînerait une recomposition historique du mouvement ouvrier et populaire dans notre pays.

LA LUTTE POUR

UNE ISSUE

ANTICAPITALISTE

ET SOCIALISTE

Tant l'insupportable crise socio-économique que la perte de légitimité du régime et le nouveau cycle de luttes posent à une échelle de masse la question d'une issue globale. Il y a en Argentine une compréhension grandissante que l'on n'est pas confronté à un problème ponctuel ou conjoncturel, mais à une crise générale ou, comme l'on dit communément, une « crise de modèle ». La question de « l'issue » fait l'objet d'un débat généralisé, depuis les pages des quotidiens bourgeois jusqu'aux assemblées et réunions de piqueteros.

Certes, les masses ne considèrent pas qu'une option anticapitaliste et socialiste, ou un gouvernement des travailleurs, constituent une issue nécessaire ou crédible. La crise d'alternative au capitalisme, produit de l'échec des « socialismes » bureaucratiques, continue de peser avec force. Mais cela ne signifie pas que l'on penserait comme il y a dix ans, après la chute du Mur et l'effondrement de l'URSS. La conscience a avancé, bien sûr de façon inégale, ce qui ouvre un espace plus important à la lutte pour gagner les masses à une alternative authentiquement anticapitaliste. Le fait que le capitalisme, du moins dans sa version néolibérale, soit un désastre pour les travailleurs, est une idée d'ores et déjà acquise par beaucoup. Des thèmes

tels que la dépendance envers le FMI, le paiement de la dette, le désastre des privatisations ou les conséquences de la globalisation, auparavant confinés à l'aire d'influence immédiate de l'extrême-gauche, sont aujourd'hui posés par une bonne partie de la population.

De même la crise politique, l'immense déception envers les politiciens traditionnels et les institutions du régime, posent-elles la question de qui doit gouverner et comment. Les deux principaux partis traditionnels (le péronisme et l'UCR, actuellement au gouvernement) traversent des difficultés et connaissent des divisions. Le Frepaso, une formation de « centre-gauche » à laquelle l'UCR s'était alliée pour remporter les élections de 1999, s'est quant à lui effondré.

Dans cette situation sont apparues deux options bourgeoises qui se présentent comme des alternatives « antinolibérales » : l'ARI (Alliance pour une république d'égaux), avec à sa tête une dirigeante radicale dissidente, Elisa Carrio, et le Pôle social, coalition populiste de gauche dirigée par un curé, le père Luis Farinello, qui fait campagne en exhibant ses photos avec Fidel Castro et le commandant Chavez, président du Venezuela. Ces formations expriment les positions de secteurs patronaux et bureaucratiques qui aspirent à une modification globale du plan économique, incluant une renégociation de la dette et l'abandon de la « convertibilité ».

Quant à la bureaucratie syndicale, ses trois composantes s'alignent sur l'une ou l'autre des variantes bourgeoises d'opposition : la CGT officielle sur le péronisme traditionnel, la CGT « combative » sur le Pôle social et la CTA (Centrale des travailleurs argentins) [4] sur l'ARI.

Dans ces conditions, le combat politique que l'extrême-gauche doit mener pour une issue socialiste s'articule à la réponse qu'elle peut apporter à la question de qui doit gouverner. L'extrême-gauche, particulièrement le trotskysme, a eu pendant des années un poids important parmi les travailleurs d'avant-garde, tout comme dans les luttes et organisations ouvrières et populaires. Aujourd'hui, de grandes possibilités s'ouvrent à nouveau pour disputer aux courants antilibéraux en paroles et capitalistes dans les faits, l'hégémonie sur les secteurs déçus des partis traditionnels et qui s'orientent vers la gauche. Le changement de situation se perçoit également dans le fait que toutes les organisations d'extrême-gauche se développent et gagnent des positions dans les mouvements syndicaux et de chômeurs. Dans le cas du MAS, notamment, le tournant dans la situation a permis de consolider le processus de reconstruction qui avait déjà été engagé.

Le mouvement de masse et la gauche révolutionnaire elle-même demeurent cependant extrêmement fragmentés, ce qui pose un grand problème et un véritable défi. C'est pourquoi nous soulignons l'importance, dans la situation actuelle, de l'unité afin de lutter pour une alternative totalement indépendante des variantes bourgeoises et des directions syndicales bureaucratiques, pour une issue anticapitaliste et socialiste, de pouvoir des travailleurs.

* Membre de la direction du Movimiento al socialismo (MAS). Cet article a été écrit pour Carré Rouge avant les élections du 14 octobre.

Notes

[1] Voir notamment, en français, le travail de l'économiste argentin Claudio Katz, « Amérique Latine – Les nouvelles turbulences d'une économie malmenée par l'impérialisme », dans Inprecor d'avril 2001.

[2] Les chiffres cités sont tous tirés de matériels de l'INDEC (Institut national de statistiques et de données) ou de la Banque historique de données du quotidien Ambito Financiero.

[3] Ensemble des localités entourant la ville de Buenos Aires, similaire à la banlieue parisienne.

[4] La CTA est connue dans certains milieux militants en France dans la mesure où elle participe au mouvement antimondialisation et a impulsé Attac-Argentine en liaison avec la direction du Monde Diplomatique (NdTr).

Les électeurs argentins étaient appelés aux urnes, le 14 octobre 2001, notamment afin de renouveler la moitié de la Chambre des députés [1]. Après les phénomènes similaires observés en France, en Écosse et dans d'autres pays, ce scrutin a été marqué par une spectaculaire percée de l'extrême-gauche [2] qui a obtenu, toutes tendances additionnées, près d'un million de voix et plus de 7 % des suffrages exprimés. Mais la situation politique et sociale explosive de l'Argentine place les organisations argentines devant de tout autres échéances et responsabilités...

Une spectaculaire percée électorale de l'extrême-gauche

On peut considérer que ces élections ont donné lieu à l'expression de quatre phénomènes politiques significatifs.

En premier lieu, elles ont traduit un énorme rejet envers une classe politique considérée comme corrompue et incapable. Cela s'est traduit par une forte abstention, inhabituelle dans un pays où le vote est en principe obligatoire (6,3 millions sur 24,9 millions d'inscrits, soit 25 %), ainsi que par l'ampleur inégalée des votes blancs et nuls (4,1 millions, soit 16 %). Le nombre des suffrages exprimés a ainsi diminué de 4,7 millions par rapport aux législatives de 1999 où il y avait 0,8 million d'inscrits en moins.

Deuxièmement, elles ont signifié une

défaite écrasante pour la coalition gouvernementale dirigée par le parti radical (UCR), avec pour corollaire une victoire par défaut, en nombre de députés, de l'opposition péroniste (Parti justicialiste). Victoire par défaut qui apparaît bien dans le fait que ce parti perd 1 million de voix par rapport aux élections législatives antérieures, dans lesquelles il avait pourtant été battu.

Troisièmement, l'ARI et le Pôle social (voir l'article précédent) obtiennent certes des résultats significatifs, mais ne réalisent pas la percée espérée.

Le relatif échec de ces options bourgeoise « antinéolibérales » ne fait qu'accroître les responsabilités de l'extrême-gauche, dont la performan-

ce inédite constitue le quatrième grand phénomène politique apparu à travers ces élections.

LE TROTSKYSME

EN ARGENTINE

Le million de voix obtenu par les marxistes révolutionnaires (seuls ou, dans un cas, en coalition avec d'autres forces) n'est pas le produit d'une génération spontanée. Le trotskysme a en Argentine une longue tradition, qui remonte aux années de l'Opposition de gauche au stalinisme, avant la fondation de la Quatrième Internationale. Il est devenu un courant significatif il y a plusieurs dizaines d'années et même, dans un pays qui depuis l'ascension du péronisme n'a plus eu de parti à influence de masse se réclamant des travailleurs et de la gauche, le principal courant politique « ouvrier » par opposition aux partis bourgeois. Comme ses alter ego français et britannique, le trotskysme argentin a d'ailleurs généré une série de tendances internationales. Dans les années quatre-vingt, le MAS dirigé par Nahuel Moreno s'était implanté dans quasiment tous les secteurs du mouvement ouvrier et de masse, et était devenu une force politique qui comptait à l'échelle nationale. Aujourd'hui, l'addition des différentes organisations tend à occuper une place similaire – avec, signe des temps, un espace électoral qui s'est y compris élargi.

Il doit y avoir actuellement dans le pays au moins une vingtaine de groupes trotskystes ou marxistes révolutionnaires, peut-être trente. Quatre formations ont une implantation et une visibilité nationales [3] : le PO, Parti ouvrier dont le principal dirigeant est Jorge Altamira, et trois formations qui sont toutes issues de

la crise du MAS des années quatre-vingt : MST, Mouvement socialiste des travailleurs ; PTS, Parti des travailleurs socialistes ; et MAS, Mouvement vers le socialisme, qui par un hasard ou une ironie de l'histoire a donc conservé l'ancien nom. S'est agrégée dans ces élections l'intervention d'un nouveau regroupement appelé Autodétermination et Liberté, A et L, processus particulier qui mérite un commentaire spécifique (voir ci-après). L'existence de revues théoriques marxistes de qualité, impulsées par des militants ou ex-militants trotskystes, est également significative [4].

Si l'on veut évaluer ce que représente aujourd'hui le trotskysme argentin, la première chose à souligner est que par-delà les caractéristiques de chaque organisation et l'opinion que l'on peut en avoir, il réunit des milliers de militants révolutionnaires, d'animateurs des luttes des salariés, des chômeurs, de la jeunesse, des femmes, du mouvement des droits de l'homme. Il s'agit donc d'un capital politique inestimable et d'une force réelle incontournable dans la bataille pour construire une alternative socialiste et révolutionnaire.

Mais il faut immédiatement ajouter que la crise du mouvement trotskyste, justement du fait de la place importante qu'il occupe, s'exprime dans ce pays de façon spécialement aiguë. L'extrême dispersion organisationnelle en est une traduction, mais non la seule. A l'exception du « nouveau » MAS, d'A et L, et peut-être de quelques autres groupes, l'autoproclamation, l'intolérance sectaire (notamment vis-à-vis des autres trotskystes), les méthodes d'appareil, les modes de fonctionnement verticalistes et même franchement bureaucratiques, constituent la règle. L'intervention dans le mouvement de

masse de la plupart des organisations est elle-même marquée par ces tares, qui suscitent souvent en retour, parmi les acteurs des luttes, des sentiments de rejet. « Dialectiquement » si l'on peut dire, la réalité du mouvement trotskyste constitue ainsi, à la fois, un point d'appui et un obstacle.

L'EXTRÊME-GAUCHE

DANS CES ÉLECTIONS

Elle y était représentée par les listes de quatre formations ou alliances : celles d'Izquierda Unida (Gauche Unie), du front électoral PO-MAS, du PTS, de A et L. Ces listes ont obtenu globalement, dans l'ensemble du pays, 990 731 voix, soit 7,05 % des suffrages exprimés. A l'inverse de la tendance affectant tous les autres courants politiques, l'extrême-gauche a triplé ses voix par rapport aux précédentes législatives.

Izquierda Unida, IU, est le front permanent que le MST a constitué avec le PC d'Argentine, une formation d'influence comparable. Après avoir été un supporteur inconditionnel de feu le Parti communiste d'Union soviétique, et s'être pratiquement liquéfié après 1991, le PCA s'est reconstruit avec pour référence et base de soutien, outre IU, le parti de la bureaucratie au pouvoir à Cuba ; au regard d'autres PC, il a la particularité de continuer à parler de révolution. IU est devenue depuis quelques années la principale expression électorale de l'extrême-gauche, sans que cet avantage se traduise symétriquement, par rapport aux autres organisations, en termes de forces militantes et d'implantation.

Elle s'est présentée à ces législatives dans 15 districts sur 24, correspondant à 89 % des suffrages exprimés nationalement, obtenant

511 155 voix soit 4,08 % des votes exprimés dans ces districts et 3,63 % au niveau national. La tête de liste de IU dans la capitale fédérale, une militante des droits de l'homme « indépendante », a été élue députée nationale. Plusieurs jours après le scrutin, IU revendiquait toujours l'élection de deux de ses représentants dans la Province de Buenos Aires, que le tribunal électoral, a priori, refusait.

Avant ces élections, le MAS s'était prononcé en faveur d'une campagne unitaire et de listes communes de l'extrême-gauche, et avait mené des démarches dans ce sens. Finalement, un accord électoral n'était intervenu qu'avec le seul PO. L'alliance PO-MAS a concouru dans 9 districts qui ont totalisé 71,5 % des votes exprimés. Elle a recueilli 241 590 voix, soit 2,41 % là où elle se présentait et 1,72 % dans le pays.

Le PTS a présenté des listes dans 7 districts représentant 69 % des suffrages exprimés. Il y a obtenu 105 004 voix, soit 1,07 % dans ces districts et 0,75 % au niveau national. A et L venait de se constituer en regroupant quelques dizaines d'anciens militants du MAS et du MST – pas davantage –, autour de Luis Zamora, l'ancien député national du MAS des années quatre-vingt, qui par la suite avait participé à la formation du MST. Se présentant dans la seule ville de Buenos Aires, où elle n'avait obtenu sa « légalité » que dix jours avant les élections, elle y a créé la sensation en recueillant 132 982 voix, soit 10,08 % des suffrages exprimés dans la capitale fédérale et 0,95 % à l'échelle du pays. Ses deux premiers de liste, Luis Zamora et Marta Castaño, ont été élus députés nationaux.

LE « PHÉNOMÈNE »

ZAMORA »

Sur la base d'un bilan critique des organisations auxquelles ils ont appartenu, les militants à l'initiative de A et L sont parvenus à la conclusion qu'il faut construire un nouveau type de formation politique, non centralisée, et qui défendrait quelques grandes orientations mais non à proprement parler un programme. Tout en affirmant reconnaître la nécessité d'accords, y compris électoraux, avec les organisations d'extrême-gauche, A et L les appelle à se dissoudre pour former un nouveau mouvement défini comme « horizontal ». On dira ici, très rapidement, que pour autant que leurs préoccupations soient justifiées, et les orientations qu'ils préconisent, respectables, ces dernières apparaissent rien moins qu'incontestables. L'absence de centralisation dans un mouvement révolutionnaire, en particulier, ne constitue nullement un gage de démocratie effective... encore moins lorsque l'on a des élus. De plus, A et L n'apporte pas de réponse, autre qu'ultimatiste et donc peu opérante, au problème que représente la dispersion politique et organisationnelle des révolutionnaires. Cela étant, l'extraordinaire résultat de la liste d'Autodétermination et Liberté ne tient pas à la particularité de ses positions politiques. Il s'explique par l'immense prestige de Zamora – et donc, aussi, de la politique qu'il a représentée lorsqu'il était député national dans les années quatre-vingt. Luis Zamora reste en effet connu et reconnu comme la figure politique nationale qui avait affirmé qu'il ne fallait pas payer une dette extérieure dont l'engrenage fatal s'est maintenant révélé aux yeux de tous ; qui défendait en toutes occasions les luttes des travailleurs, ou encore faisait scandale à la Chambre des députés

en insultant George Bush Sr qui y était reçu en grandes pompes. Dans un pays traumatisé par la conjonction de la crise socio-économique et de la corruption, Zamora apparaît aussi (à juste raison) comme l'unique homme politique nationalement reconnu à être resté honnête. Tout le monde sait ainsi qu'il a été le seul dans l'histoire du pays à refuser la « retraite de privilège » accordée à vie à tout ancien député national, gratification s'élevant à plusieurs milliers de dollars par mois, et que pour subsister après avoir perdu son mandat électif, son parti et son habilitation en tant qu'avocat, il a exercé pendant des années, jusqu'à aujourd'hui, un travail précaire et mal payé.

Autour de cette personnalité s'est donc exprimé, dans les conditions politiques qui étaient données, un phénomène électoral « objectif ». Zamora a drainé dans la capitale non seulement une bonne part des électeurs qui avaient décidé de voter extrême-gauche, mais aussi un large secteur qui, sans sa candidature, n'aurait sans doute pas exprimé de vote.

QUELQUES

Le score d'A et L n'est cependant que l'expression la plus avancée du phénomène d'ensemble que représente le vote en faveur des marxistes révolutionnaires. Ce vote de classe constitue bien sûr une traduction partielle, au niveau politique, du renouveau des luttes que l'on peut observer dans le pays, après la défaite centrale que la bourgeoisie avait infligée à la classe des travailleurs au tournant des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Il reste que pour l'instant, ces luttes sont principale-

ment le fait d'un secteur marginalisé de la classe, les chômeurs piqueteros. Les salariés (on n'ose plus parler de « classe ouvrière » tellement il reste peu d'usines !) demeurent majoritairement à la défensive, même s'ils ont mené depuis deux ans des mouvements d'importance (notamment dans le cas des instituteurs), et si des grèves générales plus rituelles de 24 ou 48 heures, appelées par tout ou partie des confédérations syndicales, ont été bien suivies dans certains secteurs.

Cela signifie que s'est manifesté, dans une bonne mesure, un phénomène « strictement » politique, dans ce sens qu'il est lié à une situation de crise générale davantage qu'il n'exprime une classique « montée des luttes » : alors que le modèle néolibéral fait eau de toutes parts et se trouve de plus en plus contesté, et que pratiquement toutes les autres forces politiques ont ouvertement failli, les marxistes révolutionnaires voient s'ouvrir devant eux un espace politique totalement inédit. Il s'agit d'ailleurs d'un processus international : par-delà les différences considérables entre un pays dépendant et un État impérialiste, la comparaison avec la France s'impose immédiatement.

Mais pour saisir cette opportunité, les trotskystes devront impérativement réaliser leur « révolution politique ». A cet égard, les articles de Jorge Altamira dans l'édition de Prensa Obrera (Presse Ouvrière) consécutive aux élections (n° 725 du 17 octobre) témoignent du très long chemin restant à parcourir. Luis Zamora y est dénoncé comme un « zéro politique » et un « arriviste » faisant « une critique libérale de droite des partis politiques », les autres secteurs de l'extrême-gauche y sont décrits comme des composantes

d'une « gauche démocratisante potentiellement contre-révolutionnaire », les résultats du front PO-MAS y sont présentés comme ceux du seul PO, et leur relative modestie (Altamira signalant qu'ils sont pour son parti décevants et injustes), expliquée par le fait qu'au début de toute période de montée, les masses, dans leur confusion, se tournent d'abord vers les options de gauche les plus insistantes et opportunistes...

Cet exemple, illustratif de problèmes plus largement répandus, concerne l'organisation qui se présente elle-même comme la plus forte de l'extrême-gauche. Il n'en est que plus révélateur des limites à surmonter. « Ce n'est qu'un début », titre l'article qui vient d'être cité. Espérons que la continuation sera porteuse d'avenir.

Notes

1 Les députés nationaux sont élus pour quatre années, la Chambre des députés étant renouvelable par moitié tous les deux ans, par l'ensemble du corps électoral, dans un scrutin de listes organisé dans chacun des 24 districts électoraux (22 provinces, un territoire et la ville de Buenos Aires, capitale fédérale). Les députés sont élus dans chaque district selon un système proportionnel « à quotient décroissant », qui avantage les grands partis : plus on a de voix, moins il faut de moyenne pour avoir un député. Pour pouvoir se présenter, une formation politique doit satisfaire dans chaque district à des obligations légales assez strictes, qui là encore désavantagent les « petites listes ». Cela explique que dans ces élections, aucun parti ou coalition d'extrême-gauche n'ait été présent dans tout le pays. Il faut également savoir que le régime étant de type présidentiel, le résultat des législatives ne détermine pas constitutionnellement la formation du gouvernement. L'actuel président, le radical De la Rúa, dont la coalition est deve-

nue minoritaire à la Chambre après le 14 octobre, a été élu en 1999.

2 La catégorie d'extrême-gauche, inusitée en Argentine où il n'existe aucune gauche « réformiste » de masse et où les trotskystes sont simplement considérés comme la principale composante de « la gauche », est ici (comme dans l'article précédent) transposée sur la base de sa signification en France. Avec néanmoins une difficulté, qui rend son utilisation non totalement pertinente : s'y trouve en effet inclus le parti communiste, qui est allié à l'une des principales organisations trotskystes au sein d'un front politique et électoral (voir plus avant dans l'article).

3 Pour s'informer sur les positions particulières de chacune de ces organisations, consulter leurs sites Internet : www.po.org.ar (PO), www.mst.org.ar (MST), www.pts.org.ar (PTS), www.mas.org.ar (MAS). Certaines positions générales de cette dernière organisation peuvent aussi être connues en France à travers des textes du courant international Cours Nouveau (dont l'auteur de cet article, par ailleurs, est membre).

4 Celle de plus large diffusion, Herramienta, a d'ailleurs reproduit à plusieurs reprises des articles de Carré Rouge. Son site www.herramienta.com.ar (en espagnol) est particulièrement riche.

Yves Salesse a publié un livre, Réformes et révolution, propositions pour une gauche de gauche, Coll. Contre-feux, Agone, Marseille, 2001, qui a un intérêt direct pour les rédacteurs et lecteurs réguliers de Carré Rouge. Ce livre répond à la démarche de renouveau programmatique qui avait été discutée lors de la journée de travail du 30 septembre 2000.

Un premier pas vers une discussion programmatique

En septembre 2000, Carré Rouge a soumis à la discussion un document de travail qui proposait aux militants et aux organisations du mouvement ouvrier et révolutionnaire de joindre leurs forces dans un effort de renouvellement programmatique. Pourquoi une telle initiative ? « Parce qu'aujourd'hui, était-il dit dans notre document, nous nous trouvons démunis de toute orientation politique digne du terme, (à un autre époque nous aurions dit tout de suite un programme), qui ait comme fondement le combat pour la transformation socialiste de la société, mais qui soit en même temps enracinée dans une analyse des processus sociaux et politiques contemporains, tels qu'ils sont réellement et non pas fictivement en ce début de XXI^e siècle » (voir Carré Rouge, n° 15-16).

Le point de départ de Yves Salesse est le même. Il part du constat que

« la dénonciation du système ne suffit pas. Des millions de gens savent que le capitalisme est nuisible, mais beaucoup ne sont plus très sûrs que l'on peut réellement faire autrement. Pèsent sur eux deux échecs historiques très lourds, : celui du stalinisme qui a porté un coup meurtrier à l'idée de transformation radicale ; celui de la social-démocratie qui prétendait changer les choses par d'autres voies. En tirant les enseignements de ces deux échecs, nous devons refonder la conviction qu'autre chose est possible qui ne soit pas pire. Il faut donc formuler une perspective de transformation qui dépasse le couple dénonciation-revendication, mais qui ne s'enferme pas dans l'énoncé d'un projet bouclé et qui parte de l'état actuel de la société ». En septembre de l'an passé, nous ne connaissions pas encore Yves Salesse personnellement, et nous ne savions pas qu'il avait éga-

lement engagé un travail, dont le réflexe était voisin du nôtre. Nous n'avons donc pas pu l'inviter à la journée de travail et personne ne l'a prévenu non plus de sa tenue. Yves Salesse y aurait participé parce qu'il a toujours accepté et recherché la discussion.

Il est important d'expliquer d'où Yves Salesse parle en écrivant un livre sur « réformes et révolution ». L'auteur est un haut fonctionnaire. Il a commencé sa vie professionnelle et militante comme syndicaliste CGT chez les cheminots et comme membre du Bureau politique de la LCR. Admis à l'ENA par les procédures de recrutement nouvelles de l'Union de la gauche des années 1980, il est entré au Conseil d'État. Il a beaucoup pratiqué la Commission européenne et les nombreuses autres instances de l'Union européenne, écrivant à ce titre un livre important, *Propositions pour une autre Europe*, Éditions Félin, Paris, 1997, que j'ai cité à plusieurs reprises dans des articles pour Carré Rouge. Sa connaissance de l'appareil d'État lui vient du poste de conseiller du ministre qu'il a occupé au cabinet de Jean-Claude Gaysot, ministre des Transports du gouvernement de la gauche plurielle. On trouve l'écho de cette expérience dans le livre dont il est question ici. En 1999, Yves Salesse a réintégré le Conseil d'État. Aujourd'hui, il est président de la Fondation Copernic.

Tout cela fait à coup sûr de Yves Salesse un « haut commis de l'État ». Cela ne fait pas de lui automatiquement un réformiste. Fait assez inhabituel, le responsable des Éditions Agone, Thierry Discepolo, a pourtant fait précéder le livre de Salesse d'un avant-propos très défensif. Le responsable d'Agone semble se croire obligé d'en justifier la publication dans sa collection. Il dit que « l'édi-

tion politique est politique en ce qu'elle avance par compromis » et que les propositions « semblent sortir de la froideur sans songe des chambres de l'État », « portant la marque de notre époque et de nos déroutes ».

Pour ma part, je commencerai tout autrement, en disant qu'à la différence de tant d'autres anciens militants que nous connaissons et que nous n'avons pas besoin de nommer, Yves Salesse a côtoyé le pouvoir ; il a vu les hommes et les femmes qui l'exercent de près ; il a compris le sens et l'orientation de leur action et il en a mesuré les résultats. Fort de cette expérience directe, comme en témoignent les termes très forts qu'il emploie dans les premières pages de son livre, il a rompu politiquement avec le gouvernement Jospin et les partis de la gauche plurielle. Si un plus grand nombre d'hommes ou de femmes de « gauche » avaient fait de même, nous ne saurions pas exactement où nous en sommes.

Il est certain qu'Yves Salesse écrit et parle à partir de son expérience et de là où il travaille. Il est donc bien plus sensible que ne le sont d'autres, formellement plus radicaux que lui, quant à l'accusation lancée par les Claude Estier et autres Robert Hue à l'adresse de Lutte Ouvrière et de la LCR, qu'elles n'ont pas de programme, qu'élues et tenues d'exercer le pouvoir, ces organisations ne sauraient pas quoi faire. Salesse s'est donc engagé seul dans un travail qui l'a conduit à faire des développements et des propositions programmatiques portant sur la matière de deux des « têtes de chapitres » ou « blocs de questions » énoncés dans le document de Carré Rouge : celle des rapports de propriété et celle de l'organisation du pouvoir politique. C'est sur ces questions qui portent

les chapitres les plus approfondis, auxquels viennent s'ajouter deux chapitres courts sur la « mondialisation libérale » et « une autre Europe ». C'est aux deux questions principales que je limiterai mes remarques.

Arrêtons-nous sur le titre du livre de Salesse, très exactement sur la conjonction de coordination « et » qui s'oppose à celle classique de « ou » employée dans le célèbre texte de Rosa Luxembourg contre Bernstein. Ce titre traduit bien la position défendue par Salesse. Elle a un caractère paradoxal dont Salesse pense qu'elle traduit la situation au début du XXI^e siècle : pas simplement la situation politique conjoncturelle, mais les structures mêmes. En un premier temps, il affirme qu'il n'y a aucune possibilité de changement politique et social « progressiste », en un mot de « réformes », hors de luttes politiques très profondes qui devront être marquées par l'apparition de formes d'auto-organisation et d'organes politiques directs de masse, qu'il n'hésite pas à désigner du terme classique révolutionnaire de conseils. En un deuxième temps, il explique pourquoi les réformes, qui sont indispensables si on veut modifier profondément la vie des salariés, des chômeurs et de la jeunesse de parents ouvriers, ne seront pas de vraies réformes à moins de s'attaquer aux rapports de propriété capitalistes et d'instaurer dans une large partie de l'économie des rapports nouveaux (c'est « l'appropriation sociale »). Mais dans un troisième temps, il dit qu'aussi bien les « expériences de pouvoir minoritaire », sans parler de celles du stalinisme, d'un côté, que les inerties et pesanteurs de la vie sociale et la place prise par l'État au cours de la période de « l'Etat-social » ou de « l'Etat-pro-

vidence », de l'autre, supposent qu'on « change l'appareil d'État » plutôt que de le « briser ».

Yves Salesse nous a donné la permission de reproduire de larges extraits du chapitre II, intitulé « la démocratie au cœur du projet ». Ils permettent de bien comprendre comment il conçoit l'articulation entre l'indispensable rôle des conseils dans le processus de passage de la propriété privée à une « appropriation sociale » des moyens de production, de communication et d'échange et leur éclipse ensuite en faveur d'une « forme parlementaire conflictuelle ». Le second des « blocs de questions » identifiés dans le document de travail de Carré Rouge, sur lequel Yves Salesse fait un apport important, est celui des rapports de propriété. Pour lui, laisser intact la propriété privée du capital signifie fermer la voie d'entrée de jeu à toute possibilité de vraies « réformes » et tuer dans l'œuf toutes les possibilités démocratiques qui sont contenues et réprimées dans le cadre de l'organisation sociale actuelle. Les membres du « travailleur collectif » aussi bien que l'ensemble du corps social doivent être en mesure de dire ce qui doit être produit, dans quelle quantité, où et comment. Ces décisions relèvent aujourd'hui des seuls détenteurs du capital. Il faut le leur arracher et proposer des modes de propriété et d'organisation économiques qui tiennent compte aussi bien des désastres de l'étatisme bureaucratique de type stalinien que des limites et du contenu des expériences de nationalisation dans les pays capitalistes développés. « Nous sommes tenus, dit Yves Salesse, d'inventer un mode d'appropriation sociale qui ait effectivement ce contenu, c'est-à-dire qui assure la capacité de la société à maîtriser et à

orienter son appareil productif ». Il fait un certain nombre de propositions dans ce sens sur lesquelles on pourra revenir dans un autre numéro de Carré Rouge. Élément essentiel, pour Salesse, l'appropriation sociale ne doit pas être conçue sans une critique forte des expériences d'auto-gestion de type yougoslave. Elle est, dit-il, « indissociable d'une véritable planification ».

Yves Salesse nous propose donc les éléments d'une discussion tout à fait positive. Le problème, c'est qu'il ne s'en contente pas. Après deux chapitres forts, il nous en impose un intitulé « changer l'appareil d'État ». Ici, c'est effectivement le haut fonctionnaire qui parle, plus que le militant politique, nous livrant des réflexions « d'insider » de l'appareil d'État de la France. Ce qui est dit dans ce chapitre n'est pas vraiment original, ni très excitant. On se demande pourquoi Yves Salesse ne se rend pas compte à quel point le plaidoyer pour un appareil d'État « changé » est en porte-à-faux avec les deux points forts du livre : le rôle clef donné aux organes d'auto-organisation de masse et l'appropriation sociale. Revenir à certaines formes de démocratie représentative de type parlementaire après des bouleversements révolutionnaires ne peut pas signifier continuer à accepter le maintien d'un appareil d'État, certes plus « ouvert à la société » quand même en surplomb par rapport elle. Les processus de bureaucratisation n'ont pas été fondés seulement sur des situations où des « pouvoirs minoritaires » se sont accrochés au pouvoir. Ils ont aussi comme base le processus d'objectivisation et d'autonomisation de l'appareil d'État.

L'État est l'une des expressions de l'extériorisation et du caractère aliéné des rapports sociaux de produc-

tion. Nous subissons le fétichisme de la marchandise et de l'argent. Nous subissons aussi celui tout aussi sérieux de l'État, et cela de façon d'autant plus pernicieuse que ce fétichisme-là semble « meilleur » que les deux autres. Le thème révolutionnaire du dépérissement de l'État n'a pas été une concession aux théoriciens anarchistes, résultant d'un « accès de faiblesse » de Marx, puis de nouveau de Lénine, comme les théoriciens du PCF le soutenaient autrefois. La mise en mouvement du dépérissement de l'État est une exigence fondamentale de l'émancipation collective et individuelle. Si on ne s'y attaquait pas, peut-être par d'autres voies que celles suivies au XX^e siècle, la démocratie socialiste serait de nouveau enterrée. Si c'est cela que Thierry Discepolo a voulu dire au travers des inquiétudes qu'il a exprimées dans son avant-propos, alors je suis évidemment d'accord avec lui.

Dans le cadre d'une vie politique française qui tourne en rond, à l'extrême gauche tout autant que chez les partis parlementaires, Yves Salesse a fait un vrai effort pour aller dans le sens de la reconstitution d'un outil programmatique. Les limitations et les travers « réformistes » sont inévitables dans un travail isolé. La discussion collective, dans un contexte politique où l'urgence d'un renouveau programmatique serait partagée par une couche de militants plus large, les corrigerait très vite. On peut être certain que les apports de ce livre serviront le jour où le déchaînement de la lutte des classes sera venu chambouler le train-train habituel.

Dans les propositions de Carré Rouge pour un travail collectif autour d'un programme politique (voir Carré Rouge, n° 15-16), nous avons donné à la question de la démocratie dans la révolution et dans le socialisme, le statut de « question stratégique, celle où faute de réponse, rien d'essentiel ne pourra plus se faire ». Le premier « atelier de travail » s'est tenu avec Jacques Texier et Laurent Crémieux sur cette question (voir Carré Rouge, n° 17). Pour Yves Salessse, c'est également le point de départ. Aussi nous a-t-il permis de publier les passages essentiels du premier chapitre de Réformes et révolution, propositions pour une gauche de gauche qui porte sur la démocratie et les institutions du pouvoir.

La démocratie au cœur du projet

La démocratie doit être mise au centre, à la fois du projet et des moyens de celui-ci. C'est indispensable après l'expérience stalinienne. C'est indispensable aussi parce que le capitalisme n'assure pas la démocratie [...] mais il lui impose des limites réhivitoires. La conscience de ces limites se fait plus vive. Dans le même temps aucun projet de transformation radicale ne peut y faire l'économie de garanties démocratiques, de réponses aux questions léguées par les expériences révolutionnaires passées.

I- DE LA DÉMOCRATIE MUTILÉE...

Prétendre que le capitalisme incarne la liberté et la démocratie est une imposture. Il s'est toujours bien accommodé des dictatures les plus dures. Il est de plus en plus visible que les peuples des pays dominés ont à faire avec la loi des plus forts. Et même dans nos pays développés, la souveraineté populaire n'est pas assurée. Certains traits et tendances y sont observables. Celle-ci d'abord : pré-

vaut de plus en plus une conception juridique de la démocratie. Il suffirait que certains droits politiques soient proclamés et que certaines institutions existent (parlement élu notamment). Cet aspect juridique est très important mais nous devons défendre une conception plus profonde et plus effective de la démocratie : la souveraineté populaire conçue comme le pouvoir d'opérer les choix essentiels sur le devenir de la société. Cela suppose des droits et des institutions, mais ne saurait s'y résumer.

LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DU CAPITAL CONTRE LA SOUVERAINÉTÉ POPULAIRE

Le capitalisme pose une première limite fondamentale à la souveraineté populaire : le pouvoir économique échappe au pouvoir politique. En séparant le producteur des moyens de production et du produit du travail, le capitalisme a fait perdre à la société le contrôle de ces moyens de production comme de la production elle-même. Un certain contrôle social s'exerce a posteriori, par le marché, c'est à dire de façon non collective et non consciente. Le pouvoir économique appartient fondamentalement aux détenteurs du capital. [...] C'est évidemment une amputation essentielle pour l'exercice de la démocratie, qu'il ne puisse porter que secondairement sur ce qui est le cœur de la vie de la société, la production des moyens de vivre et d'échanger. Cette situation est aggravée par la mondialisation qui affaiblit les moyens d'intervention dont disposaient les États-nations de la dimension de ceux que nous connaissons en Europe. Elle est aggravée encore par le libéralisme.

Nous savons depuis la République

romaine que citoyenneté et démocratie ne sont pas synonymes : « L'existence à Rome d'une sorte de suffrage universel ne doit pas laisser croire que les comices pouvaient jouer un rôle politique important et s'opposer au gouvernement oligarchique ». La règle vaut aujourd'hui encore. La propriété privée des moyens de production et d'échange, la détention du capital par un groupe spécifique, confèrent à celui-ci non seulement un pouvoir économique fondamental mais une force particulière et une place privilégiée dans l'ensemble des activités sociales, y compris donc dans le domaine politique.

Le capital élargit sans cesse son champ d'action en pénétrant de nouveaux secteurs, c'est à dire en transformant en marchandise de nouveaux produits et activités. Ce seul fait renforce son poids dans la société. A Seattle était notamment en cause l'extension des règles du commerce visant à faciliter ce mouvement international de pénétration du capital dans de nouveaux secteurs. Mais il est des activités et produits particuliers. Le double mouvement de développement des médias (à commencer par la télévision) et de leur subordination plus étroite aux détenteurs du capital renforce évidemment plus que proportionnellement la capacité de ceux-ci à peser sur la société entière. Ce n'est plus seulement la décision de ce que l'on produit et de comment on le produit qui est en cause, mais aussi ce que l'on consomme et comment. Y compris ce qu'on écoute, ce qu'on lit, et donc ce qu'on pense. Cela s'amplifiera encore si l'on ne jugule pas le mouvement pour la privatisation accrue de l'enseignement et d'autres secteurs. La puissance financière et sociale des capitalistes leur permet de ne

pas compter simplement sur leurs seules forces. Ils se subordonnent dans l'entreprise des couches techniques, mais le domaine de l'entreprise s'étendant, ils pèsent plus directement sur les milieux journalistiques, intellectuels, artistiques, sportifs, etc. Ils exercent une pression permanente sur les pouvoirs publics dont ils sont les interlocuteurs obligés. Leurs relations, leur culture les immergent d'une certaine façon dans la politique. Leurs organisations multiples, les informations qu'ils détiennent, les experts qu'ils financent, les dotent d'une forte capacité de suivi, d'élaboration et de défense de leurs intérêts, y compris la corruption

Cette position n'est pas comparable à celle des salariés, même organisés collectivement ; a fortiori avec celle des travailleurs indépendants. La capacité à se saisir de la politique se détériore encore avec la précarité des conditions de vie. Il est alors très difficile de se consacrer à l'exercice citoyen. Or le capitalisme a rappelé que le chômage, la précarité de l'emploi, les bas salaires, lui sont indispensables dans ses cycles dépressifs ou de moindre croissance. La tendance à l'exclusion de la vie politique ne limite pas aux chômeurs ou aux travailleurs précaires. Un salarié stable (ce qui est rare hors de la fonction publique, ne serait-ce que par la menace du licenciement) ayant des enfants, gagnant le SMIC, cherchera d'abord à améliorer son niveau de vie.

Ainsi l'égalité politique entre les citoyens est illusoire. Cela ne tient pas à quelque archaïsme résiduel, à quelque imperfection historique non caractéristique du système. L'inégalité sociale et politique lui est consubstantielle. Elle ne différencie pas des individus mais sépare des groupes. C'est l'inégalité de classes sociales.

On ne peut donner son plein effet à la démocratie sans rompre cette inégalité sociale devant l'exercice de la citoyenneté. L'appropriation sociale d'une partie de l'appareil économique n'a pas seulement une fonction économique. Ni une fonction démocratique seulement en ce qu'elle restitue des capacités de choix fondamentaux à la société entière. Elle a aussi une fonction démocratique en combattant le poids politique et social des détenteurs du capital disproportionné avec leur poids numérique. Pour autant tous les problèmes de l'exercice de la citoyenneté ne seront pas résolus.

LES AUTRES INÉGALITÉS

Il s'agit d'abord de l'inégalité hommes-femmes qui n'est pas spécifique au capitalisme, même si celui-ci lui donne une forme spécifique. Tard venues au droit de vote et à l'égalité des droits, les femmes, majorité de l'humanité, n'ont pas acquis l'égalité. Elles constituent la première composante du chômage, du travail précaire, des travailleurs pauvres. Elles sont l'objet de discriminations multiformes, premières victimes du harcèlement au travail, premières victimes de la violence quotidienne. Elles prennent en charge l'essentiel des tâches domestiques et les enfants. Leur condition est une entrave majeure à l'activité citoyenne.

Le cas des femmes est spectaculaire parce qu'elles constituent une majorité opprimée. Il répond à ceux qui feignent de voir dans le droit de vote l'alpha et l'omega de la démocratie, et refusent de considérer les conditions sociales de l'exercice citoyen. Il est symbolique a fortiori de la situation des minorités opprimées. L'exclusion des étrangers des droits politiques est une autre amputation du

corps citoyen potentiel qui devrait pouvoir être corrigée aisément. Mais elle résiste comme preuve d'une autre oppression.

LA FAIBLE EMPRISE DU CITOYEN SUR LA VIE POLITIQUE

La souveraineté populaire est encore dégradée par deux phénomènes majeurs : l'isolement de l'individu et le problème de la représentation. Le capitalisme n'a pas seulement séparé le travailleur de son outil, il l'a atomisé face à l'État. Certes la production capitaliste a créé de nouveaux lieux de socialisation, les lieux de production, mais cela ne suffit pas à faire des communautés humaines qui y travaillent des collectifs politiques. En outre l'appareil de production compte de très nombreuses petites entreprises dans lesquelles l'organisation collective est inexistante et il isole les chômeurs, les indépendants, les intérimaires de toutes sortes, les femmes au foyer. Il est nécessaire de faire l'effort de s'organiser pour avoir quelque poids sur la vie de la société. Mais les organisations collectives destinées à acquérir ce poids tendent en permanence à échapper à leur base. Elles tendent à reproduire les phénomènes de domination de la société, à générer une détérioration propre de leur démocratie interne, à se bureaucratiser.

La souveraineté populaire s'exerce par le droit de vote, c'est-à-dire, pour l'essentiel, par le choix des représentants. L'autonomisation du corps politique, expression de la division sociale du travail, est observable à tous les niveaux et se trouve facilitée par l'atomisation évoquée ci-dessus. Elle est renforcée par la conception dominante de la politique : le secret, la ruse, la conquête et la conservation du

pouvoir pour lui-même, considérés comme un art. La politique et le pouvoir regardés non comme moyen de faire avancer telle orientation mais comme carrière, l'irrespect des promesses électorales et la théorisation de la disparition des programmes politiques vont alors de soi. Tout cela, limitation du pouvoir politique, inégalités, autonomisation du corps politique, concourt de façon générale et particulière à confirmer le citoyen dans son sentiment d'impuissance.

Elle est encore aggravée par le fonctionnement du système de la représentation. La justification de l'autonomie des représentants par la trop grande complexité des questions politiques et des affaires de l'État a une logique profonde. Elle se prolonge au détriment de la représentation parlementaire, puis de l'exécutif lui-même, au profit de la concentration croissante du pouvoir. Partout grandit l'autonomie de l'exécutif par rapport au législatif. Prolongeant l'incapacité du citoyen, on théorise l'incapacité du Parlement à être le législateur, pour le cantonner dans un rôle de contrôle de l'exécutif. Contrôle fort malaisé en pratique. Grandit ensuite l'autonomie de la technocratie. La technicisation des enjeux politiques renforce le pouvoir technicien alors que ceux-ci devraient au contraire contribuer à dégager les questions de leur gangue technique pour faire apparaître les enjeux politiques. La dévaluation du débat politique, (la gestion de l'économie [qui] n'est ni de gauche ni de droite), tendent à renforcer les techniciens dans la gestion de l'État.

En France, ces penchants sont renforcés par le système institutionnel : scrutin majoritaire, prééminence totale de l'exécutif sur le législatif, prééminence du Président au sein l'exécutif hors des périodes anormales de

cohabitation (pouvoir présidentiel qui infecte par mimétisme tous les niveaux institutionnels). L'irruption des « techniciens » de l'État en politique est particulièrement nette avec l'accession d'énarques, spécialement ceux des grands corps, à la tête des deux partis dominants, des ministères et des cabinets ministériels.

Propres aux États développés, ces tendances de fond, autonomisation du corps politique, suprématie de l'exécutif, renforcement de la technocratie, qui trouvent leur source dans les États, sont renforcées par l'actuelle construction européenne. Celle-ci ne crée pas le « déficit démocratique » mais elle l'accroît considérablement.

II-... À LA DÉMOCRATIE ASSUMÉE

Assumer la démocratie ? C'est qu'elle est dure à porter. Elle réclame du temps, ralentit la décision, exige des efforts pour associer le plus grand nombre, faire apparaître les enjeux politiques, accepter la contestation permanente. Il faut tirer les conséquences de ce choix de la démocratie et il est indispensable de clarifier des questions de fond à la lumière des expériences du siècle écoulé : pouvoir minoritaire, place des formes d'auto-organisation, respect du suffrage universel, danger bureaucratique. Bien que ne pouvant préjuger de la complexité des situations à venir, il est nécessaire d'apporter certaines réponses de principe.

AFFIRMER LA SOUVERAINETÉ POPULAIRE

Vieux comme le mot démocratie, le débat sur la spécialisation ou non du politique, partageait déjà les Grecs.

Thucydide attribue à Périclès ce discours : « Les mêmes hommes peuvent s'adonner à leurs affaires particulières et à celles de l'État ; les simples artisans peuvent entendre suffisamment les questions de politique. Seuls nous considérons l'homme qui n'y participe pas comme un inutile ». Au siècle suivant, Platon défend au contraire la spécialisation de l'homme politique et l'exercice du pouvoir par une caste de philosophes gouvernants. La même opposition ressurgit lors de la Révolution française. Sieyès écrit alors : « Il vaudra mieux détacher le métier du gouvernement et le laisser exercer par une classe d'hommes qui s'en occupent exclusivement ». Ce débat met en lumière une contradiction réelle : il est difficile d'être citoyen et entièrement absorbé par un travail forcé. Deux voies s'ouvrent alors. La réduction de la citoyenneté à la désignation de représentants très autonomes ou la recherche de la participation de tous à la vie publique. C'est un choix fondamental.

Les tendances contemporaines vont dans la première direction, avec les mêmes arguments : la gestion de la cité est affaire de spécialistes. Nous devons défendre une autre conception de la démocratie et donc de la politique. Réaffirmer qu'elles doivent être l'affaire de tous, que chacun est capable de se prononcer sur les grands choix, avec son niveau de connaissance et son expérience propres. C'est une rupture avec les tendances actuelles mais aussi avec l'approche individuelle de l'exercice citoyen. La décision démocratique est une émergence. Elle suppose la confrontation des points de vue, des pratiques collectives et donc une socialisation de la politique. Cette conception ne doit pas être regardée comme un idéal inaccessible mais

comme une orientation d'action immédiate. Elle implique la consolidation et l'extension des droits politiques. Cette évidence ne va pas de soi.

Ecartons toute vision ingénue de la transformation sociale. Celle-ci suscitera des réactions, des mobilisations massives, des luttes et donc une situation tendue, troublée, désordonnée au sens strict. De tels moments sont habituellement peu propices à l'extension pratique des droits démocratiques, si celle-ci n'est pas une orientation volontariste. Elle vaut donc d'être affirmée. Par rapport aux expériences passées, nous devons aller plus loin. Leurs contextes particuliers ont conduit à justifier des pouvoirs révolutionnaires minoritaires au nom du caractère minoritaire de la classe ouvrière, de l'attente de l'extension internationale de la révolution ou de la défense de ses acquis. Ces problèmes ressurgiront. Sauf le premier, dès lors que nous traitons de pays dans lesquels les salariés représentent près de 80 % de la population et les salariés modestes sont majoritaires. La souveraineté populaire a acquis de ce fait un contenu social nouveau. Si elle est un élément central de la société que nous voulons construire, un pouvoir révolutionnaire disposant d'une légitimité majoritaire est à la fois condition de la transformation effective et dimension de celle-ci. Nous devons récuser clairement le maintien d'un pouvoir minoritaire. Il contredit notre projet politique. Un tel pouvoir ne peut se maintenir qu'en développant un puissant appareil de contrôle et de répression de la société qui tend à devenir sa véritable base sociale. Cette prise de position a une conséquence qui n'est pas mince : nous devons accepter l'hypothèse de la réversibilité du processus en-

gagé. Accepter l'hypothèse veut dire aussi tout faire pour qu'elle ne se présente pas, pour que la société dans sa majorité adhère à la révolution en cours. Cela confirme la nécessité de prendre immédiatement des mesures qui changent les conditions de vie.

LES FORMES D'AUTO-ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ ET LA QUESTION DU POUVOIR

La tradition révolutionnaire a trouvé une réponse aux principales mutilations de la démocratie : l'exercice du pouvoir par les formes d'auto-organisation de masse dont se dote le mouvement social au cours de la lutte. Il paraîtra sans doute saugrenu d'y revenir. C'est que la situation présente fait oublier des expériences encore proches, que le cours des luttes remettra inévitablement à l'ordre du jour.

LA TENDANCE À L'AUTO-ORGANISATION MASSIVE EST UNE CARACTÉRISTIQUE UNIVERSELLE DES PÉRIODES DE MOBILISATION INTENSE ET PROLONGÉE

Elle est observable sous toutes les latitudes et à toutes les époques depuis l'avènement du capitalisme industriel. Il y eut la vague des soviets, des conseils ouvriers, paysans ou de soldats, parcourant l'Europe dans la foulée de la révolution russe. On retrouve les soviets en Chine (1928-1934), les comités et communes en Espagne (1936-1937). Après la Deuxième Guerre mondiale, outre les structures d'autogestion en You-

goslavie, chaque révolte dans les pays de l'Est fait éclore des conseils ouvriers. On assiste à des expériences prolongées de contrôle ouvrier en Bolivie (1953-1963) ou en Indonésie (1945-1964). Plus récemment, la révolution portugaise (1974) a suscité un mouvement massif d'auto-organisation à la base dans les usines, à la campagne et dans l'armée. L'Équateur a connu les « assemblées du peuple » en 1997 et les « parlements du peuple » en 2000. Ce sont des expériences d'auto-organisation véritables, larges, posant rapidement la question du pouvoir dans l'entreprise, la localité ou l'État. On voit à ce court énoncé que l'expression de caractéristique universelle n'est pas exagérée. Depuis la Commune de Paris (dans laquelle Marx avait trouvé la forme politique de dépassement de la démocratie bourgeoise), le mouvement a parcouru le siècle et la planète, touchant aussi bien des pays développés que des pays d'Asie ou d'Amérique latine. Dès que la mobilisation sociale est forte, chacun touche du doigt la possibilité de changer les choses. L'ordre social n'est plus extérieur, donné, intangible. On redécouvre qu'il est une création humaine, que l'homme peut donc changer. Naît alors une aspiration puissante à prendre en main ses propres affaires. Une fois rompus la routine des rapports sociaux traditionnels, de la division sociale traditionnelle, et si le cadre organisé de l'action collective existe, chacun prend place dans le débat, âprement, passionnément. Quiconque a seulement vécu une grève massive avec occupation des lieux, sait comment cette démocratie de masse peut devenir vivante. Difficile toujours, confuse souvent, mais vivante. Et mille fois supérieure à l'élection épisodique par des ci-

toyens muets. La supériorité de ces formes nouvelles (que j'appellerai conseils) ne saurait être sérieusement contestée.

LA MUTATION D'ORGANES DE LUTTE EN ORGANES DE POUVOIR

La fonction des conseils peut évoluer ou se stabiliser à chacune des phases du processus. Nés comme organes de lutte ils tendent à organiser la vie de l'entreprise, voire sa production. Ils tendent aussi à se coordonner et à organiser la vie de la localité et au-delà, notamment lorsqu'il y a crise ou carence du pouvoir en place. Ils peuvent d'ailleurs naître directement d'une telle carence. L'extension de leur coordination et de leur fonction peut se généraliser, et déboucher sur l'édification d'un véritable double pouvoir contestant le pouvoir traditionnel. Cette situation de double pouvoir peut conduire la coordination des conseils à prendre le pouvoir. Entendons par là non seulement le remplacement du gouvernement, mais la transformation de la pyramide des conseils en nouvelle forme du pouvoir et de l'État. On passe ainsi d'organe de lutte à organe de prise du pouvoir puis à organe d'exercice du pouvoir, à cause de ce moment particulier où se mêlent lutte pour des objectifs (le pain, la paix, la réforme agraire, etc.), lutte pour le pouvoir (parce que le pouvoir en place s'oppose à ces objectifs), puis, le cas échéant, exercice du pouvoir central. Or le passage de l'un à l'autre, pour être possible, est moins naturel qu'il ne ressort des théorisations. Chacun de ces passages recèle une contradiction. Contradiction lors du passage d'organes de lutte à organes de prise du pouvoir lorsque celle-ci ne fait pas

accord en leur sein. Aucun enchaînement mécanique n'assure que les grandes masses réunies par la lutte adoptent l'objectif de la révolution et de la prise du pouvoir. Ses partisans peuvent alors chercher des organes moins unitaires, moins représentatifs, mais plus révolutionnaires. Surgit alors la tentation de la prise du pouvoir minoritaire.

Contradiction lors du passage d'organe de prise de pouvoir à organe d'exercice du pouvoir, où ressurgit la question du pouvoir minoritaire. L'auto-organisation massive ne prémunit pas contre l'hypothèse d'une volonté majoritaire de retour en arrière. Une fois prises les décisions immédiates qui soudaient le mouvement et ses formes d'organisation unitaire, l'heure est à la gestion de la société, aux réformes de fond. Le pluripartisme, la démocratie dans les conseils, ne suffisent pas nécessairement à garantir la poursuite du processus révolutionnaire. Les positions qui s'affrontent peuvent rester dans le cadre politique et social nouveau. Elles peuvent aussi conduire à le remettre en cause. Les révolutionnaires ont toujours considéré le processus comme irréversible. Une fois le saut franchi, il n'y aurait de retour en arrière possible que par une contre-révolution de l'adversaire auparavant battu. Cela conduit inévitablement à la normalisation politique des organes d'auto-organisation populaire, puis au pouvoir minoritaire. J'ai écarté cette orientation plus haut. Si cet écueil est évité, demeure le problème de la représentativité des conseils sur le moyen terme [...].

UNE FORME PARLEMENTAIRE TRANSFORMÉE ET CONFLICTUELLE

Le processus de transformation ne peut être fixé à l'avance. Les moments les plus riches d'appropriation populaire de la politique donneront naissance à des structures d'auto-organisation de type conseils. Tant que dure la mobilisation ces structures sont capables d'impulser une vie démocratique beaucoup plus riche que les formes de la démocratie représentative traditionnelle. Elles acquièrent, par la multiplicité de leurs réalisations et leur mode de fonctionnement, une légitimité auprès de toute la population même si celle-ci n'y est pas complètement organisée et représentée. Cette légitimité devra être vérifiée périodiquement par le recours au suffrage universel.

Même dans leur forme épanouie, les conseils n'assurent qu'une représentation partielle de la société et des travailleurs. Ceux des petites entreprises, les salariés mobiles, les travailleurs indépendants, les femmes au foyer, les chômeurs, les malades, etc., y trouvent difficilement leur place. En période de mobilisation c'est acceptable et accepté parce qu'il y a confrontation des forces. Chacun a conscience que les gros bataillons, les lieux de concentration des salariés, sont déterminants. Tous les travailleurs dispersés savent qu'ils pèsent peu et peuvent se reconnaître dans l'action et l'organisation des secteurs plus massifs et concentrés. Ce n'est plus cas lorsque la stabilisation de la situation ne justifie plus cette sur-représentation de fait de certains secteurs. D'autant que la pérennisation des structures nées de la mobilisation tendra à y renforcer les tendances à l'égoïsme d'entreprise ou de localité. Elles seront alors de moins en moins capables d'incarner l'intérêt général [...]. Lorsque, la mobilisation retombée, ces structures ne représenteront plus une organisa-

tion sociale et politique massive du peuple, il sera nécessaire de revenir à une forme parlementaire issue du suffrage universel.

Cette forme parlementaire ne sera pas celle que nous connaissons, ni par son champ d'action, ni par sa structure. Ses orientations générales découlent des obstacles à un véritable fonctionnement démocratique relevés précédemment.

Il faut réintégrer les choix économiques dans le débat politique et, pour que cela soit possible, décider d'emblée l'appropriation sociale d'une partie de l'appareil économique, faire baisser la pression du marché mondial, déterminer les niveaux auxquels les pouvoirs publics ont une réelle capacité d'action. Libérer du temps pour permettre aux citoyens de s'inscrire dans la vie politique et sociale et développer la formation à cette fin. S'attaquer aux inégalités qui sont aussi des inégalités dans l'exercice de la citoyenneté. S'attaquer à l'autonomisation des corps politique et technique par l'invention des formes de participation de la population aux processus de décision et de contrôle, de nombreuses expériences étant déjà réalisées au niveau local. Reconnaître aux formes d'organisation indépendantes du pouvoir une place dans la vie démocratique. Élargir les possibilités de consultation directe des citoyens. Développer les moyens d'expression des partis et des organisations du mouvement social. Réformer les institutions, notamment : suppression de la suprématie de l'exécutif ; élections au scrutin proportionnel qui n'entraîne pas la paralysie dès lors qu'elle est assortie de règles telles que l'obligation de disposer d'une majorité alternative pour renverser le gouvernement ; non cumul des mandats. Tout cela impliquant

une réforme de l'appareil de l'État. On ne gagne rien à vouloir institutionnaliser la contestation de masse et ses formes d'auto-organisation. Leur existence ne se décrète pas plus qu'un décret ne doit les maintenir lorsqu'elles se dessèchent. Elles sont le produit d'un mouvement profond de la société libérant chaque fois la richesse de l'initiative populaire. Voilà ce qu'il faut préserver. Elles sont (donc) un axe politiquement fondamental. Les organisations qui se réclament de la transformation sociale doivent avoir toujours ce souci de promouvoir des formes d'auto-organisation populaires lorsque la situation s'y prête. Celles-ci occuperont la place qu'elles gagneront, en fonction de leur force et de leur représentativité, sans se limiter au champ d'action prévu par une théorie ou un décret.

L'action du gouvernement, et donc sur le gouvernement, est alors très importante. Les conseils peuvent y jouer un rôle primordial [...]. De tels organes bousculent les pouvoirs traditionnels, empiètent sur leurs prérogatives. Un pouvoir véritablement de gauche devra non seulement ne pas les combattre mais profiter de cette mobilisation pour accélérer son action formatrice. Ce n'est pas simple, comme gouverner n'est pas simple. Mais c'est possible. Et ce sera l'enjeu d'une lutte politique majeure entre courants politiques. Symétriquement, l'existence d'une telle auto-organisation assurera le contrôle le plus efficace des pouvoirs politiques.

Cette approche me semble être, pour toute une période, la meilleure façon de combiner le droit public nécessaire pour les garanties qu'il porte et sa contestation vivante. Combinaison plus facile dans un contexte profondément modifié par l'en-

semble de réformes réalisées dans les domaines de l'économie, des institutions, des médias, etc. La cohabitation conflictuelle entre forme parlementaire transformée et formes d'auto-organisation ne se posera pas alors dans les mêmes termes qu'aujourd'hui où elle conduirait à une rapide épreuve de force.

DANGER BUREAUCRATIQUE ET SÉPARATION DES POUVOIRS

Les révolutionnaires ont longtemps considéré que le nouvel État, appuyé d'une façon ou d'une autre sur les formes d'auto-organisation populaire, devait présenter sur « l'État bourgeois » l'avantage d'une concentration du pouvoir supprimant la séparation des rôles, entrave à la mise en œuvre de la volonté populaire [...].

L'expérience nous a appris qu'un appareil administratif demeurera et que toutes les organisations, partis, syndicats, ont tendance à se bureaucratiser. Rien n'est plus dangereux que la fusion de ces bureaucraties. C'est l'expérience terrible du stalinisme et, dans une certaine mesure celle du nazisme aussi. Une façon d'éviter la question consiste à dire que, dans les pays développés, l'assimilation de ces expériences par une classe salariée très majoritaire, éduquée, disposant de moyens de communication et d'information nouveaux, prémunit contre la réédition de telles aventures. Une autre consiste à transformer un changement du système économique et social en catharsis miraculeuse. On la retrouve dans beaucoup d'écrits sur les dysfonctionnements politiques. A la critique de l'existant, des phénomènes de bureaucratie, de captation et de jeux de pouvoir, est opposée la res-

tauration de la démocratie, de la souveraineté populaire. Comme si tous les phénomènes dénoncés devaient miraculeusement disparaître grâce à la seule volonté politique. C'est une autre façon de renvoyer le problème à plus tard, « au siècle qui vient ».

Non, nous ne sommes pas prémunis. Les tendances à la dénaturation des formes démocratiques (organisations et institutions) sont indissociables de l'existence d'un pouvoir. La bureaucratiation des organisations sera une donnée structurelle tant que la division du travail subsistera, renforcée par la participation au pouvoir. Et la tendance à la fusion de la bureaucratie des organisations avec celle de l'État serait nettement renforcée par la concentration des pouvoirs. Le danger bureaucratique est une question centrale que l'on doit traiter.

Ce danger conduit à défendre la séparation des pouvoirs. Séparation à prendre au sérieux dès aujourd'hui. Les systèmes institutionnels présents la proclament, mais simultanément ils la réduisent par la prééminence toujours plus nette des gouvernements sur les parlements (plus généralement, des exécutifs sur les assemblées délibératives) et par la force de la technocratie.

PRÉSERVER LA SÉPARATION DES ORGANISATIONS ET DE L'ÉTAT

Le maintien de la fonction syndicale indépendante est indispensable. Il n'est plus nécessaire aujourd'hui de s'y arrêter longuement tant l'intégration des syndicats dans les organes de pouvoir, et a fortiori leur mutation en organes du pouvoir, a montré sa nocivité. Les travailleurs sont alors dépourvus de tout instrument de dé-

fense. Une organisation de défense des travailleurs comme producteurs individuels, collectifs spécifiques et collectif général, doit exister et assurer cette fonction première de défense face à tout pouvoir, politique ou économique. Il en est de même pour les associations de défense de catégories particulières de la population qui ne doivent jamais s'identifier au pouvoir.

C'est vrai aussi pour les partis qui participent au gouvernement. La question est pour eux plus complexe. Ils ne peuvent être totalement indépendants du pouvoir s'ils y sont représentés et ont à rendre compte de ce qu'y font leurs représentants. Pour autant ils ne doivent pas s'identifier à lui. Là encore l'expérience a montré qu'il est crucial que les partis préservent leur fonction critique, de défense des objectifs stratégiques et d'élaboration. S'ils ne savent pas garder cette distance, gérer la contradiction entre leur participation au pouvoir et sa contestation, l'exercice de la citoyenneté et donc la démocratie se trouvent privés d'instruments essentiels.

MAINTENIR UNE ADMINISTRATION SÉPARÉE

Le refus de la confusion de l'administration et des organes politiques du pouvoir [...] découle de la persévérance du danger bureaucratique, pris ici dans l'une de ses dimensions particulières : la bureaucratie de l'État. Le contrôle politique de la technocratie est difficile et pourtant indispensable à un fonctionnement démocratique.

Pour exercer ce contrôle, l'existence d'une administration séparée est préférable, malgré ses inconvénients. Elle rend plus visible la tech-

nostructure et la prive de la légitimité politique que lui confère la confusion. La fusion des fonctions politiques et administratives renforcerait la technocratie au lieu de la soumettre. L'administration doit donc être séparée. Elle doit être aussi diversifiée et, d'abord, mise au service d'instances politiques différentes. Cela conduit à la séparation de l'exécutif et du législatif.

RESTAURER LE RÔLE DU POUVOIR LÉGISLATIF

La séparation est utile fonctionnellement et, surtout, peut servir le dessein stratégique de lutter contre la fusion bureaucratique. [...] Ma conception de la séparation s'oppose aux théories de la fusion mais aussi à la réalité présente qui consacre la suprématie de l'exécutif. Tellement consacrée que l'on parle de « la politique du gouvernement ». Cette expression illustre le ravalement des représentants à un rôle secondaire. Il devrait y avoir la politique du parlement mise en œuvre par le gouvernement. La suprématie de l'exécutif signe l'autonomisation du gouvernement par rapport aux représentants ainsi que la force de la technocratie. Les représentants ne font plus les lois mais les votent. Ils n'ont même pas le rôle réduit du contrôle de l'exécutif faute de moyens pour l'exercer. L'exécutif dirige l'administration. Disposant de tous les moyens d'expertise, d'action et de contrôle, il ne peut qu'assurer sa domination. La limitation du pouvoir de l'exécutif politico-technocratique suppose qu'à la séparation des pouvoirs corresponde celle des moyens.

Nous avons vu qu'un problème clé de la démocratie est la capacité de contrôle de la technocratie. Que peut le politique si on ne lui propose

qu'une seule solution « technique », si les possibilités de choix ont auparavant été sélectionnées à l'intérieur de la technocratie ? C'est pourtant une tendance forte de celle-ci. La première solution est l'éclatement de l'expertise, afin que les possibilités de choix ne soient pas occultées. Il en est de même pour l'éclatement des moyens d'action. Cela vaut à l'intérieur du gouvernement. Un ministère sans administration n'est rien. Depuis l'origine tous les ministres de l'Environnement en ont fait la douloureuse expérience dans leurs rapports avec Bercy, les ministères de l'Industrie, du Transport et de l'Équipement. Cela vaut pour les rapports entre l'assemblée des représentants et l'exécutif. [...]

Alain Bihr vient de publier un imposant et important livre d'économie et de philosophie marxiste, *La reproduction du capital. Prolégomènes à une théorie générale du capitalisme*, Editions Page deux, Lausanne, 2 tomes, 2001. Sur un plan théorique situé bien plus « en amont » que celui d'Yves Salessse, le livre de Bihr participe lui aussi totalement d'une démarche de rénovation programmatique.

Une lecture très contemporaine de Marx, un outil théorique de grande importance

Les livres se donnant pour objectif de proposer un commentaire renouvelé du *Capital* de Marx, en partant de tel ou tel angle d'attaque, ne sont pas nombreux. Il en paraît un toutes les deux ou trois générations. C'est le défi qu'Alain Bihr s'est fixé, il y a quelques années, en solitaire. Le résultat vient de paraître aux Éditions Page deux de Lausanne, grâce à Charles-André Udry, sous la forme d'un gros livre en deux tomes.

Une lecture ou une re-lecture du *Capital* est toujours faite en réponse à une interrogation, donc en privilégiant un point d'entrée. Dans ce livre, l'interrogation porte sur la capacité

de survie du capitalisme, son aptitude à se perpétuer. Son point d'entrée est la question de la reproduction du capital. Bihr rappelle que le capital est d'abord un rapport social de production fondé sur l'expropriation des producteurs directs, la séparation des travailleurs des moyens de production et l'appropriation privée de ceux-ci. De ce fait la question de la « reproduction du capital » traitée ici, est bien plus vaste et plus complexe que celle que les économistes rangent habituellement sous ce terme. Ce que Alain Bihr veut étudier est un processus social global dans le cadre duquel le capital se reproduit comme rapport de production, en se

subordonnant progressivement, bien au-delà de la sphère économique, l'ensemble des activités sociales, la totalité des dimensions de la vie sociale.

Le travail de Bihr ne porte pas exclusivement sur le Capital, mais aussi sur d'autres textes fondamentaux de Marx tels que les Fondements de la critique de l'économie politique (les Grundrisse) et le « Chapitre inédit du Capital ». Il y cherche l'ensemble des analyses (dont le degré d'achèvement est très divers) et des fils conducteurs qu'on peut trouver chez Marx sur les processus de reproduction du capital et de sa domination. Ce travail constitue, en dix-huit chapitres et environ 570 pages, le corps du livre de Bihr. Celui-ci commence par trois chapitres sur le capital pris successivement comme rapport social de production, comme valeur en procès et enfin comme pouvoir. C'est là une dimension essentielle, jamais ou rarement traitée. Son examen par Bihr est l'un des nombreux apports de ce travail. Suivent des chapitres très denses sur l'appropriation par le capital du procès de production, de consommation, de circulation et de répartition, et puis des chapitres sur la reproduction du capital dans ses différentes dimensions. Les derniers chapitres portent sur les contradictions et impasses du capital dans le processus de reproduction, sur la lutte des classes et les crises. L'exposé de la méthode et des résultats de Marx est extrêmement pédagogique et claire. Une fois passée la première rencontre un peu imposante avec ce livre, même ceux et celles qui ne sont pas rompus à la théorie économique et politique y prendront vite un très grand goût.

Dans l'article consacré dans ce même numéro de Carré Rouge au livre de Yves Salessse, il y a un rappel du

constat de vide et de renouveau indispensable et urgent au plan programmatique comme au plan théorique. Yves Salessse aborde les questions par « l'aval », dans un souci évident de pouvoir répondre assez vite en termes de « propositions » (c'est le sous-titre de son livre). Alain Bihr prend les questions en « amont », sur le plan de la philosophie et des catégories économiques les plus fondamentales. Il faut lui en savoir gré, même si c'est ardu, car c'est effectivement seulement en incluant le niveau de la réflexion théorique « abstraite » qu'une reconstruction politique a une chance de se faire.

LES HOMMES DANS LEURS RAPPORTS AU MONDE

La lecture du livre de Bihr suppose un effort important. Au besoin, pour y entrer et se convaincre tout de suite de sa nécessité, il vaut mieux sauter les premières pages et aller tout de suite à la page 22. C'est là que Bihr expose son approche à la pensée de Marx. Celle-ci exige de comprendre, « la réalité sociale comme praxis : comme auto-production de l'humanité dans un rapport contradictoire de celle-ci à ses propres produits et œuvres ». Et Bihr de préciser : « En produisant un monde humain (dans sa triple dimension matérielle, institutionnelle et symbolique), en objectivant ses puissances dans et par la transformation du monde (naturel et social), l'homme, dans la conception de Marx, acquiert lui-même une objectivité : il se définit et se réalise, en donnant forme et contenu à son humanité. Dans et par ses produits, ses rapports sociaux, ses œuvres culturelles, l'homme se conquiert comme

être humain : il pose son humanité dans la richesse de ses multiples déterminations ». Pour Marx, de façon simultanée et contradictoire, rappelle Bihr, « les produits et les œuvres de l'humanité peuvent lui échapper, acquérir une existence séparée et autonome, voire se retourner contre lui et le nier, en le dominant comme autant de fétiches dans lesquels il ne reconnaît plus le résultat de sa propre activité. Autrement dit, si, pour l'être humain, l'activité objectivante est affirmation et réalisation de soi, elle est toujours aussi, potentiellement, risque de négation et de perte de soi, d'aliénation en un mot ».

Selon la conception défendue par Marx, écrit Bihr, « comprendre la réalité sociale comme praxis, c'est donc placer au centre de son analyse le rapport contradictoire entre l'acte et l'œuvre, le producteur et le produit, le sujet et l'objet, ainsi que le mouvement dialectique qui naît de cette contradiction (objectivation, aliénation, lutte pour se réappropriier les puissances aliénées). Pareil modèle d'intelligibilité implique donc d'entretenir un rapport fondamentalement critique à la réalité sociale » (page 23). Cette approche à Marx se retrouve tout au long de la lecture qu'il nous propose du Capital et des autres textes. Celle-ci fait donc une très large place aux différentes formes de fétichisme (la marchandise, l'argent, l'État), comme aux mécanismes d'autonomisation des processus de valorisation et de concurrence.

« LA DESTINÉE INCERTAINE DE L'HUMANITÉ »

En présentant la pensée de Marx comme il le fait, Bihr prend lui-même

parti. La théorie critique, dit-il, ne doit pas se soucier de la « neutralité axiologique » communément exigée depuis Max Weber des sciences sociales. Elle implique au contraire, « une prise de position et même une prise de parti en faveur de ceux qui luttent contre l'oppression sous toutes ses formes et les aliénations qui lui donnent naissance, en faveur de l'émancipation humaine ». Pour autant, prise de parti ne promet pas de « lendemains qui chantent ». A l'encontre de tout déterminisme historique, Bihr propose une lecture de Marx de près qui est tout à fait en prise avec nos interrogations et nos incertitudes contemporaines.

Loin du matérialisme dialectique (la diamat) du temps de la domination stalinienne sur la pensée « progressiste », mais loin aussi des croyances trop faciles sur « les lois de l'histoire plus fortes que les appareils bureaucratiques », Bihr défend une théorie de l'histoire qui est matérialiste, mais en même temps qui est non déterministe. Cette théorie est celle d'un mouvement où « de l'action de transformation de la nature par l'humanité, comme de l'histoire des rapports des hommes entre eux naît un devenir essentiellement aveugle qui emporte (l'humanité) vers une destinée incertaine » (page 22, c'est moi qui souligne, F. C). Comment ne pas mettre cette interprétation de Marx en relation avec le cours contemporain de l'histoire, avec l'ensemble du développement des dernières années et même des dernières semaines. N'est-ce pas un « devenir essentiellement aveugle » qui a été révélé soudainement aux populations des pays les plus riches et instruits de la planète par les attentats du 11 septembre ?

AUX ANTIPODES

D'ALTHUSSER ET

DU STRUCTURALISME

Voilà déjà des raisons de lire le livre de Bihr. D'autres concernent ses prises de positions par rapport à certains des courants dominants de sociologie, de même que par rapport au structuralisme. Les choix qu'il fait dans son approche de Marx, toute comme sa connaissance intime d'auteurs comme Henri Lefèvre, Ernst Bloch ou Lukacs, doublée de son activité militante, le conduisent à rompre radicalement avec deux des courants les plus importants des sciences sociales, le positivisme et la pensée kantienne.

En choisissant de placer au cœur de l'analyse de la réalité sociale la dialectique du sujet et de l'objet, Bihr s'écarte des approches qui se caractérisent au contraire par la séparation, en faveur de l'un ou l'autre terme, du sujet et de l'objet. Le positivisme privilégie l'objet, il « traite les faits sociaux comme des choses » (selon la formule de Durkheim), en concevant la réalité sociale sur le modèle de la réalité physique, comme un ordre ou un système de lois objectives. Au pôle inverse, « l'épistémologie d'inspiration kantienne privilégie le sujet en concevant la réalité sociale comme l'œuvre de la liberté (d'action et d'interprétation) des sujets individuels dans leurs interactions mutuelles ». Et Bihr de préciser, « au lieu de fixer à part et de figer dans leur identité unilatérale et abstraite le sujet et l'objet (la liberté et le déterminisme, l'acteur et le système, le sens et la structure), le concept de praxis les médiatise dialectiquement, en s'efforçant de les saisir dans le rapport contradictoire dans et par lequel ils s'engendrent

en même temps qu'ils se nient réciproquement » (page 26).

La dernière lecture du Capital à avoir voulu proposer une interprétation « globale » a été celle, de type structuraliste, faite par Althusser et ses étudiants de la rue d'Ulm, membres du PCF ou maoïstes, entre 1965 et 1970. La méthode de Bihr et sa lecture de Marx se situent aux antipodes de celle d'Althusser. Dans l'introduction, Alain Bihr précise lui-même, à propos du concept de mode de production, l'abîme qui sépare les deux approches. Pour Bihr, le terme de mode de production « ne désigne pas une totalité donnée, articulant différentes instances distinctes (l'économique, le politique, l'idéologique) en un système clos et auto-reproductif ; mais une totalité en devenir, un mouvement de totalisation, située dans le temps historique et dans l'espace mondial, se faisant et se défaisant sans cesse à travers le processus par lequel ses rapports structurels (les rapports sociaux de production) tendent à se subordonner la praxis sociale entière, intégrant et désintégrant à la fois ce qui les tire en arrière (le legs historique) et ce qui les pousse en avant (les potentialités révolutionnaires), engendrant ainsi sans cesse du neuf et de l'inédit » (page 34-35).

UNE QUESTION CLEF

OU LA DISCUSSION

DOIT S'ORGANISER

Pour Bihr, le capitalisme est donc « une totalité inachevée, contradictoire et ouverte » dont l'analyse exige « une approche globale, négative et utopienne ». Fort de cette approche, il affirme la nécessité de s'attaquer à l'analyse de quatre blocs

de questions, au terme de laquelle il deviendrait possible de dégager une « théorie générale du capitalisme » Deux seulement sont traitées dans le livre que nous commentons. Ce sont celles que Marx, sans nécessairement pressentir qu'elles se poseraient avec l'acuité qu'elles revêtent aujourd'hui, a abordées et traitées en partie, au moins au plan méthodologique.

La première est celle mentionnée dès le début de cet article, à savoir « l'étonnante "survie" du capitalisme depuis un siècle » Et Bihr de préciser le contenu de son interrogation : « Comment le capitalisme est-il parvenu à se maintenir et continue-t-il à se maintenir, en dépit des crises et des guerres qu'il a déclenchées à plusieurs reprises, en dépit des forces matérielles et sociales qui, conformément aux analyses de Marx, l'ont poussé vers son éclatement et son dépassement en une forme sociale supérieure ? » (page 27).

On aura compris que Bihr ne se satisfait pas, même s'il est sans doute prêt à en tenir compte, de la thèse (à laquelle nous avons fait une place beaucoup trop importante pendant beaucoup trop de temps) qui voudrait que ce soit avant tout les trahisons des dirigeants politiques des mouvements ouvriers traditionnels et les erreurs des révolutionnaires, qui expliqueraient cette survie au XX^e siècle. Il pense qu'il est indispensable de replacer la question dans un contexte plus vaste, que le marxisme lui-même appelle. Il faut « s'interroger sur la capacité des rapports sociaux capitalistes à se reproduire » en se demandant « comment ont pu être maîtrisées leurs contradictions internes, comment elles ont pu être subordonnées aux processus régulateurs de la reproduction, voire

servir ces processus, leurs effets de rupture se voyant alors inhibés et virtualisés et les contradictions intégrées » (et même utilisées pour améliorer la stabilité du système et les mécanismes de domination sociale). La seconde question soulevée par Bihr, est celle, opposée et complémentaire, des transformations du capitalisme. Selon Alain Bihr, « tout en se maintenant quant à l'essentiel (les rapports sociaux de production, de propriété et de classes), le capitalisme s'est profondément transformé au cours du siècle écoulé. Autant que par sa capacité à se reproduire, il nous aura étonné par sa faculté à produire du neuf, de l'inédit, de l'inattendu, dans tous les secteurs et à tous les niveaux de la praxis sociale. »

Dans la foulée de cette caractérisation, Bihr ouvre, assez agressivement de surcroît, une polémique sans dire exactement qui il vise. « Rien, dit-il, n'a été plus stupide [sic] qu'une certaine thèse d'origine léniniste, parlant de stagnation voire de dégénérescence du capitalisme contemporain. S'il est vrai qu'au sein de ce dernier la reproduction l'emporte globalement sur la production, en ce sens que la seconde reste le plus souvent subordonnée aux exigences de la première, il s'agit pourtant de comprendre que la reproduction ne peut s'effectuer sans une incessante production, innovation, invention : de nouveaux rapports sociaux, de nouvelles techniques et pratiques, de nouvelles institutions et représentations » (page 30). Peut-être est-il nécessaire de s'entendre sur le terme « capitalisme contemporain ». S'agissant du capitalisme que nous connaissons aujourd'hui, dont les mécanismes d'accumulation sont entièrement dominés par la finance, la thèse selon laquelle « la reproduc-

tion l'emporte globalement sur la production, la seconde étant subordonnée aux exigences de la première » a été soutenue presque dans ces mots par Claude Serfati et par moi-même. Nous l'avons argumentée – et documentée en moins en partie – dans des livres et des articles.

Il est une chose (et on peut la considérer effectivement comme « stupide ») que d'annoncer que le capitalisme est moribond en tant que système de domination et de se laisser surprendre par la capacité des classes dirigeantes à faire preuve de beaucoup de réactivité et d'imagination dans la défense de la propriété privée des moyens de production. Il en est une autre que de rester aveugle aux nombreuses expressions de la transformation du système capitaliste en une formation sociale parasitaire, dont les mécanismes et les politiques sont orientés de plus en plus vers le maintien coûte que coûte des bases économiques et sociales de la domination des possédants.

C'est là une question essentielle, qu'il va falloir discuter en profondeur et en prenant le temps, car elle est effectivement au cœur de toute éventuelle « théorie générale du capitalisme ». Ici je me bornerai à quelques remarques. L'ironie de Bihr à l'égard des thèses de facture léniniste me semble mal cadrer avec certaines caractérisations qu'il propose lui-même, de même qu'avec cette constatation qu'il fait pour s'en étonner.

Premier exemple. Si on est pas en présence de quelque chose ressemblant fort à une dégénérescence du capitalisme, comment expliquer que le système suscite une « crise symbolique » de la gravité de celle que décrit Bihr : « Ce vide politique n'est, enfin, qu'un aspect particulier d'un vi-

de plus général, généré par le devenir catastrophique (c'est Bihr qui parle, pas moi !) du capitalisme contemporain, celui résultant de l'absence de tout ordre symbolique, de tout ensemble un tant soit peu stable et cohérent de normes, de référentiels, de valeurs. La "crise du sens" qui en résulte est responsable de la difficulté grandissante que rencontrent de nos jours, dans les "sociétés développées" plus encore que dans les "pays en voie de développement", les individus pour créer ou maintenir leur identité, pour communiquer avec autrui, pour s'investir dans les activités collectives en prenant part à la construction du monde, en parvenant à hériter du passé comme à se projeter dans l'avenir » (page 12).

**LA CAPACITÉ DU CAPITAL
À SE DÉFENDRE
COMME POUVOIR
N'EXCLUT PAS
SON PARASITISME
CROISSANT**

Deuxième exemple. Accorder une place centrale à hypothèse que « la reproduction l'emporte globalement sur la production, la seconde étant subordonnée aux exigences de la première » n'est-il pas un bon moyen de s'éviter les étonnements dont Bihr fait preuve lorsqu'il constate ce qu'il nomme « un curieux phénomène », à savoir que « le cours de la crise actuelle se confond avec un mouvement apparemment contraire de rétrécissement de cette emprise, tant en extension qu'en compréhension » Bihr note très bien que « la phase actuelle de mondialisation des rapports capitalistes de production s'accompagne de la mar-

ginalisation de régions entières de la planète, progressivement délaissées par le capital ou nettement sous-exploitées par lui : le continent africain (notamment sa partie subsaharienne) en offre un éclatant et dramatique exemple. Tandis que, jusqu'au sein des métropoles capitalistes des pays dits développés, le développement du chômage et de la précarité exclut du rapport salarial une part grandissante de la population, en la vouant à la marginalité socio-économique » Et Bihr de poursuivre : « Tout semble donc se passer comme si la phase actuelle de reproduction des rapports capitalistes de production exigeait une inversion du processus séculaire d'élargissement et d'approfondissement de l'emprise de ces rapports sur la praxis sociale. S'agit-il là d'une simple apparence ? Si oui, à quoi tient-elle ? S'agit-il au contraire d'un mouvement réel ? »

Pour ma part, je ne pense pas qu'il s'agisse d'une simple apparence, mais d'un mouvement de fond du capitalisme contemporain, dont j'ai cherché à rendre compte en utilisant l'expression de « contraction tendancielle ». Ce mouvement n'est pas contradictoire avec l'engagement croissant et les investissements énormes du capitalisme pour se reproduire comme pouvoir, tant sur le plan militaire que sur celui de la projection mondiale du fétichisme de la marchandise et de l'argent comme instrument de domination.

L'un des points que Claude Serfati et moi-même avons commencé à énoncer bien plus clairement que nous ne l'avions fait auparavant, est la question du capital en tant que rapport de domination, construit comme tel de façon toujours plus consciente. Or c'est là un point de convergence profonde avec Bihr,

puisque l'une des originalités de la re-lecture de Marx proposée par Bihr à laquelle j'ai déjà fait allusion, est son chapitre sur le capital comme pouvoir.

Nous avons défendu récemment la nécessité de réexaminer le contenu à donner à la notion de « mode de production ». Nous avons écrit que « pour Marx, le terme désigne un mode de domination sociale, autant qu'une forme d'organisation de la production matérielle. Il nous paraît également profondément erroné de réduire la reproduction du capital à ses seules dimensions économiques » Les pays impérialistes mettent en œuvre un processus de reproduction d'une domination sociale mondialisée. Leur domination repose sur des bases où « l'économique » et le « politique » sont inextricablement mêlés. De même qu'il est impossible de dissocier les destructions environnementales et écologiques des agressions portées contre les conditions de vie des prolétaires urbains et ruraux et de leurs familles, il est impossible de dissocier les mécanismes économiques de la domination et de la violence de leurs formes politiques et militaires.

**UN LIVRE
QU'IL FAUT LIRE**

J'espère avoir expliqué pourquoi il faut accueillir et défendre le livre d'Alain Bihr. Lui-même ne facilite parfois pas la tâche. Il y a d'abord les passages de l'introduction où Bihr semble s'excuser d'avoir consacré un travail si important à Marx. Alors qu'il est très largement, sinon complètement, tributaire de Marx et qu'il va lui falloir 570 pages pour exposer ce qu'on trouve chez Marx, Bihr s'attache à souligner un peu lourdement

les lacunes de l'analyse de Marx, « ses points faibles : lacunes et limites, erreurs et illusions, ambiguïtés et contradictions (qui ne sont d'ailleurs pas toujours là où on croit les avoir décelées) ». Ou encore qu'il « n'est pas question de masquer ce que l'œuvre de Marx contient de passif à côté de son incontestable actif ; pas plus qu'il n'est question de rejeter cet héritage sous prétexte de son passif » (page 21). Si l'on entend ne pas s'adresser seulement au cercle devenu très, très étroit de spécialistes de Marx, ne faut-il pas dire au seuil d'un livre comme celui-ci simplement ceci : « Je prends Marx comme un tremplin et je vais vous montrer la très grande richesse de ce qu'il a pu écrire à un moment où la question que nous sommes contraints de nous poser aujourd'hui ne se posait pas encore » Pour ceux qui sont prêts à participer à un pro-

cessus de recomposition d'une pensée révolutionnaire, il va de soi désormais que Marx ne peut pas faire plus que de servir comme un formidable point de départ.

Enfin il y a aussi la question du sous-titre qui peut énerver : « prolégomènes à une théorie générale du capitalisme » Déjà, en se référant au texte « Actualiser le communisme » mis en discussion par SolidaritéS (Suisse), puis par Carré Rouge, Gianni Carrozza s'est exclamé « Il a beaucoup de courage, Alain Bihr ! » (voir pour le texte de Bihr et les premiers commentaires, Carré Rouge n° 18). Que dira-t-il maintenant ! Faisons confiance à Alain Bihr. Il sait fort bien que le projet d'ensemble dont il a fait l'esquisse ne pourra être mené à bien que comme projet collectif, inséré d'autre part dans les luttes politiques et sociales qui doivent le nourrir avant de le

concrétiser comme projet émancipateur. Il faut donc lire ce livre, à la fois comme un apport de plus d'Alain Bihr au travail de renouveau, et comme une invitation pressante faite par lui que tous nous y contribuions au plus vite.

serait désastreux que les militants se laissent mener à un activisme « anti-guerre ». Celui-ci les déporterait complètement et occulterait la nécessaire réflexion et l'action indispensable contre la sauvagerie des coups qui sont portés aux salariés, aux jeunes et aux immigrés sous couvert de « la lutte contre le terrorisme ».

Si ce numéro de Carré rouge peut avoir une utilité, c'est d'établir ce lien. Et les militants sont contraints d'envisager leur action à la fois contre les bombardements impérialistes et contre les effets de la mondialisation capitaliste, contre l'armada Bush/Blair, contre le gouvernement Jospin dont la connivence avec Chirac et son camp sur l'orientation politique de fond est toujours plus étroite, contre les licenciements et contre la remise en cause des libertés individuelles et collectives.

La réflexion sur le mouvement anti-mondialisation et ses mobilisations dont Gênes fut cet été le point culminant, comme sur le mouvement, aujourd'hui figé, d'auto-organisation qui s'est engagé avec la manifestation du 9 juin à l'appel de l'intersyndicale de LU-Danone, ne peut être interrompue. Mieux : cette réflexion sur la manière de reprendre la mobilisation et de faire des pas de plus dans l'organisation sont au cœur des questions essentielles posées par les attentats. La bourgeoisie et les États ont très vite pris la mesure des possibilités offertes par cette situation. La presse a rapporté le « faux pas » commis par la chargée de communication du ministre des transports britanniques : elle a été vertement rappelée à l'ordre pour avoir aussitôt adressé une note à ses collaborateurs les invitant à profiter de la situation pour faire passer toute une série de mesures qui n'avaient pu être imposées auparavant. La presse britannique estime

qu'elle porte ainsi le chapeau pour une note « maladroite » qui émane en fait du ministre lui-même... C'est en effet plus que probable. Et ce qui lui a été reproché n'est pas de l'avoir conçue ou pensée, mais de s'être fait prendre. Ce n'est qu'une anecdote. Elle est significative.

Mais il n'est pas besoin de ces indices pour constater combien immédiatement la bourgeoisie et les États ont entrepris de « purger » la crise rampante en se saisissant de ce nouveau climat. Sous le titre « Après les délires boursiers, les coupes franches. Rarement les annonces ont été d'une aussi grande brutalité. », Libération rapporte les propos d'un « économiste » proche du MEDEF : « On est dans un paysage noir. Ça libère un peu les entreprises. » Et d'expliquer que, sous couvert de ce paysage brouillé, les entreprises peuvent assez tranquillement annoncer une avalanche de licenciements qui, dans le climat créé en particulier par la manifestation du 9 juin, n'auraient pas manqué de se résoudre en crise sociale et politique majeure.

L'épisode Swissair mérite qu'on s'y arrête très brièvement. Le gouvernement de Jospin avait déployé une activité fébrile pour contenir la catastrophe AOM-Air Liberté. Gayssot, en pompier inlassable du capitalisme, avait monté une procédure bancaire pour faire passer le plus en « douceur » possible les licenciements de la compagnie du baron Seillière et de Swissair. Au prix de mensonges éhontés (Air France n'avait nullement l'intention d'embaucher les salariés d'AOM, mais, dans le cadre d'embauches prévues, de leur donner une sorte de priorité, ce qui se serait donc traduit, n'importe comment, par un manque d'embauches de demandeurs d'emploi étrangers à ce secteur...), il avait enfermé les salariés

d'AOM et leurs syndicats dans une logique où ces syndicats « choisissaient » qui devait être repris. Ce savant ravaudage s'est effondré aussitôt après le 11 septembre. La faillite crapuleuse de Swissair, immédiatement couverte par l'État confédéral suisse, le fait éclater. On pourrait multiplier jusqu'au vertige les exemples de cette sorte. Moulinex y occuperait une place symbolique.

L'arsenal répressif, la brutalité policière, les mesures législatives prises dans la hâte complètent le dispositif. Il s'agit d'assommer la résistance, de quadriller la société, de réduire les possibilités légales de s'organiser et de résister. La « guerre » a, entre autres, cette fonction.

Le voile se déchirera. Assommée par ces coups d'une incroyable brutalité, bridée par le matraquage sur la « situation d'urgence » de la « guerre », la réflexion et l'action nouées par l'intersyndicale LU-Danone et la manifestation du 9 juin reprendront. À nous d'y travailler. Ce numéro de Carré rouge veut y contribuer.

Il le fait en particulier en établissant un lien entre les différents éléments de cette situation, en mettant en lumière la parfaite continuité entre les attentats et des phénomènes comme celui de Toulouse, en démontrant que ce sont des expressions d'un système anarchique, barbare, générateur d'insécurité : le système de la propriété privée des moyens de production. La lecture du livre d'Alain Bihr, la discussion avec l'ouvrage d'Yves Salesses s'inscrivent dans la continuité de l'effort de renouvellement programmatique que Carré rouge a ouvert.

Il le fait également en reprenant la réflexion sur la mobilisation de Gênes, ou en cherchant à évaluer le plus précisément possible la portée des événements de Kabylie, dont l'importance

avait été soulignée dans le précédent éditorial, ou encore en permettant d'apprécier la portée exacte des élections argentines.
Discutons de tout cela.